# Supplément Radio-Télévision

DIMANCHE 20 - LUNDI 21 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

# Le dialogue israélo-arabe va s'engager

rès l'ouverture de la conférence

PATRICE CLAUDE

de Madrid, des discussions multila-

térales devraient réunir Israel et

tous les pays arabes qui le souhai-

### Enfin!

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14534 - 6 F ---

ENTRE Iss hammee, sucune Eguerre n'est éternelle. Encore leur faut-il, pour faire la pats, consentir à se parler. Ainsi, au Proche-Orient, l'Impensable hier blentôt se produire : les vieux ennemis s'epprêtent à dialoguer. Querente-quetre ene eprée le début du drame, dix ans eprès la mort d'Anouar El Sadate – qui le Palestiniens vont s'assecir à la même table pour imaginer enfin comment vivre ensemble.

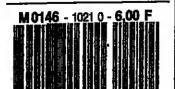
Cinq guerres, tant et tant de morts, la douleur de l'exil, l'hu-miliation et la colère, le cycle sene fin des vengeences ; les peuplee de cette réginn sont recrus d'avoir payé une si forte rançon eu destin qui leur impose de cohabiter sur le même terre, Mais la fatigue ne pouvait suffire à leur inspirer la sagesse, lnca-pables, seuls, de se réconcilier, l leur fallait se voir contraints d'obéir à des parrains pressants et preceée d'en finir evec ce chronique dans le monde nouveau de l'après-guerre froide.

A détente confirmée entre Moscou et Washington grâce l'epaisante diplomatie gorbatrienne, la guerre du Golfe et ses renversements d'elliences, écroulement du système communiste, ont créé peu à peu les circonstances hietoriques dont l'inlassable secréteire d'Etat néricain James Baker vient de doute n'eût été possible – du moins si tôt – sans la conver-gence d'intérête entre Moscou et Washington, que consecrent, le même jour, le coperrainege américano-soviétique du proces-sus de paix et la réconciliation entre l'URSS et l'Etat juif.

Mais les principaux intéressés ont, eux eusei, évolué eu fil des sne. Depuie plueieurs ennéee déjà, la majorité des Palestiniens se sont faits à l'idée qu'Israël survivrait. Sene toujours le reconneître dene leur discoure, les dirigeents erabes es sont résolus à envisager l'avenir au côté ds cette « entité sionistes dont le nom même laur écorchait la gorge. La Syrie s renoncé au vieux projet d'une parité straté-gique avec israël qui lui eût per-mis d'espérer reconquérir per la force le Golan, perdu en 1967. Et l'on e cru rêver vendredi en entendent l'intreltable Itzhek Shamir admettre pour la pra-mière fois – fût-ce du bout des lèvres - que l' « OLP existe quelque pert dens le monde s et qu'«on ne peut is niers.

SI las adversaires en présence Se sont décidés, après d'ul-times marchandages et moyennant plusieurs astuces diplomatinant plusieurs astuces diplomati-ques, à envisager de s'asseoir à la même table, c'est aussi parce qu'ils n'avalent pas de véritable autre choix. Redoutant par-desautre choix. Redoutant par-dessus tout le statu quo - car le
tamps treveille contre alls, 'OLP ne pouvait s'offir le luce
de pratiquer la politique de la
cheise vide. Ayant besoin d'argent américain pour réuseir l'intégration das juifs soviétiques,
laradi ne pouvait, quant à lui,
entrer en révolts ouverte contre
les Etats-Unis.

Dans dix jours, una partis décisive s'ouvrira à Madrid. Elle sera longue et difficile, tant sont éloignéss les positions de départ. Mais, sujourd'hui, seule compts le perspective de cs face-à-face historique si long-temps attendu.



Pour la première fois depuis 1947, l'Etat juif, ses voisins arabes et les Palestiniens ouvriront, le 30 octobre à Madrid, des négociations de paix, en présence de MM. Bush et Gorbatchev

**JÉRUSALEM** 

de notre correspondant

Les invitations sont lancées.

Amman a déjà accepté, l'OLP. e

donné son feu vert aux Palestiniens

de l'intérieur. Et « Israël partici-

pera », a affirmé, vendredi soir 18 octobre, M. itzhak Shamir. Le 30 octobre 1991, à Madrid, et pour la première fois depuis le partage

manqué de la Palestine il y a qua-

rante-quatre ans, des représentants de l'Etat juif et des dirigeants de

trois pays arabes officiellement en guerre avec lui - Syrie, Liban, Jor-

danie - devraient donc se retrou-ver, d'abord tous ensemble pour

une grande cérémonie d'ouverture, présidée par MM. Georges Bush et

Mikhail Gorbatchev, ensoite en

tête-à-tête, pour des négociations bilatérales qui seront sans doute

- tout le monde est d'accord sur ce

point, à commencer par M. Shamir

- «longues et difficiles», mais qui

permettront, peut-être, de faire la

«L'OLP existe quelque part...»

au cours d'une conférence de presse présidants Bush et Gorbatchav. Las ont rétabli leurs relations diplomatiques.

Pour la première fois depuis 1947, conjointe, à Jérusalem, avec le ministre Palestiniens participeront à cette confé-Israel, ses voisins arabes et les Palesti- soviétiqua des affaires étrangèras, rence au sein d'une délégation jordanoniens vont engager un dialogue direct : le M. Boris Pankine, une conférence de paix palestinienne. Israel devait donner forsacrétaire d'État américain, M. Jamas sur le Proche-Orient. Celle-ci s'ouvrira le mallamant sa réponse définitiva Baker, a annoncé vendredi 18 octobre, 30 octobre à Madrid en présence des dimanche. D'autre part, Israel et l'URSS

# Le pari gagné de M. Baker

WASHINGTON

de notre correspondant Qoand, au mois de mers, M. James Addison Beker prit, pour la première fois de sa vie, la

route du Proche-Orient, les «spécialistes» de la région jouérent les



sceptiones: On vooleit bien reconneître eu secrétaire d'Etat d'iohabituels talents de négociateur: il en avait largement fait preuve dans les pourparlers sur le désarmement avec les Soviétiques. On savait que cet ami personnel de M. George Bush depuis trente ans était un tacticien hors pair; une longue carrière en témoignait qui l'a mené d'un cabinet d'avocat d'affaires de Houston au département d'Etat, en pessant par le secrétariat général de la Maison Blanche (sous M. Ronald Reagan) et le département du Trésor. Mais du Proche-Orient, «Jim» Baker ne savait rien, sinon que nombre de ses prédécesseors, de M. Cyrus Vance a M. George Shultz, n'y avaient gagné que des bosses. A priori, ce patricien, hénitier d'une des plus vieilles fortunes du Texas,

ticulière pour la région. ALAJN FRACHON

### Pacte économique entre huit Républiques de l'ex-URSS

Une proclamation de bonnes intentions.

# Le mouvement

des infirmières

Polémique entre les ministres de l'intérieur et de la senté à propoe des incidents du 17 octobre.

### L'adoption du budget **Dour 1992**

Le premier minietre e engagé la responsabilité de son gouvernement à l'Aesemblée nationale

### Politique agricole commune

La France ne s'oppose plue. à la réforme envisagée par

### page 17 Une journée

pour les prisons

Des débats et un colloque, à l'occasion du bicentenaire du code pénal. page 13

# paix au Proche-Orient. Dens un Etre Serbe en Croatie

Le rétablissement du dialogue entre les deux communautés semble de plus en plus difficile, même aux yeux des plus pacifiques

de notre envoyé spécial

Etre Serbe eujourd'hoi à Zagreb - le capitale de la Croa-tie - nécessite des nerfs solides face à une situation où l'irrationnel est omniprésent. C'est partienlièrement petent chez ceux qui, opposés à la «politique de conquête» mence par les diri-geants de Serbie, veulent vivre dens une République indépendante de Croatie et tentent, contre vents et marées, de concilier lectuelle issue d'un couple mixte, des points de vue plus souvent elle-même a épousé un Croate. dictés par la peur de l'autre et les réminiscences do passé que par la raison.

« Tout Serbe [ici] se sent menacé par tout le monde, par les extrémistes serbes comme croates», explique G., une Scrbe de Croatie qui refuse d'être identifiée, ne serait-ce que par son prénom. La Croatie compte près de 12 % de Serbes, dont quelque 100 000 vivent à Zagreb. Intel-

Elle e vu son univers familial bouleversé à mesure que la crise s'est envenimée, son mari glisser vers le chanvinisme croate et «se retourner» contre elle, tandis qu'elle sentait ses enfants

> **JEAN-YVES HELLER** Lire la sulte et l'article d'ALAIN DEBOVE et CHRISTIAN CHARTIER

Parviendra-t-on à faire la lumière sur les affaires liées à la transfusion sanguine ?

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

Jusqu'où fandra-t-il aller pour mesurer evec exactitude l'empleur du scandale de la transfusioo sanguine française? Comhien faudra-t-il encore attendre avant de pouvoir situer précisément les responsabilités politiques, médicales et edministratives? Jong après jong, nne

révélation suivant l'aotre, toot cela prend les dimensions d'une affaire d'Etat, l'immobilisme de l'actuel gouvernement ne faisant que précipiter le cours des

La première erreur politique fut sans doute ici de sous-estimer - d'ignorer - le drame vécu par les hémophiles cootaminés par le virus du sida à partir des produits sanguins infectés.

Lire la suite page 13

# Mode fin de siècle

Pour la semaine du prêt-à-porter, créateurs et couturiers fixent les images de l'époque

Deux mille cinq cents projec-teurs, quinze kilomètres de câbles, deux cents miroirs. La semaine des collections de prêt-à-porter féminin des créateurs et couturiers (16-23 octobre) e commencé sous le signe de la foule et du rallie-ment. Deux mille journalistes et photographes de quarante-deux pays retrouvent, cette saison, la cour carrée du Louvre, «lieu pro-visoire» concédé par Jack Lang à le Chambre syndicale en 1981. Dix ans plus tard, Paris s'affiche comme une vitrine internationale: eprès les Jepooais, les Italiens (Romeo Gigli, Valentino), l'Amé-ricain Oscar de la Renta, les Augleis (Galliano, Westwood, Hammet): ce sont plus de cent maisons qui organisent des défilés à Paris, en comptant de nouveaux venus comme les Belges, moins médiatiques, donc plus dispersés.

veau lieu dédié à la mode et aux métiers d'art sera loauguré. 7 500 m² en sous-sol entre l'Arc de Triomphe du Carrousei et la Seine. Le projet, financé par la SARI, est embitieux : salles de projection, laboratoires photo et vidéo et même soixante boutiques de luxe autour des salles, prestige oblige. Mais l'abondance (près de quatre-vingt-dix défilés aux quatre coins de Paris) et l'opulence officielle cachent un changement de ton : plus radical, plus jusqu'auboutiste dans la manière de déchirer et de fixer les images de l'époque. La misère chic, les haillons fin de siècle ont naturellement fait leur apparition sur les podiums de l'été 1992.

LAURENCE BENAIM Lire la présentation des collections page 15

### **BURKINA FASO** LA DEMOCRATIE TRANQUILLE **BLAISE COMPAORE** REALISME ET INTEGRITE DE JEAN R. GUION PREFACE DE STEPHANE HESSEL De sa rencontre avec BLAISE COMPAORE, en 1976, l'auteur écrira : «Comment ne pas se souvenir de cet africain de 25 ans, lecteur de Lénine et de De Gaulle qui parlait, 15 ans avant la chute du mur de Berlin et le Sommet de la Baule, de la falllite des régimes de l'Est BLAISE COMPAORE et de la démocratie comme remède aux REALISME ET INTEGRITE maux de l'Afrique». Mondes en devenir - LIV DOCUMENTS ET ESSAIS - 14 Berger-Lucacit International

### HEURES LOCALES

Auvergne: les vertus de l'autoroute

Continuant son tour de France des régions, le Monde présente eujourd'hui l'Auvergne et see quetre départemente. Le démission de M. Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, e, ces joure derniers, attiré l'attention sur cette région isolée et d'un accès difficile. Ses responsables ont donc donné la ponsables ont donc donné la priorité à son désenclavement. Elle retrouve avec l'ouverture le l'eutoroute de nouvelles chances, mais doit imaginer les moyens de relayer des indus-tries traditionnelles défaillentes

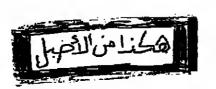
et une agriculture bien souvent inadaptée. La têche est arcue. Lire pages 10 et 11 l'enquête de Gilles Paris Egalement au sommaire

Notre dossier sur le projet de etatut des élus incaux 
dépertemente surrient eux Japonals.

Pages 9 et 12

«Le grand jury RTI-le Monde» M. Edouerd Balledur, invité dimanche à 18 h 30.

A L'ETRANGER : Algèrie, 4,50 DA; Murco, 8 DH; Turisia, 750 m.; Alemagne, 2,50 DM; Austria, 25 SCH; Balgique, 40 FB; Carade, 2,25 S CAN; Antilier-Rikusion, 8 F; Côte-O'Ivoire, 485 F CFA; Denemark, 14 KBD; Espagne, 190 PTA; G.R., 85 p.; Gricu, 220 DR; Irinda, 1,20 £; Italia, 2,200 L; Lucembourg, 42 R.; Norvège, 14 KRN; Pays-Ben, 2,75 R.; Rorrigal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Solda, 15 KRS; Solsas, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; US



# Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE, 76601 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25 Télex: 206,806 F

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
T61.; [1] 40-65-25-25
T646copieur: (1] 49-60-30-10
T6iex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Principane, associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M Jessey

7/5902 PARIS CEDIEX 15 7/5902 PARIS CEDIEX 15 Téle: (1) 46-62-72-72 Téles: MONDPUB 634 128 F Télén: 46-62-8-73. Société fisién in SAIL le Monde et de Médies et Régies Europe :

nmission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

lenseignetnents sur les microfilms index du Monde su (1) 40-65-29-33

TÉLÉMATIQUE nposez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

**ABONNEMENTS** 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX, Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SURSEC BELGIQUE LUXEMB, PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voic porposit CER
3 anis	40 F	572 F	790 T
6 mols	890 T	t 123 F	1560 F
1 =	164 F	2 886 1	1960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. pour vous abonner

accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus on par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

renvoyez ce bulletin

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abounés sont invités à formuler leur demande deux

BULLETIN

D'AB	ONNER	MENT
	ÉE CHO	
3 mois	6 mois	1 20
0	0	
Vom :		
rénom : _		

Code postal: Localité : .

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tons 111 MON 03

# Le Monde

Sdité per le SARL Le Monde Comitté de direc me : gérani

Il y a trente ans

# La répression de la manifestation algérienne à Paris

pendont. Trente ans plus tard, Aleba. Abdelkader et Mnhamed vivent toujaurs en France. Ils ont gagné la guerre, ils ont pu tourner la page : le passé, qu'ils n'ou-blient pas, ne les hante pas non plus. « Les journaux de l'époque ont dit que le FLN nous avait forces à manifester »: Alcha éproove encore aujourd'hui le esoin de démentir. Elle se revoit santiller de inie en entendant la consigne de manifestation. Elle a alors quinze ans et u'a jamais vu cette capitale à 4 kilomètres de laquelle elle vit depuis sa petite enfance. Le bidonville de Nanterre est comme une enclave, un monde à part : aucun Français n'y vient jamais, pas même les médecins. Le 17, à la même beure, dans la commune voisine de Bezons, Abdelkader enfile son

E 17 octobre 1961, cent, deux ceuts, peut-ètre trois cents Algériens sout tués à Paris ; et noyés dans la Scine. Ils ont simplement voulu manifester. Dans six mois, leur pays sera indé-

costume du dimanche. Ses fils lui deman-dent encore une fois de l'accompagner; Abdelkader réitère son refus, sans explication: comment leur dire qu'ils ont, eux, toute la vie pour se sacrifier. Comme la plupart des quatre cents mille Algériens immigrés en France, Abdelkader passe désormais sa vie à se faufiler entre les rafles. La police arrête n'importe où, et n'importe quel Algérien peut se retrouver aux mains des harkis.

Tous les Algériens de la hanlieue nordouest ont rendez-vous au rond-point de la Défense, d'où ils doivent descendre ensemble vers Paris par le pout de Nenilly. Mohamed, responsable du FLN, attend les manifestants; il essuie une dernière fois la boue qui macule toujours les chaussures an sortir du bidonville. « Etre digne et pacifique, murmure-t-il, ne provoquer aucune violence » : telles sont les consignes données par la direction de la fédération, qui est réfugiée en Allemagne. Mohamed ne doute pas que cette manifestation, qui est la première depuis le début de l'insurrection, en 1954, sera massive. Il songe à celle de décembre 1960 à Alger, dévalant vers le centre-ville aux cris de « Vive l'indépendance ! ». Les habitants des faubourgs avaient bousculé l'opinion de la métropole. La fédération de France, à la veille de la reprise des négociations, vent rééditer le coup. Mohamed sait aussi que la direction en attend un renforcement de sou poids politique par rapport au reste du FLN. Le préfet de police de Paris fournit le prétexte de la manifestation en conseillant » aux Français musulmans de ne plus sortir après 20 h 30, et de fermer leurs bars à 19 heures. Cette consigne - qui ne peut être officielle puisque discriminatoire - instaure de facto un couvre-feu raciste. Le 17 octobre, aucune organisation française ne l'a cocore mece, les Français musulmans vont

#### Climat de terreur

done la braver.

Claude Toulouse a passé sa vie an sein de la police. En 1961, il était brigadier. Trente ans plus tard, il est l'un des rares à accepter d'évoquer cette période. Ses col-lègues restent muets, comme si la guerre qu'ils ont faite n'était toujours pas ache-vée et qu'il fallait encore la tenir secrète. Le 17 au soir, Claude Toulouse quitte son service dans une ambiance électrione. Depuis midi, la préfecture sait que le FLN a prévu plusieurs manifestations en rain a previ plusieurs mannestations en soirée qui seront suivies, le 20, par des rassemhlements de femmes devant les pri-sons. Toutes les portes de Paris sont gar-dées, des bus réquisitionnés stationnent déjà à côté des cars de police, la brigade du soir est tout excitée à l'idée de « casser dn ratou ». Claude Toulouse frissonne; il pense que, si la guerre continue, la police sera brisée comme l'armée. A la tête de la préfecture de police parisieune depuis mars 1958, Manrice Papon applique à Paris les méthodes de l'armée en Algérie. Il a instauré dans les banlieues des répliques des SAS, ces unités militaires prétendument chargées de protéger les popula-tions. Il a installé les barkis dans la capitale. Débarqués d'Algérie, ces « volon-taires » interpellent et torturent pour le compte de la police française,



A ee climat de terreur, le FLN a répondu en renouant avec les attentats contre des policiers. D'août à octobre 1961, seize d'entre eux oot été tués. Peur et soif de vengeance se ressentent dans tons les commissariats. Le couvre-feu les rassure à peine. Maurice Papon, devant des policiers réunis pour les obsèques d'un de leurs camarades, déclare alors : « Pour un coup, vous pourrez en rendre dix. » De leur côté, les dirigeants de l'OAS constituent des réseaux an sein de la police. Certes, le général de Gaulle négocie mais souhaite, comme il l'a dit juste avant l'ouverture des discussions d'Evian, un FLN à genoux. Claode soupire: tous les coups sont désormais permis. Le premier choc se produit entre. 19 h 30 et 20' beures. Une première vague de manifestants descend vers le pont de Neuilly. Alcha aperçoit soudain le cordon de policiers, de harkis et de CRS, et comprend qu'elle n'entrera pas dans Paris. Amour d'elle, le cortège esquisse nu mouvement de recul. Un bomme, an contraire, fait un pas en avant. Il n'est pas militant mais, ce soir, il semble vouloir entraîner la petite foule. Un coup de feu part. Lamar Achemoune tombe : il sera l'une des deux seules victimes que le hilan officiel comptabilisera. Aicha s'enfuit au milien des bruits et des cris : « Autour de moi, des hommes renversaient des voitures pour nous prolèger. » Une deuxième vague de manifestants heurte la première qui refine. La police

avant d'être arrêté, Abdelkader aperçoit le

cadavre d'un enfant. Sur la place de l'Etoile, Josette, qui appartient à un résean de solidarité avec le FLN, tourne en rood, hagarde, sous la pluie. Depuis une heure, elle assiste à la même scène : des Algériens débouchent du métro les mains en l'air, des policiers les: matraquent, les bousculent, les renversent avant de les embarquer dans des cars de police. Il 'lui semble qu'elle devient folle nu invisible : anenn policier ne prête attention à sa présence. La nasse policière filtre les seuls Algériens, la police opère sans se soucier du regard des Parisiens, qui, dans leur majorité, passent de toute façon indifférents.

### « Ce soir, an moins,

nons avons du spectacle » Au Quartier latin, Marthe, elle aussi membre des réseaux de solidarité, note lemême insondable silence. Assis aux terrasses abritées des cafés, des Parisiens. assistent à la traque. Elle agrippe au passage la phrase : « Eh bien ! ce soir, an moins, nous avons du speciacle. » Plus inin, snr la place Saint-Germain, an conducteur d'autobus ferme les portes de son véhicule au oez des manifestants qui le supplient de les laisser monter. Plus tard, ou retrouvera deux blesses par balles, rue Gay-Lussae et devant le Sénat,

Les Algériens, finalement, ne réussissent

Boulevards. Une heure durant, ils parviennomevarus. Une neure durant, ils parvien-nent à défiler entre les restaurants et les cinémas. Mais, là aussi, des tirs dispersent la manifestation. Vers. 22 heures, à hau-teur du théâtre du Gymnase, sur le boule vard Bonne-Nonvelle, sept corps gisent déjà sur le trottoir. Le boulevard et les rues adjacentes sont bouclés et rarissés. Deux heures plus tard, un médecin, le docteur Carpentier, passe devaot le cinéma Rex ; il se fige : des corps mani-més ont été entassés à côté de prisonniers. Les policiers n'osent pas l'empêcher de s'approcher : il releve un homme âgé qui respire encore.

A minuit, le communiqué de la préfec ture tombe: trois personnes ont trouve in mort - deux Algériens et un citoyen fran-cais out été tués par balles. Sar 30 000 manifestants, l t 538 out été arrêtés. La préfecture a réquisitionné le Palais des sports et le stade Pierre-de-Coubertin, où sont regroupés respective-ment 7 000 et 2 000 personnes.

Le lendemain, en reprenant son travail, Claude Toulouse comprend que la rafle s'est accompagnée d'un déchaînement de violences sans précédent. Affecté à la sur-veillance du stade Pierre-de-Coubertin, il découvre des centaines d'Algériens blessés restés sans soins. Goguenards, ses collèrestés sans soins. Goguenards, ses collegues lui expliquent qu'ils ont dressé des « comités d'accieil » au sortir des cars et roué de coups les prisonniers qui en descendaient. Il apprend aussi qu'aux ponts de Neuilly et d'Asuières des corps ont été jetés dans la Seine, Quelques jours plus tard, un tract signé par un mystérieux groupe de policiers républicains décrit et dénonce quelques suits de ces faits. dénonce quelques-uns de ces faits. M. Monate, secrétaire général du Syndicat-général de la police, dément ce texte qu'anjourd'hui il estime vrai à 100 %. Des éins - Claude Bourdet au Conseil munici-pal, Gaston Defferre au Sénat - réclament en vain une commission d'enquête. Ils sont sontenus par le groupe communiste et des personalités isolées comme Eugène Claudius-Petit. Après bien des manœu-vres, le ministre de l'intérieor, Rogec Frey, reusait à enterrer la proposition. L'émotion soulevée ne suffit pas à obliger, le souvernement à rendre des comptes. Certes, toutes les autorités religienses et morales du pays, les syndicals et le Parti communiste s'indiguent sur le papier. Mais seales une pincte d'étudients et d'in-tellectuels à Paris et sue possaée d'ou-vriers en bandieue osent exprimer cette emotion dans la rue.

L'écho de ces indignations ne parvient . pas jusqu'an bidonville d'Alcha et de sasœur Fatima Plusieurs de leurs voisins manquent à l'appel sans qu'elles sachent s'ils sont morts, retenus ou encore expulsés vers les camps de regroupement en Algèrie. Le FLN finit par recenser trois cent vingt-sept plaintes pour mort on disparition. Phis tard, des fuites de l'inspection générale de la police tendront à prouver que celle-ci reconnaît cent quarante

Aicha et Fatima, en 1962, témoignent devant un réalisateur de cinéma, Jacques Panigel : le film Octobre à Paris sera interdit de commercialisation douze ans durant. La censure, cependant, n'est pas la scule entrave à la mémoire. Entre novembre 1961 et février 1962, l'OAS commet plus de quatre cent cinquante attentats. De plus en plus de Français se sentent menacés par cette guerre jusque-là relè-guée en Algérie ou dans les faubourgs des villes. Les maoifestations contre l'OAS voicot grassir leurs rangs. Quand en février, au mêtro Charonne, la police charge. l'un de ces cortèges et que buit manifestants sont tues, près d'un demi-millinn de personnes ripostent dans la rne. Le cessez-le-fen intervient un mois plus tard en Algérie.

Aujourd'hui, Aïcha et Fatima viveot toujours en marge de Paris, dans ces cités qui ont remplacé les bidonvilles. Elles ont nublié Charonne. La plupart des Français ignorent octobre 1961...

> ANNE TRISTAN Auteur du Sance du fleuve: Ed. Au nom de la mémoire

à former un cortège que sur les Grands charge de nouveau violemment. Inste (BP 82, 95873 Bezons Cedex), 150 F. "GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 en direct sur animé par Henri MARQUE avec André PASSERON et Érik ISRAELEWICZ (le Monde

# La fin d'une longue brouille

Israel et l'Union soviétique ont décidé, vendradi 18 octobre, de rétablir leurs relations diplomatiques, qui avaient été rom-pues par Moscou en 1967, lors de la guerre des Six jours.

L'histoire des relations israélo-soviétiques suit un mouvement désordonné, avec beaucoup plus de bas que de hauts. Déjà deux fois romque de l'auts. Leja deux fois fom-pus par le passé, voilà les lieos diplomatiques renoués au plus haut niveau parce que PURSS a jugé que tel était, de nouveau, son intérêt. Le geste est conforme au comportement observé par l'URSS depuis novem-bre 1947, date du plan de partage de l'ONU donoant oaisaance à Israel : c'est toujours Moscou qui décide de l'opportunité d'entretenir ou non des relations avec l'Etat juif et qui en établit le niveau et la qua-

Les critères ont varié. La nouvelle ligne de la diplomatie soviétique, l'effondrement de l'empire, la priorité accordée au sauvetage économique de l'Union, tout cela a sans donte présidé à la reprise des relations avec Jérusalem. Avec la pression supplémentaire exercée cette fois par Israël, qui a fait de cette décision une condition sine qua non à son acceptation do parrainage confédéral de la cette de cette de la cette de cet soviétique de la conférence de paix.

soviétique de la conférence de part.

Le contexte était évidenment bien différent à la fin de l'ainnée 1947. Si Statine ordonne alors à son représentant à l'ONU, Andrei Gromyko, de voter en faveur de la création d'Israël, c'est-à-dire en faveur du plan de partage de la Palestine encore sous moodat britannique, c'est d'abord dans l'espoir de s'assurer mi d'abord dans l'espoir de s'assurer un point d'appui lui permettant de contrer l'influence de la Grande-Brotagne au Procho-Orient.

D'une certaine façon, l'idéologie s'accommode assez bien de cette vision stratégique : après tout, la socialiste - avec même un fort cou-rant staliniens - et ils sont en butte à l'hostilité de régimes arabes «réac-tionnaires» souteurs par «l'impétia-lisme» britannique. À la tribune de FONU, Andrei Gromyko fait valoir que la préférence de l'URSS va à la création dans l'ancienne Palestine mandataire d'un «Etat démocratique judéo-arabe indépendant et (?) homogenes, mais qu'elle sootiendra le plan de partage en deux Emis - un paif, un palestinien - si la première formule ne peut se concrétiser.

La décision entraîne aussi le vote des satellites européens de Moscou et coodoit la Tchécoslovaquie à livrer des armes à l'armée juive alors livier des armes à l'armée juive alors que les États arabes refusent le plan de partage et déclarent la guerre. Au Conseil de sécurité, Groenylor défend ales aspirations des juifs à établir leur propre États. Il évoque « leurs liens historiques avec la Palestine» et dénonce « l'agression arabe». Les armes telécoslovaques vosit contribuer à la victoire de la Hagannah sur la coalition des armées arabes: sur la coalition des armées arabes;

des les premiers jours, le jeune Etai israélien peut se prévaloir du patro-nage du bloc soviétique.

A vrai dire, Staline ne nourrit aucune sympathie, pour le sionisme et pes sculement par antisémi-tisme viscéral. «Pour des raisons de politique intérieure et extérnaire. explique l'orientaliste britannique Bernard Lewis, Moscou a toujours combattu les mouvements basés à combattu les mouvements basés à l'étranger susceptibles d'attirer à eux un nombres non négligeable de citopens soulétiques. Ainsi, les autorités [saviétiques] ont-elles dénoncé, condamné, réprimé le panislantame, le pantaquisme et le pantranisme afin d'éviter que les communaités musulmanes, les populations turcophones et iranophones d'URSS, séduites par ces mouvements, se

Voici le texte du communiqué

commun annoncant, yendredi

18 octobre, le rétablissement des

rélations diplometiques entre

Israel et l'Union soviétique. Le

texte a été diffusé en russe, en

«Désirent favoriser la coopéra-

tion et la compréhension mutuelle

dans l'intérêt des deux netions,

l'Union des républiques socia-

listes soviétiques et l'Etat d'Israel

ont décidé de rétablir leurs rela-

tions diplomatiques au jour de la

publication de ce communiqué

commun et ont décidé d'échan-

ger des représentants diplomati-

ques-au niveau des ambassa-

leurs leur plégounes. Le sionisme étant pour ainsi diré une forme de parjudaisme, il ne peut davantage

parindaisme, il ne peut davantage cure tolent [1], p. Des 1948, Staline grommelle, inquiet de l'accueil enthousiaste que la communauté enthousiaste que la communauté

juive de Moscou a réservé à l'am-

bassadeur israelien dépêché co

Mais nn s'arrange encore sans trop de frictions. C'est l'époque -1948-1950 - où l'Etat hébreu flirte

avec le moovement oaissant des

non-alignés. Les camps ne sont pas cacore fixés, ni figés, qui verront se constituer un bloc soviéto-tiers-mon-diste et un autre pro-occidental. Il peut y avoir convergence d'intérêts. Très vite, pourtaot, les relations israélo-soviétiques voot subir les

conséquences de celles qu'entrelien-nent les autorités bolchéviques avec les juifs d'URSS. Le Kremlin fait

alterner phases de relative tolérance avec la poigne de fer. La première rapture entre les deux pays mter-

URSS - une certaine Golda Meir.

deurs.

hébreu et en anglais.

vient ainsi en 1953, eo pleine répression ami-juive à Moscou; c'est l'affaire du « complot des blauses blanebes » où des médecios juifs sont fanssement accusés de conjuration contre les maîtres du régime.

Moscou choisit le prétexte d'une Moscou choisit le prétexte d'une bombioette lancée contre l'ambassade d'URSS à Tel-Aviv pour rompre. Les relations ne seront renouées qu'après la mort de Staline mais resteront peu chalentennes et peu développées. Aucun premier mioistre d'Israël ne fut jamais invité à se rendre à Moscou; toutes les rencentres ministérielles eurent lieu en terrain « oeutre ». Dès le milieu des appées 50 le Kombio aveit forsé années 50, le Kremlin avait forgé des alliances privilégiées avec des hommes comme Nasser dans la

qu'elles sont prêtes à maimenir

des relations bilatérales dans la

cadre de la Charte des Nations

unies, des règles du droit inter-national et sur le base de l'éga-

filé, du respect mutuel de laur souveraineté et de la non-ingé-rence dans les affaires internes

de checun. Les deux perties

croient fermement que le rétablis-

sement de relations diplomati-

ques complètes entre l'URSS et

l'Etet d'Isreèl sert complètement

les intérêts d'un réglement global

au Proche-Orient, l'établissement

d'une paix durable et la stabilité dans la région ainsi que les déve-

loppements à venir de la coopé-

d'infinence soviétique dans le monde

ration internationales . - (AP)

Le communiqué commun soviéto-israélien

Les deux pays souhaitent

« l'établissement d'une paix durable »

Syrie), dont plusieurs clauses secrites traitent de la coopération militaire. En 1974, l'URSS reconnaît l'OLP et invite M: Yasser Arafat à Moscou, où se succéderent, plus tard, les dirigeants des groupes les plus radicanx de la centrale palestinienne.

Cela oe veut pas dire que tous les ponts sont rompus avec Israel. On ne compte plus les rencontres prétendument «secrètes» qui ont lieu entre les deux pays: à Vienne, à Washington, à l'ONU à New-York, le dialogue se poursuit, quelquefois an niveau le plus élevé. En 1975, deux hants fonctioooaires soviétiques, MM. Primakov et Kotov, se product même a local parte de le confert de la ques, MM. Frimakov et Rotov, se rendent même en Israël pour y rencontrer le premier ministre lizhak Rabio; ils reviendront deux ans phis rard pour discuter cette fois avec Menahem Begin, nouveau chef du gouvernement, qui propose, en vain, de se rendre à Moscou. Les résultats sout maigres mais les cootacts o'étaient guère plus développés lors-que les deux pays entretenaient des relations diplomatiques.

Dès le début de ces années 70, la détente soviéto-américaine se fait sentir au Proche-Orient. Elle permet anx Israéliens d'obtenir partiellement satisfactioo sur un sujet qui leur tient particulièrement à cœur : l'émi-gration des juifs soviétiques. Moscou gration des juifs soviétiques. Moscou entrouvre les portes et, par miliers, les juifs quitteront l'URSS, pour les Etats-Unis. Le plus gros départ a lieu en 1979, avec 51 300 personnes. Il est vrai que le Sénat des Etats-Uois a fait adopter, en 1974, l'amendement Jacksoo-Vaoik; un texte qui interdit l'octroi d'avantages commerciaox à l'URSS tant que celleci ne libéralise vas l'émigration celle ci ne libéralise pas l'emigration des juifs soviétiques. La déteote s'étiole avec la fin des années 70 et l'émigration est de nouveau réduite à quelques dizaines, au mieux quel-ques centaines de personnes par an.

### Un bilan

Pour le Kremtin, le bilan reste décevant. Sa politique arabe o'a pes porté tous les fraits escomptés - il s'en faut. Dès 1971, le président Aventies. arabe. Les armes du bloc de l'Est prement cette fois le chemin du Caire. La rhétorique soviétique se égyptien, Anouar el Sadate, avait défait les liens tissés du temps de Nasser et renvoyé chez eux des mil-liers de conseillers militaires soviétifait de plus en plus anti-israélieune. La crise culminité au leodemain de la guerre de six jours - en juin 1967 avec une nouvelle rupture des rela-tions d'iplomatiques, Moscoo entraînant dans son sillage l'ensem-ble des pays du pacte de Varsovie, à ques détestés par la population pour sêtre comportés en pays conquis. Les alliances conclues avec les radi-caux, pour étroites qu'elles fussent, n'ent jamais permis à l'URSS d'ob-tenir un début de front arabe uni et l'exception de la Roumanie. Le Kremlin justifie sa décision en dénonçant « l'agression israélienne c'est même, au contraire, chez ses contre les pays arabes» et l'occupa-tion de la Cisjordanie et de la bande protégés que les rivalités sont les plus fortes: Irak contre Syrie, Syrie de Gaza par l'Etat hébreu. Les coutre OLP, etc. Souvent, les Sovié-tiques paraissent réduits au rôle de armées arabes défaites, ootamment celles de la Syrie et de l'Egypte, seront rééquipées par les Soviétiques; il en ira de même au leudemain de la guerre israélo-arabe d'ootobre 1973. Moseon a clairement choisi son camp et s'aligne sur les adurs» du monde arabe avec lesquels soot eonclus des «traités fournisseur d'armes... pas tonjours payé. C'est maigre pour une diplo-matie qui cherche à être partie prename di tout règlement au Proche-Orient et pour un pays qui a un intérêt stratégique évident dans la région: après tout, les missiles Jerirégion: après tout, les missiles Jericho d'Israël peuvent atteindre le sout 
de FURSS. Mais l'absence de relatinns diplomatiques avec Israël 
empêche les Soviétiques de parler 
aux deux camps — comme le font les 
Etats-Unis — et de se présenter en 
puissance médiatrice. C'est contre 
l'URSS que se fait un début de pax 
americana régionale avec la conclusion, en 1979, des accords de paix 
israélo-ésyntièms de Camp David: le quels soot conclus des « traités d'amitié et de coopération» (l'ak et isracio-égyptiens de Camp David; le Kremlin poussera son alignement sur les thèses les plus radicales jusqu'à dénoncer l'éphémère accord conclu à Amman en 1986 entre le roi Hus-sein de Jordanie et M. Arafat (aux termes duquel l'OLP devait reconnaître les résolutions de l'ONU sur un règlement pacifique du conflit avec Israel). La seule initiative diplomatique

du Kremlin est de proposer en 1984 un reglement global du conflit au sein d'une conférence internationale réunissant les cinq membres perma-nents du Conseil de séenrité de contre M. Gates, qui a cu du mal à l'ONU, Israel, les pays arabes expliquer le peu de souvenirs qu'il conserve de son rôle dans le seandale des armes livrées à l'Iran pour par la droite nanoatiste. La proposition de l'UNESS de reconstitue les contre de l'UNESS de reconstitue de l'UNESS de reconstitue de l'UNESS de reconstitue de l'UNESS de l'UNES L'administration peut maintenant raisonnablement escompter que le Sénat en séance plénière approuvera les recommandations de la commission. Ainsi, dans la foulée de la confirmation du juge Thomas a obtenu le bénéfice du doute, président Bush devrait remporter munouveau encoles de la confirmation du juge Thomas a obtenu le bénéfice du doute, président Bush devrait remporter munouveau encoles de la confirmation du juge Thomas a obtenu le bénéfice du doute, président Bush devrait remporter munouveau encoles de la confirmation du juge Thomas a obtenu le bénéfice du doute, président Bush devrait remporter munouveau encoles de la confirmation du juge Thomas a obtenu le bénéfice du doute, président Bush devrait remporter munouveau encoles de la confirmation du juge Thomas a obtenu le bénéfice du doute, président Bush devrait remporter munouveau encoles de la confirmation du juge Thomas a obtenu le bénéfice du doute, président Bush devrait remporter munouveau encoles de l'URSS de reprendre les ensaites au Nicaragna.

Passablement maimens au Nicaragna enciet de l'URSS de reprendre les ensaites autour du juge Thomas, hésitent à livrer un nouveau combat. Enfin, puisque le juge Thomas a obtenu le bénéfice du doute, président Bush devrait remporter munouveau encoles de l'URSS de reprendre les ensaites autour du juge Thomas autour du juge Thomas, hésitent à livrer un nouveau combat. Enfin, puisque le juge Thomas a obtenu le juge Thomas a commence à évoluer qu'avec l'arrivée de M. Mikhail Garbet de M. Mikhail G d'une gigantesque zone d'influence qui épuise les ressources de l'Union. M. Gorbatchev le dit à ses hôtes arabes. En avril 1987, il explique à M. Arafat qu'il faudra que l'OLP reconnaisse Israël et prévient que l'URSS, si elle défend toujours le droit des Palestiniens à l'autodétermioatioo, met doréoavant sur le même pied eles Impératifs de sécu-rité d'Israel ». Un an plus tard, M. Gorbatchev déclare au Syrien M. Gordatchev declare au Syrteo Hafez el Assad qu'il est «abertant» que l'URSS n'ait pas de relations diplomatiques avec l'Etat hébreu. Il signale que Damas doit privilégier la

perspective d'un règlement politique et abandonner son vieux rêve – jus-que-là financé par Moscou, ou pres-que – d'atteindre la parité stratégi-que avec son voisin israélien.

L'évolutinn o'est pas seulement rhétorique. Les échanges touristiques, culturels, scientifiques s'iotensifient avec Ismēl; en juin 1987, une mission consulaire soviétique s'installe à Tel-Aviv et les Israéliens font de même à Moscou un an plus tard. L'émigration des juifs soviétiques reprend largement. Retrouvant leur pleine souveraineté, les pays d'Europe centrale renovent les relations diplomatiques avec Israël à partir de 1989.

. Depuis, rien n'est venu modifier le nouveau profil de la diplomatie du Kremlin au Proche-Orient. L'at-

titude extrêmement prudeote de rURSS durant le conflit du Golfe en a témoigné. L'échec du coup d'Etat militaire cet été et l'affaiblissement consecutif du pouvoir do «centre» à Moscou n'ont fait que ennfirmer l'évolution en cours depuis le milieu des années 80 : rURSS – la Russie, notamment - estime toujours avoir des intérêts stratégiques au Proche-Orieot mais n'en fait plus une affeire de rivalité avec les Etats-Unis. Cela modifie la nature des relatioos qu'elle enteod entretenir

(1) In Bernard Lewis, Sémites et anti-émites, p. 322, Fayard 1987.

avec les pays arabes comme avec

# Deux interruptions en quarante-quatre ans

27 novembre . - A l'ONU, l'URSS soutient le plan de partage de la Palestine prevoyant la création de

1948

17 mai. - L'Uoion soviétique econnaît l'Etat hébreu et les deux pays procèdent à un échange des missions diplomatiques le 10 août.

12 février. - Après les accusations portées contre des médecios juifs portees contre des me decros juits soviétiques («Complot des blouses blanches»), Staline utilise le prétexte de l'explosion d'une bombe à la légation d'URSS à Tel- Aviv pour interrompre les relations avec Israël.

20 juillet. – Cinq mois après la mort de Staline, le Kremlin rouvre sa représentation diplomatique qui sera élevée au rappe d'ambassade. sera élevée au rang d'ambassade

en juin 1954.

tootes ses relations avec l'Etat hébreu au moment de la guerre de

10 inin. - Moscou jours met fin à

Décembre. - Les Soviétiques accordent plus facilement des visas d'émigration à quelques milliers de juifs. Les départs seront à nouveau limités à la fin de 1973 puis reprendront irrégulièrement pour attendre un chiffre maximum de 51 300 personnes en 1979.

6 octobre - L'URSS soutient militairement les pays arabes impliqués dans la guerre du Kippour et menace d'intervenir.

4 août - Lors d'uoe visite de M. Yasser Arafat, le Kremlin reconnaît ufficiellement l'OLP qui ouvre un bureau à Moscou.

Avril. - Deux émissaires soviétiques rencontrent à Jérusalem le premier ministre, M. Itzhak Rabin, qui refuse d'abandonoer les territoires

occupés eo échange du rétablissement des relations diplomatiques et de la garantie des frontières.

mières consultations officielles israé-lo-soviétiques depuis 1967 achoppent sur la question des juifs d'URSS, dont l'émigration a nettement décru depuis 1980. 1987 13 juillet. - Une mission consulaire soviétique s'établit à Tel-Aviv

18 août. - A Helsinki, les pre-

et l'emigration des juifs soviétiques 1988

28 juillet. - Les Israéliens envoient à leur tour une délégation

22 fevrier. - Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevarduadze, rencon-

tre au Caire son homologue israé-lien, M. Moshe Arens. 1990 4 juin. - M. Gorbatchev menace

de suspendre l'émigration pour pro-tester contre l'installation d'immigrants soviétiques dans les territoires occupés. A la fin de l'année, ils sont 200 000 à s'être établis en Israël.

1991 3 janvier. - Le consulat d'Israël est rouvert à Moscou.

10 mai. – Le nouvean chef de la diplomatie soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh, rend une visite ahistorique» aux dirigeants israéliens à Jérusalem pour s'entretenir du règlement du conflit israélo-arabe 18 octobre. — Israelo-araoe.
rétablissent leurs relations diplomati-

# **AMÉRIQUES**

ETATS-UNIS: après le vote favorable de la commission du renseignement

# La nomination de M. Gates à la tête de la CIA est pratiquement assurée

Par onze voix contre quatre, la commission sénatoriale spécialisée dans les affaires de renseignement a apprinté la nomination de M. Robert Gates comme directeur M. Robert Gates comme directeur de la Central Intelligence Ageocy (CIA). La décision finale appartient au Sénat qui, la semaine prochaine, sera sais des recommandations de la commission de la c commission. Le vote favorable à M. Gates, intervenant après plo-sieurs semantes de débats difficiles (voir le Monde da 9 octobre), était assuré des l'ansunt od le sénateur démocrate Borea, président de la commission, avait amonée qu'i raifierait le camp des sent sénateurs républicains (sur quinze membres de la commission) acquis à M. Gates M. Boren a justifié son vote en sou-tignant que la recherche d'un autre bomme au commit des problèmes com de temps, man-surout il a-fait érat de l'engagement de M. Gates de coopérer étroitement avec la commission chargée de superviser les activités des services de renseigneactivités des services de renseignement. Dans le passé, en effet, les
discours de la CIA avaient tendiscours de la CI

le ralliement de trois antres démocrates, dont ootammeot celui du sénateur Nunn, membre influent de la commissioo du renseignement ainsi que de celle des forces armées. En 1989, le sénateur Num avait joué un rôle décisif dans l'échec de la nomination de l'ex-sénateur

nouveau succes.

or M. Chrence Thomas a prêté serment comme juge à la Cour suprême. - M. Clarence Thomas a prêté serment comme joge à la accusé de harcèlement sexuel avait

ont favorise M. Gates. D'abord, parce qua les auditions publiques sur la nomination du juge Thomas out munopolisé et détourné l'attention du public sur les accusations portées

. HENRI PIERRE

Blanche, il y a le bonheur », a déclaré M. Thomas après que le juge Byron White, I'm des neuf membres de la Cour suprême, lui Cour suprême vendredi 18 octobre ent fait prêser serment lors d'une la Maison Blanche, affirmant que déficile débat sur sa confirmation présidence. Le président Bush, de à ce poste lors daquel il a été oombreux membres du gouvernement et du Congrès, plusieurs cen-taines d'amis et collègues du juge





m algerienne a pal

# PROCHE-ORIENT

### La convocation à Madrid de la conférence de paix

L'annonce de la convocation de la conférence de paix au Proche-Orient a été accueillie avec satisfaction dans la plupart des capitales du monde. Des vendredi soir, Londres, Rome, Stockholm et Madrid ont salué chaleureusement l'injtiative des Etats-Unis et de l'URSS. Par la voix du secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, la Grande-Bretagne a reconnu, cependant, que les «deux parties auront à faire des concessions» pour que le conflit israélo-arabe qui a « empoisonné cette région depuis trop longtemps » soit

Au Caire, le vice-premier ministre égyptien

exprimé l'espoir que la contérence « pervienne à un rélement pour le problème palestinien afin de réaliser une paix juste, permanente et globale». Seule réaction négative, le chef du pouvoir judicizire iranien Mohamed Yazdi, intervenent en tant qu'imam de le prière du vendredi à Téhéran, a affirmé qu'una participation à una conférence de paix avec Israel constitue un « péché impardonnables et que les décisions de cette réunion « n'auront aucune valeur pour le monde musulman ». A Tunis, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP de George Habachel a notifié au Conseil central palestinien que son appartenance

aux instances de l'OLP pourrait être remise en quastion. Pour lui, les décisions prises par le comité central de l'OLP dans la muit de jeudi à vendredi portent « préjudice à l'Intifada dans les territoires occupés, et constituent un coup dur à l'unité inter-palastinienne, car elles ne tiennent pas compte des conditions édictées par le dernier Consail national Palestinien d'Algara pour une participation palestinienne à la conférence de

Hawatmeh), et le Front de libération arabe (FLA; l'implementation de colonies de peuplement dans les d'obédience traidenne), ont voté contre pour les territoires occupés. - (AFP-Reuter-AP.)

Une consécration pour le gouvernement de M. Gonzalez

mêmes raisons. L'OLP pour sa part a réaffirmé son souhait de reprendre le dialogue avec Washington, en expriment l'espoir que le rétablissement des relations diplomatiques entre Moscou et Tal-Aviv eincite » les Etats-Unis à suivre l'exemple de l'URSS.

A Oxford, le ministre israélien du logement, M. Ariel Sharon, a prédit que la conférence pur la paix ya provoquer « de nouveaux bains de sang» et a accusé les Etats-Unis de vouloir contrain Israël à revenir dans ses frontières d'avant 1967. Outre le FPLP, le FDLP (tendance Nayef : Il a ajouté qu'il n'était pas question d'interrompte

# Le pari gagné de M. Baker

Suite de la première page

Les méchantes langues disaient qu'il n'avait jamais nuvert un livre sur les affaires d'Orient - bormis la Bible, peut-être. A Jérusalem, où il s'est rendu à buit reprises ces derniers mois, il n'aura passé, à grandes enjambées, que quelques minutes en vieille ville... M. Baker ne pratique pas la promenade méditative au pied des vieilles pierres. Ce n'est guère le style

Si le secrétaire d'Etat prend le ebemin de Damas, Jérusalem, Amman et le Caire au muis de mars, ce n'est donc ni par gout ou intérêt personnels ni même parce qu'il estime que la région est mure pour une tentative de régle-ment. Il s'y rend parce que les États-Unis avaient promis à leurs alliés arabes de la coalition anti-irakienne de faire un «effort sincère» pour relancer «le processus de paix » une fois M. Saddam

Les optimistes voulaient croire que la situation serait favorable, qu'il y avait « une fenetre d'oppor-tunité » : les Etats-Unis ne étaient la seule superpuissance à disposer d'une influence au Proche-Orient? Au départ, M. Baker a un atout : il sait qu'il sera difficile aux pays de la région de dire nun aux États-Unis.

### Pas de plan, mais une méthode

Après huit mnis et huit navettes les, le secrétaire d'Etat est en passe de gagner son pari : aucune des parties n'a osé loi dire unn. Sauf anicroche de dernière min. Sauf anicroche de dernière minute – tonjnurs pussible, disait-on vendredi à Washington, – Arabes et Israéliens prendront place à la même table le 30 octo-bre à Madrid, sous la coprésidence de MM. Bush et Gorbatchey, avec un Européen dans le rôle « d'asso-dit Européen dans le rôle « d'associè » à la confèrence et un « obser-sateur » de l'ONU, qui n'aura pas le droit à la parole. C'est un monnégociation et qui porte en profon-deur la marque de « Jim » Baker.

Contrairement à nombre de ses prédécesseurs, le secrétaire d'Etat n'est pas venn au Proche-Orient avec un plan. Il n'y a pas de aplan Baker»; il y a eu «une méthude Beker », celle d'un homme habitué à faire conclure des marchés à ses clients pétroliers ou à sceller des compromis entre la Maison Blanche et le Congrès. D'emblée, le secrétaire d'Etat a écarté toute discussion sur le fond des problèmes avec ses interfocutours : lors de ses navettes, pas de pourpariers sur le principe d'un compromis territorial entre Israéliens et Palestiniens, pas de débat sur le statut de Jérusalem; point de discussion sur l'avenir de la Ciajurdanie et de la bande de Gaza, aucune esquisse de tracé des frontières entre l'Etat hébreu et ses voisins. La tactique a consisté à contourner les obstacles, pas à les

M. Baker a abordé le dossier sans état d'âme, sans affinité pour l'un ou l'autre des protagonistes, bien décidé à ramener un conflit bien décidé à ramener un conflit aussi profond que celui-là - politi-que, religieux, historique - à un nombre limité de problèmes prati-ques : à melles condèmes ques : à quelles conditions minimales, formelles, chacune des parties eccepterait-elle de venir Un diplomate de la région qui a survi de très près la mission Baker explique: « Il est allé voir les uns et les autres et il leur a posé une questian: a Quel est vatre mini-mum»?» Quand l'une des parties voulait l'entretenir de ses malheurs existențiels, le secrétaire d'Etat arretait la conversation : « Ne me parlez pas de ca, c'est trop cher. » Le résultat est un ensemble de compromis, qui ont parfois des ailures de faux-sembiant. Tout le monde préfère jouer à cache-cache plutôt que prendre la responsabi-lité de dire non aux Etats-Unis.

rence internationale sous le parrainage des einq membres perma-nents du Conseil de sécurité de PONU; les Israéliens réclamaient un face-à-face avec leurs ennemis : il y aura une conférence «régio-nale» sous le patronage de l'URSS et des Etats-Unis...

Les Arabes veulent une négociation sur la base des résolutions 242 et 338 de l'ONU qui imposent à l'Etat hébreu de se retirer des territoires occupés; le gouver-nement de la droite israélienne, que dirige M. Itzhak Shamir, n'y est évidemment pas favorable : chacun s'installera à la table de négociation avec son interprétation des fameuses résolutions...

### La loi du bazar

M. Shamir ne veut pas entendre parler de l'OLP, seulement des « Palestiniens de Judée, Samarie et Gaza»; mais toute personnalité des territoires d'un peu d'envergure se réclame de l'OLP et négocier sans le feu vert de l'organisation: on discutera done avec des Palestiniens de Cisjordanie et Gaza, évidemment non membres officiels de la centrale, mais auxquels cello-ci a ouvertement donné

son avai, etc. La mise au point de ces arrangements sémantiques n'a pas été facile, «Baker demandait à chacun quel était «son minimum» et il obtenuit une réponse qu'il croyait définitive, explique la même sunrce; seulement, la Procha-Orient, ce n'est pas le milieu des petrollers texans; là-bas, c'est la loi bazar et à chacun de ses passages on lui augmentait les prix. Il enait fou. »

M. Baker a dû subir les épuisantes séances de négociation avec le syrien Hafez El Assad qui lui ossait d'interminables fresques historiques régionales. A Jérusaont été mis à rude épreuve : lorsque M. Baker erovait s'etre affaires étrangères, M. David Lévy, M. Shamir avançait d'autres conditions. Et lursqu'un accurd était conclu avec le chef du goude le présidence du Conseil. M. Yussi Ben Abarnn, était dépèché à Washington pour expli-quer que le premier ministre, bien algré lui, avait été inattentif sur tel on tel point et aimerait bien reprendre la conversition. De part et d'autre, il y eut des grincements de dents, des coups de colère ren-trée et des jurons étouffés.

Aucane questina de fand n'a donc été évoquée mais les Etats-Unis veulent croire aux vertus de la psychothérapie de gronpe ; M. Baker espère que le seul fait de mettre Arabes et Israéliens face-àface - presque une première dunuera des résultats, produira une manière de miracle. Le corres-pondant diplumatique du New Yurk Times, Thomas Friedman, un des journalistes qui connaît le mieux le secrétaire d'Élat, expliquait récemment : « Les Américains unt conçu cette cunférence comme une rencontre tout à la fois politique et psychologique; its espè-rent que le seul fait qu'elle aura lleu brisera les tabous, bouleversera les perceptions (...) et ouvrira de nouvelles possibilités de réconcilio tion. C'est une notion très améri

A Washington, cependant, persoone ne se fait trop d'illusions : si les protagnaistes da conflit proche-oriental décident d'utiliser le mécanisme de négociation brillamment mis au point par M. James Baker, les négociations seront longues, entrecoupées d'interraptions. Elles dureront plusieurs années phitôt que plusieurs

mois.

La capitale espagnole « au centre du monde » était assez înattendue. Pour le de notre correspondent moment, le lieu exact des pourpariers et les modalités de l'or-L'Espagne est fière d'avoir été garisation n'ont pas été révélés. choisie pour accuellir «ia» ren-On se bome à dire que tout sera

contre historique. C'est un peu une consécration pour le gouvernament de M. Felipe Gonzalez qui, après neuf ans de pouvoir, se voit investi de la responsabilité d'un sommet internationnal de la plus haute impurtanca, L'Espagna entre dans la cour des grands. Madrid sera «au centre du monde», pandant quelquas inurs aalon l'axprassinn d'un commentateur à la racio.

Dans les milieux gouvernamen taux, on se félicite, évidenment, du choix des protegonistes de la conférence de paix. Cette déci-

feit pour le succès de rice véritable instrument pour le paix entredes peuples qui se sentent unis par tant de liens historiques, cul-

turels et d'amitié » Les autorités locales interprétent la choix de Madrid comme le versement des dividendes que leur vaut leur attitude pendent la querre du Golfe. Certes, la particinatiun da l'Espagna a été rádute à la mise en lice de trois bateaux. Mais les Américains ont pu utiliser à loisir leurs bases sur lescuelles notamment les B-52.

ont fait escale. Au demeurant.

Il n'ampôcha qua l'Espagna voit ainsi consacré le rôle qu'elle a toujours voulu jouer, celui d'un trait d'union entre l'Europe et le munda araba. Au demaurant, outre la réunion de la conférence de paix. M. Gonzalez s'apprête à se rendre en Israel, à la fin du mois de navambra, il a'agira d'un premier voyage officiel, qui répond à la visite de M. Shemir,

en mai 1989, à Madrid. Ce rendez-vous historique ne pouvait pas mieux tomber : il aura liau au sauil de l'annéa 1992 au cours de lequelle l'Espagne accueillera les Jeux olympiques à Barcelone, l'exposition

Madrid aara la capitale auropéenne de la culture. C'est donc, en quelque sorte, le coup d'envoi d'une année exceptionnelle. Cartains ont déià affirmé qua

22 1 200

1

Saula umbra au tablasu, la sécurité. Le choix de Madrid a été annoncé au lendemain de trois attentats à la voiture piégée au centre de la capitale, qui ont fait un mort (un militaire) et trois blessés gravas. En 1991, à Madrid, neuf attentats ont coûté la vie à six personnes,

MICHEL BOLE-RICHARD

# «L'OLP existe quelque part...»

Israel et les pays arabes - voisins istaci et les pays arabes - voisins lointains, comme l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe compris - pour traiter de divers problèmes communs : désarmement, partage des caux de la région, répartition du fardeau des réfugiés, etc. On n'en est pas encore là. Et la Syrie, antamment, a déjà fait savoir m'elle ne participent à cette troiqu'elle ne participerait à cette troi-sième phase que si la deuxième – celle des négociations bilatérales – propressuit comme elle l'entendai à savoir qu'issaël se montre prêt à lui restituer le plateau du Golan, conquis, comme les autres terri-

toires occupés, en 1967. Le texte pricis des invitations devait être rendu publie par Washington aussitôt que les desci-nataires l'euraient entre les mains. En attendant, diplomatic oblige, c'est un hant fonctionnaire améri-cain qui, sous couvert d'anonymat, a bien vonlu informer la presse de

Selnu lui, et puur ee qui concerne le surt des un million buit cent mille Palestiniens qui vivent dans les territoires occup run des objectifs des futures négo-ciations sera de les autoriser à for-mer, dans un délai d'un an maxi-m u m., u n e 3 o r t e a d'autogouvernement intérimaire » dont les compétences seront proba-blement limitées aux questions éco-nomiques et sociales. M. Shamir se servit fire benrouser sine Possible scrait fait beaucoup tirer l'oreille avant d'accepter que cette clause,

figure, noir sur blanc, dans le texte de l'invitation. Le document en question prévoi-rait aussi que les négociations sur le statut futur et permanent de la Cisjordanie et de Gaza commencerout ubtigatnirement pendant ta troisième année de la période inté-rimaire, celle-ci ne devant pas durer plus de cinq ans.

telamée par les intéresses, ne

### d'oriflamme

Pas de droit reconnu à l'autodétermination, comme le réclamaient les négociateurs palestiniens, pas de promesse éerite d'un arrêt des implantations juives dans les terriloires arabes pendant la période intérinaire, rien non plus sur ce que pourrait être ce a futur statut définitifs envisagé par les Améri-caus. C'est au cours des négocia-tions que pourront être abordées ces questions. Selon le haut fonctionnaire anonyme, la conférence

sortir le drapeau de l'OLP si les autres pays, et surtout israël, étaient autorisés à planter le leur à la tribune, it n'y aura, dans la salle, ancun oriflamme, sauf, peut-être, ceux des puissances invitantes. Nui ne sait si les travaux de ladite conférence - probablement des dis-enurs pour l'essentiel - seront. ouverts à la presse, mais une chose est sûre : MM. Bush et Gorbanhev ouitteront Madrid des la fin du premier jour.

Artisan numéro un de «l'ésénement historique» qui s'annonce dixit la radin israélienne. M. Baker, d'ordinaire si froid et impassible, avait du mat, vendredi soir, à dissimuler son intense et légitime satisfaction. «L'invitation que nous lançans aujaurd'hui à Palestiniens (...) ouvre aux peuples de cette région l'occasion de mettre un terme à une ère de confrontation et offre les bases d'un nouvel ave-nirs, 2-LB décisié. « La vote de la nirs, 2-t-il déciacé. «La vote de la paix, devait-il ajouter, ne sera pas aisée. Ella sera même extrement difficile, il y aura beaucoup de problèmes, beaucoup d'obstacles et probablement beaucoup d'Interruptions sur le chemin. Les vieilles suspicions ne disparatiront pas rapide.

### La « contribution » de Moscon

Opinant du chef aux côtés du secrétaire d'Etat, le ministre soviétique des affaires étrangéres, M. Boris Pankine, a tenu à souli-gner un détait que M. Baker, tout en ayant insisté sur e*ta présence* commune et sans précèdent à Jéru-salem » des chefs de la diplomatie américaine et soviétique, semblait avoir oubbé: le communiqué qui venait d'être lu par le secrétaire d'Etat devant la presse internationale, réunie dans un salnu de l'hôtel King David, était un texte e conjoint soviéto-américain ». Précision d'autant plus importante pour Moscou que si l'URSS a paru bien absente, tout an lung des buits muis d'effurts diptumatiques accomplis par les missi dominici de Washington, il n'est pas complé-tament sur que M. Baker aurait réussi à convaincre Jérusalem sans la «carotte» que représentait, pour l'État juif, le rétablissement de rela-tions diplumatiques « pleines et entières » avec l'ancien pays des

Un peu éelipsé derrière l'aunonce de la conférence de paix, cet événement-ià, a donc ajouté ker, les négociations de Madrid proprement dit ne de Madrid proprement dit ne de l'URSS, en su qualité de future plutôt que plusieurs de cason les ministres des affaires étrangères qui représentement de l'URSS, en su qualité de future contribution aussi importante que les choses soient bien chaires.

lien, M. David Lévy, a sjouté que représentait pas un cou nous faisions mutuellament ». La mesure, a-t-il lassé entendre dans pour favoriser la mise en œuvre de la conférence. Et accessoirement pour permettre au Kremim de reprendre une petite place - un grand rôle», éspérait on, vendredi, à Moscou - dans les affaires com-pliquées du Proche-Orient.

En tout état de cause, le réta-blissement des relations soviéto-israclieunes est un peu court pour expliquer le tournant historique pris per l'intransigeant M. Shamir.
- « Mister no », comme on disait naguere chez les Palestiniens quand il a annoncé qu' « après croir perè le pour et le contre », il recommanderait, dimanche, à son gunvernement, de dire a unio à l'initiative de M. Baker. « C'est la première fois, a-t-il expliqué, ven-dredi soir, aux télespectateurs, que nous «st offert« la possibilité de mener des négociations comme nous le voulions, directes, face à face et sans conditions préalables,

avec nos voisins arabes a Israel dire uni au prneessus engagé parce que le chef de son gouvernement « ne voit pas de meilleure solution pour parsenir à la paix, que de s'engager dans des négociations». Le chemin sera long et semé d'embûches, a sjouté le chef du Likoud, e mais il nous faut prendre des risques, car il n'y a pas d'autre voie»

Discours neuf et vieilles idées? Pour M. Shamir comme pour le très voluntariste M. Lévy, qui estime, lui, que la région est carré-ment « ou seuil d'une ère nouvelle », il est clair que le processus en cours « est celui qu'israel préconise depuis dauze ans (aliaston eux accords de Camp David signés en 1979). Ce sont nos idées, notre initiative qui sont mises en euvre aujourd hui», a affirmé le chef de la diplumatie israélienne. Alors? demande un journaliste au premier ministre, les colons juits du Golan. de Cisjordanie et de Gaza doivent-iis commencer à s'inquiéter de ce qui se prépare? « Dans la mesure cu l'avenir de ces localités dépend de naus, représentants d'Israël. tepond laconiquement M. Shamir, ils peuvent être tranquilles »

### « Madrid est one grande ville ... »

Israel est prêt à négocier mais la direction do pays n'a pas change son interpretation des resolutions caussiennes qui, schon les Améri-cains, les Européans et les Arabes, prévoient un échange des territoires courre la paix. M. Shamir garde de ces textes une interprétation per-sonnelle et M. Baker n'a pas réussi a le faire changer d'avis sur ce

Sur l'attitude du gouvernement face à l'OLP, en revanche, il semble que l'extrême droite, qui a cra-décater un changement qu'elle juge nérilleur, ne se soit pas complètepérilleux, ne se soit pes comple

refuse certes toujours de négocier ouvertement avec ce qu'il appelle « l'organisation terroriste», mais il choisis par M. Yasser Arafal. a LOLP existe quelque part dans le monde, confinit il, vendredi, sur un ton fatigué, et malheureusement on

ne peut pas le nier s · Une petite phrase dont l'avenir dira peut être an jour l'importance, même si, pour le moment, M. Sha. mir n'a pas l'intentina e de se contenter des assurances fournies par M. Baker quant à la composi-tion de la partie palestinienne dans la future délégation jordanienne». On suit que le gouvernement y a interdit, sous peine de non-partici-pation israélienne à la conférence de Madrid, la présence de mem-bres averés de l'OLP, de Palestiniens de la disspora ou de rési-dents de Jérosalem, « capitale éternelle d'Israèl», dont il n'est pes question, pour l'houre, de discuter le statut evec qui que ce suit. M. Baker, qui aura finalement passé presque autant de temps avec ses interlocuteurs palestiniens qu'israéliens a bien reçu, vendredi matin, une liste - an reste incom-piète - des futurs délégués.

Mais, conformément à un engagement qu'il avait pris auprès de M. Fayçal Al Husseini, leader des personnalités palestiniennes de l'in-térieur, le secrétaire d'Etat, tout en assurant que les nums retenus étaient conformes aux critères d'Is-raël, a refusé de enmuniquer cette liste à M. Shamir. Hier encore, celui-ci en est fait un véri-table casus belli. Ala veille du week-end, bizarrement, il s'est contenté de préciser, dans un demi-sourité, qu'Israël, «trouveru bien le muyan de vérifier qui sunt ces gens» evant de donner le fen vert définitif. Il ne sers, en effet, pas définitif. Il ne sera, en effet, pas bien difficile de procéder à cette vérification, la liste en question – qui pourant compter au total dix-hun noma, dont quatre suppléants – circulant déjà, en partie, dans tous les milieux diplomatiques et journalistiques de Tunis, d'Amman et de Jérusalem.

On ignore, en revanche, qui figurera dans la délégation alternative, ou phaôt parailèle, qui siègera à l'extérieur de la saile de conférence et qui, de facto, conduira la négociation. Nui doute que les trois interinentents habituels de M. Baker, M. Husseini, M. Annane Ashrawi et M. Sari Nusseibeh, trois personnalités officiellement inacceptables pour léru-salem puisqu'elles résident dans la Ville sainte, sernut présentes à Madrid. Qui POLP, dont elles sont, comme on dit, a très proches; leur edjuindra-etle? Mystère pour le moment. Mais, une chose est sûre : comme le dissit, vendredi soir, au Monde. M. Nusseich, après s'être déclaré a plein d'apprénention à à la veille de la conférence, a Madrid est une grande ville, il y existe un ciellement inacceptables pour Jéruest'une grande ville. Il y existe un bureau de l'OLP et l'Espagne n'est pas soin du Maghreb dons Tunis – siège de la centrale palestinienne -

PATRICE CLAUDE

# La Serbie a rejeté le plan européen de règlement de la crise

La Communauté européenne a obtenu vendredi 18 octobre è La Haye des parties vougoslaves en conflit un nouvel ordre de cessez-le-feu, le dixième, et. l'accord de cinq Républiques sur six sur une proposition de remo-delage de la fédération, rejetée par la Serbie. Les négociations se poursuivent : les groupes de Haye se réuniront mercredi 23 octobre et les présidents des six Républiques vendredi 25. Dans un communiqué commun publié vendredi à La Haye, les Etats-Unis et l'URSS réitèrent leur soutien aux efforts de la Communauté européenne et se déclarent prêts à reoutenir des mesures restrictives de la CEE pour aboutir à un succès de la conférence sur la Yougoslavie». (Nos dernières éditions du

LA HAYE

de nos envoyés spéciaux

On ponvait s'y attendre: la Serbie a rejeté, poliment mais fermement, la proposition de régiement politique en douze points présentée, vendredi 18 octobre à La Haye, par la présidence de la conférence de leader serbe, M. Slobodan Milosevic, ce plan, qui n'est qu'une «base de discussion , est inacceptable

« Les mesures proposées pour résoudre la crise suspendent l'ordre-constitutionnel et légal en vigueur en Yougoslavie (...) et abolissent la Yougodarie ellemême en uni qu'Etat tribution d'un a statut spécial s à

lir un Etat ne peut être prise par un forum international (...) mais par les citoyens. » Seuls ces derniers « peuvent décider de la fin de l'existence (de ce pays) par un référendum populaire.

Les déclarations de M. Slobodan Milosevic sont dans la logique de la politique serbe: Belgrade se considere comme l'héritier et le garant du mudèle yougoslave unifié, tel qu'il a existé, à partir de 1918, sous la forme du Royaume des Serbes, après la guerre dans le cadre fédéral instauré par Tito-dont ils estiment pourtant être les victimes. Certes, la Serbie est isolée puisque les cmq autres Républiques (Bosnie-Herzégo-vine, Slovénie, Croatie, Monténégro et Macédoine) adhèrent an teate des médiateurs européens. Belgrade n'a pas claqué la porte, mais les fortes réticences exprimées comprometteut

# « Dans les frontières

La réunion de La Haye était, pnur reprendre les termes de M. Hans van den Broek, le ministre néeriandais des affaires étrangères, d'une aimportance critique », en rai-son notamment de l'escalade des combats ces derniers jours et de l'impasse dans laquelle se trouvaient avaient donc élaboré et soumis aux présidents des Républiques ainsi qu'à la direction collégiale un ensemble de propositions « pour un règlement général » de la crise.

Il prévoit notamment le droit à l'indépendance des Républiques qui le désirent a dans les frontières mera, et la reconnaissance de cette indépendance dans le cadre d'un accord général; la création d'une libre association de Républiques; des accords détaillés pour la protec-tion des droits de Thomme et l'at-

ces minorités ethniques ou natio-nales, qui dans certaines réginns forment en fait une majorité, les anteurs du texte recommandent

Ce statut s'appliquerait « en par-ticulier aux Serbes majoritaires dans certaines provinces de Croatie». En revanche, les médiateurs ne foat pas revanche, les médiateurs ne foat pas mention des Albanais de souche an Kosovo, sous tutelle serbe. An coms d'une conférence de presse, le prési-dent croate, M. Franjo Tudiman, assurait qu'il était prêt à garantir atous les droits des Serbes et des autres minorités vivant en Croaties et, si besoin était a sous contrôle

De l'avis général, cette sixième séance plénière s'est déroulée dans me amosphère mons glaciale que la rénnion de landi dernier des ministres des affaires étrangères. Selon des participants, M. Milose-vic, après son intervention plutôt dure du début de séance, aurait participé ensuite aux débats de façon «constructive». Cela explique peut-être les commentaires prudents et relativement nptimistes - mais peut être obligés? - de M. van de Broek et de lord Carrington, le pré-

#### Le dixième cessez-le-feu

«Nous avons le sentiment, disait le chef de la diplomatie néerlan-daise, d'avoir établi une bonne base daise, d'avoir étaon une nome base pour continuer à négocier. » Pour sa part, l'ancien secrétaire au Foreign Office estimait que «des petits pas en avant ont été faits ». On est lois de la percée politique que certains attendaient, mais « il n'y a pas l'antique que certains attendaient, mais « il n'y a pas d'autre solution que de conti-relevait M. van den Broek.

Un seul incident s'est produit à la fin de la séance, lorsque le viceprésident de la direction collégiale yougoslave, M. Branko Kostie

renrs. Le Forum s'est également donné pour tâche, tout aussi ambi-tieuse, de rallier les Serbes de Croa-tie échappant à l'emprise des parti-sans du président serbe Slobovan Milosevic. Car, pour M. Pupovae et les intellectuels qui sont à l'origine du Forum, M. Milnsevic a tout autant profité des cricurs des auto-rités eroates que des réactions serbes à ces maladresses pour mener une guerre de conquête et assurer, par la fince, l'émergence d'une Grande Scrbie englobant des territoires où vivent des Serbes. Ces erreurs croates sont principa-

lement de deux nrdres, selon M. Pupovac. D'une part, le régane de M. Tudiman, issu des élections d'avril 1990 consécutives à la déliquescence du pouvoir communiste, na annulé la place constitutionnelle de la nation serbe en Croatie et défini la souveraineté airsi que les conditions de sécession de la République de Croatie sur la seule base de la majorité croate. Autrement dit, sans tenir compte des droits de la minorité serbe à bénéficier ellemême d'nne « souveraineté » et d'une autonomie au sein d'un Etat croste « multinational », dont elle est une « partie constitutive ». D'autre part, le gouvernement croate a adopté des symboles – notamment l'écusson à damier rouge et blanc, également ntilisé par l'Etat oustachi ainsi qu'une certaine mé-turique qui ont réveillé des a craintes historiques » parmi les Serbes de Croatie: «Les autorités Serbes de Croatie: «Les autorités croates ne se sont pas hettement distinguées, distanciées de l'Etat oustachi, permettant toutes les interprétations sur le plan des symboles et suscitant une réaction irrationnelle des Serbes de Croatie.» Avant d'être utilisées par le régime serbe voisin de M. Milosevic, ces réactions n'ont rencontré que rigidité de la part d'un gouveroement croate « maladroit et incapable de faire face à la situation », estime M. Pupovac.

### « Milosevic est un danger pour les Serbes»

Si les membres du Forum sont convainces que la seule solution est de reconnaître l'indépendance d'une Croatie dans les «frontières administratives» qui ont été les siennes depuis 1945 – «sinon la guerre sera permanente», – «le peuple serbe de Croatie veut préserver sou identité nationale et refuse l'idée qu'un mur soit édifié entre ha et le reste de la nue comme Serbe », avoue t-elle.

Quant à l'avour, it est, à l'entendre, on ne peut plus sombre : all s'est on ne peut pl

(Monténégro), a demandé à lire une déclaratinn au nom du « bloc serbe » (Serhie, Munténégru, Kosovo, Volvodine), qui a fait main basse, début octobre, sur certains pouvoirs fédérant. Les Douze ayant condamné ce coup de force, lord Carrington a refusé de donner la parole à M. Kostic, lequel a quitté la saile avec ses alliés. C'était quelques minutes avant la fin des tra-

D'entrée de jeu, vendredi, M. van den Broek avait réuni la présidence collégiale et les présidents croate et serbe, qui nnt signé un nouvel accord de cessez-le-feu – le dixième depuis le mois de juin – «incondi-tionnel et immédiat». Les Croates taires s'engageaient à évacuer leurs installations ainsi libérées, première Croatie, selon un calendrier à défi-nir à Zagreb entre les représentants de l'armée fédérale, les forces

anra plus d'effets que les précé-dents, car le Monténégrin Branko Kostic déclarait avant de quitter La Haye: «L'armée n'évacuera pas les zones de Crontie où vivent des Serbes tant qu'un accord politique elobal n'aura pas été trouvé. » Quant à M. Milosevic, il a souligné que cet arrêt des bostilités avait été concin «en sa présence et avec son accord personnel», une façon de dire qu'il ne répond pas de tout.

Cela n'est pas vraiment surpre-nant, puisque le président surpre-nant, puisque le président serbe a tonjours affirmé que « la Serbie n'est par en guerre contre la Croa-tie» et qu'elle ne peut donc pas être directement partie prenante dans des cessez-le-fen. A ses yeux, le conflit met aux prises les Serbes de Crnatie et le régime qualifié de «néo-fasciste» de Zagreb.

CHRISTIAN CHARTIER et ALAIN DEBOVE

«République de Croatie souveraine et indépendante », membre d'une «Union d'Eints » enmposés des Républiques de Yougoslavie, le peu-ple serbe de Croatie soit considéré comme une « natinn souveraine », disposant d'une autonomie et d'une égalité de droits. Une a souverainele dans in snuvernineté » difficile à accepter pour un peuple qui n lui-même parlé de la puissance et de l'« impérialisme » serbes (auxquels ils reprochent de s'être notamment manifestés sous le régime commu-niste) et qui a déjà proposé un système d'autonomie pour sa minorité serbe.

Monacés par les extrémistes de Menaces par les extremises de tous bords, qui pullulent par ces temps de guerre et de passion, les Serbes de Croatie travaillant à une solution négociée sont, de plus, dés-nuis. Ainsi, M. Pupnvae et M. Milan Dukic s'ignorent-ils superbement, bien que les idées qu'ils expriment se rejoignent sur de nom-breux points. Membre de la commission du Parlement croate sur les relations interetiniques, M. Dukic, Serbe de la Krajina - cette region de Croatie à population serbe qui a prnelamé unilutéralement sun wantonnmie» et est entrée en guerre contre les forces croates, - se présente comme l'un des fondateurs du Parti démocratique serbe (SDS), dont il a été exclu en même temps que de sa praviace d'arigine. "Milosevic, dit-il, est un danger pnur les Serbes." L'un des diri-geants du SDS, M. Milan Babic, est aujourd'hin chef du gouvernement de cette « région autonome».

### Le statut des Suédois de Finlande

M. Dukic a fondé, en mai der-nier, à Zagreb, le Parti populaire serbe (SMS), accusé par ses détrac-teurs d'être une création du régime du président Tudjiman. Il n'est pourtant pas avare de critiques con-tre ce régime, et les erreurs qu'il lui attribue recoupent celles énumérées par M. Pupovac, comme la mala-dresse avec laquelle le régime de Zagreb a chossi ses symboles, « enle-vant au peuple serbe le droit de faire valoir les siens», de même que la montée du chauvinisme croate et la mécninaissance par le gonvernement croste des Serbes de Croatie. Des erreurs «qui ne justifient pas l'agression» menée contre la Crostie, mais dont Belgrade a pu profi-ter. Il est cependant vrai que M. Dukic réclame moins que le Forum, S'il exige l'égalité, le respect de l'autonomie culturelle et une représentation politique au niveau national, il ne parle pas de la « souveralneté » évoquée par M. Pupo-



# L'armée fédérale renforce ses positions en Croatie

L'armée yougoslave a renforcé ses positions en Croatie, vendredi 18 octobre, malgré le dixième cessez-le-feu conclu à La Haye. Un convoi de Médecins sans frontières est parvenu jusqu'à Vukovar.

L'armée fédérale a pris dans la L'armée fédérale a pris dans la soirée de vendredi la localité de Lipik (100 km au sud-est de Zagreb), considérée comme un des plus forts» retranchements des forces croates, a indiqué le commandement du corps d'armée de Banja-Luka (Bosnie-Herzégovine), cité par l'agence Tanjng, «Le drapeau yougoslave floite sur Lipik», indique un communiqué de l'armée, aioutant que les forces mée, ajoutant que les forces croates an unt laisse derrière elles que désolation et cadavres ». La ville, selon elle, est menacée d'épi-démies.

De violents enmbats ont eu lieu

vac. Tnut en se défendant de demander des « privilèges » pour la minorité serbe, il se réfère à l'exemple du statut des Suédois en Fin-

Cnntrairement à Milica, mais

lande.

méfiance toujours accrue, ainsi que d'une nette ségrégation de la part des Croates, qui, affirme-t-il, «ne font pas la différence entre Babic et moi». « Etre Serbe aujourd'hui à Zagreb, c'est concentrer sur sui tnutes les émotions notionalistes croates», dit-il, soulignant les dan-gers auxquels il est exposé et assu-rant qu'il peut aussi bien être la victime du pouvnir en place à Zagreb que des extrémistes serbes nn eroates, ainsi que de l'armée fédérale. Sa maison, en Krajina, a été détruite, et sa femme ainsi que ses deux enfants y ont été un temps détenus par les Serbes, avant de s'évader «grâce à des complicités» qu'il a'a pas voulu préciser, et de se réfugier en Busnie-Herzégnvine, puis «dans un lieu secret » en Istrie croate.

An chapitre de la ségrégatinu, M. Dukic evoque le cas de Scrbes licenciés de leur travail en raison de leur origine pour avoir refusé de signer une «déclaration de loyanté» à la République de Crnatie. Il reconnaît toutefois qu'il ne s'agit pas là d'une politique délibérée du gouvernement de Zagreb et que les licenciements économiques ont également tnuché de unmbreux Croates. De même que M. Pupovac admet que la restructuration de la police de Croatie n'a pas été réalisée sans raison, les Serbes y ayant longtemps été en sumombre.

Reste que des coïncidences sont particulièrement troublantes, comme celle dont a été victime cet informaticien serbe de trente-trois ans travaillant dans le dumaine de lu défense depuis six ans et à qui on a annoncé, en juillet, que l'on n'avait plus besoin de lui. Le lendemain, un Croate était embauché à sa place. Depuis, il a offert à plusieurs reprises ses services à la Garde nationale croate, mais, assure-t-il, sans recevoir de réponse. Il affiche pourtant une loyauté à toute épreuve à l'égard de la Croatie -«ma patrie» - et une virulente ani-mosité à l'encontre de «Milosevic, qui s'est emparé des Serbes de Croa-tie, les metiant en péril ». Il ne se considère pas moins comme « un citoyen de deuxième catégorie».

YVES HELLER

Vukovar (Slavonie, 150 km à l'est de Zagreh) et dans les villages envirnnants. L'armée a pris la gare de Borovo-Naselje, à proxi-mité immédiate de Vukovar, ce qui, selon des sources militaires citées par Tanjug, «va faciliter la prise » de Borovo-Naselje, autre

point fort de la résistance croate. L'organisation Médecins sans frontières a tenté samedi une opération d'évacuation des blessés les plns graves de Vukovar. Un convoi, firmé de quatre ambulances, buit camions et deux voitures transportant douze médecins et infirmières et six techniciens de matiaée. Une trève s'achevant dimanche à minuit a été négociée vendredi à Zagreh entre forces croates et armée fédérale pour permettre le passage du convoi.

D'autre part, les autonomistes serbes unt attaqué au murtier, ven-dredi, les villes de Karluvac et Duga-Resa (80 km et 90 km au sud-nuest de Zagreb), selnn la radio croate, qui ajoute que plu-sieurs personnes ont été tuées ou blessées. L'agence croate Hina a comme beaucoup d'autres Serbes de annoacé pour sa part qu'une per-croatie, M. Dukie se plaint d'une sonne a été tuée et une autre blessée à Sisak (60 km au sud-est de Zagreb) lors d'une attaque au mortier au cours de laquelle une rafinerie de pétrole a été incendiée.

! La situation en Bosnie-Herzégovine a été qualifiée d' «explosive» vendredi par la police de Banjatés policières de cette ville, cité par Tanjug, indique que dix-huit personnes ont été tuées et « au moins » quarante aatres blessées lors d'attaques au mortier par des forces croates contre les villes bosniaques de Bnsanska-Gradiska Bosanska-Dubica, Bosanski-Nnvi et Srbac, toutes riveraines de la Una, face à la Croatie. – (AFP).

SUISSE : un hôtelier refuse d'héberger deux clients juifs - La section suisse de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a protesté, vendredi 18 octubre, contre l'attitude de M. Jakuh Aregger, un hôtelier d'Engelberg (centre de la Suisse), qui a refusé, mardi, d'héberger un couple juif américain de Bustun qui uvait réservé une chambre par téléphone dans son établissement, l'hôtel Banklialp. Selon l'hôtelier, un adepte de falklore suisse et de musique populaire, les habitudes et la tenue des juifs traditiunalistes froissent la clientèle nrdinaire de l'hôtel, qui vient en mainrité de Suisse et d'Allemagne. - (AFP.)

un attentet à Istanbul. - Un policier et un membre des services de sécurité unt été tues, vendredi 18 octobre à Istanhul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie - (Reuter.)

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

# Etre serbe en Croatie

27 17 18 W

7/77 27/20 27/20 27/20

Suite de la première page

An recensement de 1981 tous les membres de la famille s'étaient déclarés Yougoslaves, mais, en 1991, son mari et ses enfants se sont enregistres comme Croates. G., elle, se sent aussi Serbe que loyale à la Croatie où elle a toujours vecu et dont elle dit qu'il n'y a epas d'autre solution (au conflit actuel) que de recunnattre l'Indépendance de la République de Croatie; il s'agit d'un choix rationnel, pas émotionnel».

« Votre Croate de Lagreb ne vous aime plus.» Milica a choisi l'hu-monr pour résister à l'ambiance de passion dévastatrice qui a gagné jus-qu'à sa famille. Celle-ci, serbe, habite Belgrade, alors qu'elle-même a choisi de vivre à Zagreb, où elle est née, et c'est par ces mots - ou avec cenx-ci : «Votre seule Croate de la famille...» – qu'elle a répondu aux messages alarmistes de ses perents, esoumis à la propagande serben et inquiets de la voir rester serben et inquiets de la voir rester scule au milieu de l'ennemi. Chez Milica, fille d'officier fédéral ayant passé toute son enfance à déménager de République en République et élevée dans le «rève aujourd'hui brisé de la Ynugoslavie», cette notinn d'ennemi n'apparaît pas encore. Ne dit-elle pas qu'elle a aressenti plus de discrimination en tant que femme au'en tant que tant que femme qu'en tant que Serbe»? Elle assure n'avoir jamais senti d'animosité tournée contre elle personnellement per le simple fait de son origine serbe et avoue avoir, jusqu'à ce que les premiers signes de la crise se manifestent, considéré la question des nationalités comme du «folklore». Mais si Milica peut affirmer ne pas se sentir emal à l'aises aujourd'hui, elle avoue craindre nn avenir qui a tonte les chances d'être marqué de façon indélébile par crite guerre et de ren-dre réellement impossible toute consbitation entre Serbes et Croates.

Pour G., tout est déjà «cassé».

nes. » Déjà, elle ne veut plus regar-der la télévision ou écouter la radio, dant la propagande anti-serbe la henrte trop profindement. N'y répète-t-on pas, à l'envi, que les Serbes sont des «bêtes sauvages, un peuple sans culture, sans tradi-tions ?? «Les Serbes sont des assassins, des hypocrites... » : G. a entendo tenir de tels propos en sa présence. Milica a vu s'écrier devant elle une de ses meilleures amies qui n'uvait puurtant pas hésité à lui donner l'hospitalité, son appartement étant trop exposé aux combats: « Il faut tuer inus les Serbes...»

### Accusations

d'hégémonisme en faveur d'une solution pacifique au conflit, les chances de voir s'établir un dinlugue véritable et constructif entre Crontes et Serbes deux peuples qui s'acensent — deux peuples qui s'acensent mutucliement d'hégémonisme et se présentent tous deux comme les vic-times de l'autre — paraissent très minces. «Serbes et Croates, disent-ils, n'ont jamais vécu dans un Etat unique où ils auraient pu régler d'eux-mêmes leurs relations sans intervention extérieure.» Et la situation est telle, explique M. Milorad Pupnyae, président du Fnrum démocratique, qu'il « est impossible que Serbes et Croates règlent leurs problèmes d'ensemble sans médiaprocesses a ensemble suns media-teur ». Universitaire serhe de Zagreb, M. Pupovac fait partie de la défeation croate à la conference de paix de La Haye. Il n'en est pas-moins en danger, menacé physiqui-ment à plusieurs reprises par des

Le Forum démocratique serbe, créé en juillet dernier et dont les membres reconnaissent eux-mêmes qu'il arrive bien tard, s'est fixé pour but de peser sur l'aile «modérée» da gonvernement croate afin de contrer les «radicaux» et de tenter de sortir de l'impasse actuelle.

# Une proclamation de bonnes intentions

Le treité économique signé vendredi 18 octobre par hult Républiques soviétiques – parmi lesquelles ne figurent pes l'Ukraine, l'Azerbaidjan, la Moldavie et la Géorgie - ne répond pas à toutes les questions qui se posent concernant l'avenir de la nouvelle communauté.

de notre correspondant

Ce devait être, à en croire le porte-parole de M. Gorbatchev, « un événement historique de l'époque de la perestroïka». Ce ne fut qu'une cérémonie de signatures vite expédiée, un acte symbolique dont Boris Eltsine donna un peu plus tard la ché: «Le président Bush m'o dit au cours d'une récente conversation téléphonique que cet accord était indispensable pour que l'aide [occidentale] puisse être déterminée.» Il s'agit bien en effet, avant tout d'une proclamation de bonnes intentions et d'un signal destiné à rassurer les Occi-dentaux plus que d'un traité en bonne et due forme.

Le texte qu'ont approuvé ven-dredi 18 octibre les représentants de huit Républiques o'était pas réellement prêt à être signé, et sa ratification, à plus forte raison son application, reste aléatoire. M. Etr-sine n'a d'ailleurs pas manqué de le rappeler au cours d'une conférence de presse commune qui a suivi la cérémonie: «Il ne faut pas nous laisser tourner lo tête par le champagne, nous devons encore signer dix-hult à vingt accords s (énumérés dans le traité mais qui ne sont toujours pas au point).

Le président russe rappelle auss que, par le passé, certains accords dument signés n'ont pas été appli-qués, par exemple le texte sur l'approvisionoement alimeotaire en date du la janvier dernier, applique « seulement à 40 % ». Les Républiques qui ont boudé la cérémonie de la salle Saint-Georges - l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Moldavie et la Géorgie, sans compter les trols pays baltes, pour-tant invités à adhèrer - avaient donc de très bonnes raisons de le faire, et M. Flisine lui-même avait faire, et M. Eltsine lui-même avail d'abord affirmé que la Russie ne signerait pas avant que tous les textes annexes soient prêts.

L'essentiel en suspens

Mais le président russe avait fini par changer d'avis, cédant selon toute apparence aux arguments conjugués de MM. Bush et Gorbatchev, et obtenant au passage du président soviétique des amendements conformes à ses exigences. Ces modifications de dernière minute sont d'nilleurs l'une des raisons majenres invoquées par pas signer un texte dunt elles n'avaient même pas eu connaissance vingt-quatre heures avant l'échéance.

Quant à l'Azerbaïdjan – qui a d'ailleurs confirmé vendredi son indépendance, proclamée le 30 août dernier, – e'est à la suite d'un vote de son Parlement qu'il a décidé, à une écrasante majorité, de ne pas adhéter à ce stade à la nouvelle communauté économique. Le traité, ont expliqué les députés azeris, ne ponrra être conelu qu'entre Etats indépendants dotés d'une monnaie, d'un système bancaire et de donanes propres.

Dans sa forme actuelle, le texte est d'ailleurs rédigé de la curieuse manière caractéristique de l'nctuelle époque de transition : il lie « des États indépendants » (alors a des Eints independants » (alors même que la Russie, par exemple, n'a tonjours pas formellement pro-clamé son indépendance) et il est contresigné par Mikhaïl Gorbat-chev, a président de l'Union des Républiques soviétiques », c'est-àdire d'un pays dont le traité

le journal mensuel de documentation politique

après-demain Fondé par la Ligue

L'ENVIRONNEMENT

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou ché que) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en apécifiant le dossier demandé ou 150 F pour ment annuel (60 % d'écono miel, qui donne droit à l'envol gratuli de ce numéro.

ment négocié et devrait, selon confirme, après tant d'autres évé-nements, l'acte de décès. M. Eltsine, être conclu dans les quinze jours.)

Par ailleurs, les points laissés en En théorie, le texte adopté ven-dredi consacre le principe de l'éga-lité absolne de droit entre les signataires. « Nous sommes tous des États égaux, souverains », à suspens concernent les domaines essentiels que la répartition de la dette extérieure, le système bancaire, l'introduction de monnaies nationales, l'émigration intédes Etats egaux, souverains, a déclaré avec force M. Eltsine, tandis que son homologue ouzbèke, Islam Karimov, ajoutait une proclamation de foi : « Personne ne réussira à nous brouiller avec la Russie, » Mais rien n'est dit à ce stade sur la manière dont seront rieure, sans oublier l'essentiel : les statuts de la communauté... il ne s'agit donc de rien d'autre que d'une ébauche, mais les signataires se sont tout de même appliqués à exprimer leur satisfaction. M. Eli-sine lui-même n parlé de «grands événements» et M. Gorbatchev. prises les décisions, ni sur les moyens qu'auront les petits pour résister aux pressions des grands qui a fait de méritoires effurts pour rester en retrait et laisser la parole aux dirigeants républicains, munnté avec préavis de douze mois est cependant prévue). a exalté ce e premier pas ». Le président so viétique s'est aussi déclaré e convnincu » que plusieurs autres Républiques adhé-

Quant à savnir si la tâche des artenaires occidentanx de l'ex-URSS sera vraiment facilitée par le nonveau traîté, tout dépend du sens que l'un vondra donner à nauté. Un représentant ukrainien a d'ailleurs souligné que son pays en avait pas claqué la porte» et que l'Ukraine jugeait le traité «indispensable», mais ne souhaicette réponse de M. Eltsine « L'Occident pourra discuter des estions macro-économiques avec le centre et les programmes écono-migues concrets avec les Etats soutait le signer « qu'après avoir conclu des accords bilatéraux avec chacune des Républiques ». (Un

JAN KRAUZE

# Les principaux points du traité

Les Etats indépendants. anciens membres de l'URSS (...) considérant avantageuse une Intégration économique (...), concluent le présent traité de Communauté écono-

reraient sons peu à la commu-

traité russo-ukrainien est actuelle

Le traité est signé pour une durée de trois ans (...). Un Etatmembre est en droit de quitter la communauté, avec préavis de douze mois. Les domaines de la politique commune sont : l'entrerise, le marché des biens et das servicas, las tranaports, l'énergie, l'information, la système bançaire et monétaire, les finances, les impôts et les prix, le marché du cepital et das valeurs mobilières, le marché du travail, lea règles douanières et tanifaires, les relations économiques extérieures et la politique das davisas. (...) La base da l'essor économique est la propriété privée, la liberté d'entreprendre et la concurrence.

Finances. - Les pays membras raconnaissent qu'il faut conserver le rouble comme monnaie communa d'un système monétaire unique. (...) lis autorisent l'introduction de monnaies nationales. (...) Ils instituent une Union bancaire comprenant les banques centralae dec Etatamembres et créent une banque d'émission inter-républicaine. (...) Jusqu'à l'adoption des statuts de l'Union bancaire, la gestion un sta du système est assurée par une (AFP.)

direction provisoire, créée à per-tir de la Gosbank (Banque d'Etat soviétique) et des banques centrales des Etats-membres.

Droit du travail. - Les membres n'admettent pas les discriminations contra das cituyens pour raisons nationales. (...) ils instaurent un régime de déplacesur le territoire de la Commu-

Relations économiques exté-eures. - La Communeuté, héritièra légale des devoira da pays envers l'URSS, garantit leur application. Les membres créent une banque, héritière de la Banque du commerce axtériaur soviétiqua, at, à travars elle, tiennant les comptea liéa à l'amortissement de la dette extérieure. (...) Un objectif immédiat est de parvenir à la convertibilité du rouble. (...) Un territoire dousnier unique est conservé.

Institutions. - Le Conseil des chefs d'Etat et da gouvernement das Etata-mambrea, organa suprême da coordination. La Comité économique inter-étati-que, organa exécutif. L'Union bancaire. La Cour d'arbitrage. Accords annexes, à signer

d'Ici à trois mois. D'ici à un an, la Communauté doit mettre en place : un budget, une politique fiscale concerde, une politique et des tarifs dousniers communs. Sont prévus un statut de «membre associé» et un statut ed'obsarvateur >. -

JAPON: prochain premier ministre

# M. Kiichi Miyazawa affirme que Tokyo est « conscient de ses responsabilités internationales »

S'exprimant vendredi 18 octobre devant des représentants de la presse étrengère à Tokyo, M. Kiichi Miyazawa, qui succédera à la fin du mois d'octobre à M. Toshiki Kaifu à la tête du gouvernement japonals, a décleré que son peya était « conscient de ses responsabili-

TOKYO

de notre correspondant

«Le Japon est conscient de ses responsabilités internationales et il ne doit plus être attentiste. Nous devons désormais prendre les initiatives qui s'imposent. l'estime que c'est le défi auquel le prochain gounent est confronté » S'exprimant devant des représentants de la presse étrangère à Tokyo, ven-dredi 18 octobre, M. Kiichi Miyazawa, qui deviendra à la fin de ce mois le nouveau premier ministre nippon, semble déterminé à sortir son pays de l'ornière des atermoie-

de notre correspondant

Le parti au pouvoir à Phnom-

Penh a fait pean neuve, vendredi 18 octobre, en adoptant comme plate-forme le multipartisme, la

démocratic libérale et l'économie

de marché, ainsi qu'en changeant de label et en se ralliant au prince

Sihanouk (le Monde du 19 octo-bre). Mais, tont en comptant

pour renforcer l'assise de leur

mouvement, rebaptisé Parti du

peuple (PPC), les hommes à la barre demeurent les mêmes.

Le numéro un de l'aucien Parti

populaire révolutionnaire (PPRK),

M. Heng Samrin, un marxiste bon

teint, est relégué dans les fonctions de président honoraire du PPC, ce

qui laisse penser qu'il abandon-nera assez vite la présidence du Conseil d'Etat. Mais M. Chea Sim,

proma président da PPC, est

considéré, depuis longtemps,

comme le véritable patron du mouvement. One M. Hun Sen,

premier ministre, accède à la vice-présidence, souligne que les deux hommes ont décidé de faire encore un bout de chemin ensem-

toloiter l'ouverture aiusi

en Asie du Sud-Est

ments. Très à l'aise mais prudent dans ses réponses, M. Miyazawa estime que l'économie nationale en'est pas en bonne condition», et que si le Japon entend faire face à ses responsabilités – et notamment contribuer davantage financiérement à la stabilité interna

Cet expert en questions finan-cières rappelle qu'il a toujours été favurable à une politique de favorable à une politique de dépenses publiques. « Tant cette année qu'en 1992, les rentrées fis-cales ne permettront pas une telle politique. Nous devons danc nous employer à relancer l'activité écono-mique afin de pouvoir disposer de ressources financières nous permet-tant d'assumer nos obligations.»

Une justification des excédents commerciaux? « Le problème existe. Mais je pense qu'en ce domaine nous avons fait tout ce que nous pouvions. En ce qui concerne les relations économiques entre le Japon et les États-Unis, elles sont aujourd'hul si profondément intégrées, non seulement pour ce qui est des produits de consommation mais

Conseil national suprême (CNS)

présidé par le prince Sihanouk et

les Nations unies devront bien

s'appuyer, au moins dans un pre-

mier temps. If reste au PPC à

prouver, ce qui ne s'annonce pas une mince affaire, qu'il peut opé-

rer sa mue, en changeant ses

méthodes et en attirant à lui des

gens de l'extérieur on des dissi-

dents qui viennent d'être remis en

annoncé qu'ils lèveraient l'em-

bargo économique imposé nu Cambodge depuis 1975 une fois

l'accord de paix signe à Paris le

23 octobre. Les Américains se sont

également joints au concert des

pays qui veulent empêcher des

rapatriements forcés de réfugiés

Entre-temps, les Etats-Unis ont

CAMBODGE: le congrès de l'ex-parti communiste

Le programme change, les hommes restent

liberté.

aussi des pièces essentielles pour l'industrie d'armement américaine, que, si les exportations japonaises étaient soudainement arrêtees, cela créerait de graves problèmes à l'éco-

> « Une question d'éthique »

Avocat d'un renforcement des tiens avec les Etsts-Unis, M. Miya-zawa espère que, lors de la visite du président Bush au Jippon en novembre, eune déclaration de Tokyo's sera signée. Elle devrait sceller, pen avant le cinquantième anniversaire de l'attaque nippone sur Pearl-Harbor, les liens entre deux pays qui, estime M. Miyazawa; « partagent en bien des domaines les mêmes orientations en terme de valeurs». Le futur premier ministre n'en sonligne pas moins l'importance de l'Asie dans la politique extérieure du Japon.

Beaucoup de Japonais», estime t-il, « n'ont pas encore pris conscience que, depuis la revalorisa-tion du yen, nos investissements dans la région se sont multipliés. Compte tenu de l'Industrialisation rapide de cette partie du monde, au nationnux cumulés des pays de l'ASEAN, des pays nouvellement Industrialisés et du Japon pourraient dépasser ceux de l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) ou de la Communauté européenne.»

153 -

1

Interrogé sur son implication contraienit à abandonner ses fonc-tions de ministre des finances en 1988, M. Miyazawa se déclare déterminé à mener à bien une réforme du système politique aminimisant les feux d'argent s. a l'estime en ce qui me concerne que la réforme politique est une question d'éthique », ajouto-t-il

Bien que parlant un anglais parcette fois en japonais, contraire-ment à son habitude lorsqn'il s'adresse à des étrangers. Ponr-quoi? «Ce n'en pas très populaire de parler en anglais en ce moment», a t-il répondu laconique ment, en anglais cette fois. Allusion sans doute à la colère rentrée qu'il avnit suscité chez l'ex-premier ministre Takeshita lorsqu'il s'était adressé en augisis au dirigeant de Singapour, M. Lee Kwan Yew, obligeant Phomme fort du parti conscrvateur, poortant ancien pro-fesseur d'anglais, à se faire traduire en japonais la conversation.

PHILIPPE PONS

par les Khmers rouges. Ces der-niers out assuré la Thailande, sur le territoire de laquelle se trouvent les camps de réfugiés, qu'ils n'obligenicat pas des civils à gagner, au Cambodge, les zones sous leur contrôle. Affaire à suivre. JEAN-CLAUDE POMONTI

Le PPC, qui a donc abandonne les oripeaux du communisme, fait figure de première formation poli-tique cambodgienne. Il tient une administration qui, si faible soit-elle, gère au moins 80 % de la population et sur laquelle le

q INDE : les séparatistes du Cachemire effirment avoir enlevé un ingénieur français, — Un groupe séparatiste muaulman du Cacheseparatiste musulman on Cache-mire, Al Fatah, n affirmé, ven-dredi 18 octobre, avoir enlevé un ingénieur français, M. Antoine Silva, âgé de quarante-trois ans, habitant la région de Grenoble. La disparition de ce dernier près du chantier de la centrale hydro-électriune de Dulhasti avait été annoncée la veille par le groupe Dumez-Borie-SAE (DSB). Al Fatah exige, en échange de de M. Silva, la bbération de onze de ses militants et l'envoi d'une mission d'Amnesty International pour enquêter sur les violations des droits de l'homme par les forces

# **AFRIQUE**

Réunis au Zimbabwe

# Les dirigeants du Commonwealth conviennent d'une levée partielle des sanctions contre Prétoria

Tous les pays du Commonwealth a accordent sur une levée des sanctions à l'encontre de l'Afrique du sud, le seul différend portant sur la «vitesse» à laquelle cette évolution doit se faire, a indiqué vendredi 18 octobre le premier ministre britannique, M. John Major, à Harare, à l'occasion du sommet du Commonwealth.

HARARE

de notre envoyé spécial

M. Frédérik De Klerk a bien joné son coup. Sans quitter son pays, le président sud-africain s'est longuement adressé à la conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, réunie à Harare. Dans son édition du vendredi 18 octobre, le quotidien national zimbabwéen The Herald public en effet sur trois pages un entretien avec M. De Klerk

Le président du Zimbabwe, M. Robert Mugnbe, secrétaire général du «club», et plusieurs chefs de délégation out eu beau rabaeber que l'Afrique du Sud, cette année, ne serait pas le principal sujet d'intérêt, cette interview et lu présence à Harare de MM. Nelson Mandela et Clarence Makwetu, les « patrons » da Congrès national africain (ANC) et du Congrès pan-africain (PAC), ont remis les pendules à l'heure.

L'Afrique du Sud, l'apartheid et les sanctions sont revenus, bon gré mal gré, nu cœur de préoccupa-tions de la conférence.

La premiere décision de ce sommet - qui devait être officialisée dimanche - concerne les sanctions, oni secont levées selon les cocommandations de la réunion des ministres des affaires étrangères du Commonwealth a New-Delhi, au mois d'août dernier, en parfait accord avec l'ANC. M. Mandeia avait séduit par son humour et son sens de la formule quelques centaines de journalistes devant

lesquels il avait explicité ses posi-

Le vieux militant nationaliste avait rappelé que son organisation était favorable à la levée des sanctions de « peuple à peuple », c'està-dire celles concernant l'éducation, la culture, les arts, les liaisons aériennes, les visas et le tou-

Il avait précisé que les sanctions olitiques et économiques restaient subordonnées à ela mise en place d'un gouvernement intérimaire», et que toutes les autres, concernan notamment « les armes et le pétrole», ne devraient être levées qu'après « l'adoption d'une nouvelle Constitution ». M. Makwetu, à la tête d'une organisation beaucoup plus radicale, avait fermement réaffirmé l'opposition du PAC à tout assouplissement, même partiel, tant que le pays ne serait pas doté « d'une nouvelle Constitu-

L'avenir du Sahara occidental.

### Le Front Polisario ne veut pas de référendum «dans les conditions actuelles»

Le référendum d'autodétermina-on, prévu au Sahara occidental, au ébut de 1992, ne pourra avoir lieu n dit M. Sidati. Nous demandons au Le référendum d'autodétermination, prévu au Sahara occidental, au
début de 1992, ne pourra avoir lieu
si le Maroc continue à violer le plan
de paix de l'ONU, n déclaré, vendredi 18 octobre, à Paris, M. Mohamed Sidati, aumistre de l'information » du Front Polisario. A son
avis, e lamais l'opération de colonlaation du Sahara occidental n'a été
nussi massive et dangereuse que
depuis la venue des Nations unies sur
le territoire ». Il n ajouté que
35 000 Marocains y uvaient déjà ététransférés et que 170 000 autres y
étaient attendus à foccasion de la
visite de Hassen II, le 6 novembre.

« C'est un camouffet nour les

« C'est un camouflet pour les Nations unies et pour la commu-

a BURKINA : l'opposition refuse de anticiper à l'élection présidentielle.
Les cinq candidats de l'opposition à
l'élection présidentielle de décembre
ont décidé, vendredi 18 octobre, de
ne pas se présenter tant qu'une conférence nationale sonvergine n'aura pas été convoquée. Cette décision laisse le président Blaise FRÉDÉRIC FRITSCHER

Compaoré seul en lice. L'élection présidentielle doit avoir lieu les le et 15 décembre, les législatives en janvier 1992. — (AFP, Reuter.)

Rabat n affirme que 120 000 Sabraouis se trouvaient sur son territoire et devaient donc être autorisés à participer au référendum. Pour le Front Polisario, le nombre des evotatis onis» dans le recensement espagnol de 1974 qui doit servir de base de calcul pour el'identification» du corps électoral, ne saurait dépasser «5 % à 10 %» des 74 000 personnes alors comptabilisées. — (Reuter.) □ NIGÉRIA : le couvre-feu a été.

n of M. Stoat. Nous aemanaons au Conseil de sécurité d'agir pour metre un terme à cette nouvelle marche du roi. Pour nous, le référendum ne sau-rait avoir lieu dans ces conditions.»

levé à Kano. - L'armée ayant réta-bli l'ordre à Kano, dans le nord du Nigéria, le couvre fen qui avait été instauré après les violences perpétrées par des musulmans à l'encontre de la population chrétienne (le Monde du 16 octobre), a cté levé jeudi 18 octobre. La jour-née de prière musulmane du ven-dredi s'est déroulée dans le calme.

# M<sup>me</sup> Edith Cresson juge le projet de budget « lucide et réaliste »

Le premier ministre, M= Edith Cresson, a engagé la responsabilité da son gouvarnamant, samedi 19 octobre à 0 h 50, sur la première partie du projet de loi de finances pour 1992, consacrée aux recettes. Celle-ci sera considéréa comma adoptée, dans la nuit de samedi à dimanche, à le même heure, dans la mesure où l'opposition a renoncé à répliquer à l'utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par le dépôt d'une

De CRAIM

1.100

motion de censure. Pour protester contre la fixation au lundi du débat de censure, les prásidents das trois groupes de l'opposition ont préféré reporter au mardi 22 le dépôt d'une motion de censure « sanctionnant à la fois l'ensemble de la politique économique du gouvernement et le projet de loi de finances actuellement en discussion », et, cette fois, au titre de l'article 49, elinéa 2, de la Constitution.

La traditionnelle « nuit, d'équilibre» du badget n'a pas eu lieu. Dès avant 19 heures, vendredi 18 octobre, tout était fini, ou presque ; il ne restait plus qu'à examiner trois articles, parmi les plus importants il est vrai, dont la dis-cussion avait été réservée. Et, pour cet « acte essentiel » qu'est le vote d'un budget, il ne restait aussi que douze députés dans l'hémicycle.

Depuis la veille, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, avait maintenu la réserve du vote sur l'ensemble des articles et des amendements, et, surtout, laissé peu d'espoir aux multiples propositions formulées par les députés. M. Jean-Loois ainsi se vanter d'être l'un des rares l'ensemble des groupes, qui refu-députés de l'opposition, sinon le saient de voir la dotation de com-

scul, à avoir reçu un avis favorable du mmistre pour un amende-ment destiné à étendre aux musées départementaux on gérés par des groupements de communes les avantages fiscaux réservés jusqu'à présent à ceux qui effectuent des dons aux mnsées nationaux ou

Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, pourra de même revendiquer la paternité de la mesure, obtenue au prix d'un amendement deux fois corngé puis sous-amendé par le gouvernement, selon laquelle les transports publics locaux seront exonérés, en 1992, de la taxe intérieure sur les produits pétroliers s'ils utilisent, en substitution du gazole, de l'esther d'huile de colza on de tournesol.

### «Un impact psychologique »

On trouve de tout, en effet, dans un projet de loi de finances, et le plus important vient généralement à la fin du débat. Soulignant qu'il s'agissait là d'une « conces-sion importante», M. Charasse a sinsi propose que les prochaines hausses du prix du tabac, prévues en février et en septembre 1992, soient regroupées à une même date, le 20 avril prochain, pour créer « un impact psychologique plus fort ». Désireux de dégager des recettes nouvelles pour se donner une marge de manœuvre dans ses ultimes négociations avec le groupe socialiste, le ministre a, de la même façon, annoncé toute une série d'augmentations concernant la délivrance des cartes d'identité, des cartes de séjour, du permis de conduire, et la taxe payée par les messageries roses (lire encodre ci-

Muni de ces recettes de poche, le ministre délégué au budget a pu ainsi répondre favorablement, en partie du moins, aux vœux des deputes socialistes, partage

pensation des allègements de la n'en seront pas affectées, « On ne 4,2 milliards de francs (le Mande du 19 octobre). Le maintien d'une telle mesure, à la veille des élections régionales et cantonales, aurait constitué « une erreur politi-que pour le gouvernement », « un mauvais choix de gestion des finances locales », a explique M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise). Quant à la méthode employée pour subtiliser au dernier moment des crédits aux collectivités locales, ce n'était qu'« une feinte de balayeur», a ajouté sévèrement le rapporteur général du budget.

Selon le compromis proposé par la dotation de compensation de la taxe professionnelle ne sera que de 2,2 milliards de francs et les collectivités locales les plus pauvres .

taxe professionnelle réduite de comprend rien à votre amendement. Il n'n pas été soumis à la commission des finances. C'est le degré zéro du travail parlementaire», s'exclama le porte-parole de l'UDC, M. Edmond Alphandéry - el non Claude, comme nous l'avons baptisé par erreur dans nos précédentes éditions, -avant de réclamer une simulation financière pour la seconde lecture du bndget. « Combien cela va coûter à Paris?», s'inquiéta M. Gilbert Gantier (UDF).

### calculs

Le ministre ne put que donner le nombre des collectivités affectées par la mesure : quatre mille cent soixante-sept communes, montraient, en revnnche, assez satisfaits d'avoir pu faire fléchir le

Anticipant sur les explications de vote finales, M. Fabien Thiémé (PC, Nord) confirmait alors l'opposition de son groupe au projet de budget : celui-ci, expliqua-t-il, «s'oppose frontalement au mouve-ment social qui s'exprime dans le pays ». L'opposition, de son côté. avait trouvé la parade à donner à la décision prise, quelques heures plus tôt, lors d'une réunion extraordinaire de la conférence des présidents et consistant à avancer au fundi – jour où les députés travail-lent dans leur circonscription – le débat de censure initialement prévu pour le mardi. Un commu-niqué conjoint du RPR, de l'UDF et de l'UDC annonça que le dépôt

reporté au mardi 22 octobre, « à l'issue d'une réunion plénière de l'intergroupe ». Elle pourrait être ainsi discutée le jeudi suivant.

Après d'altimes calculs, et assuré de ne pouvoir trouver de majorité, M. Charasse put alors commencer, à la vitesse d'« un cheval qui sent l'écurie», selon sa propre expression, la lecture de l'article d'équilibre du budget, Parmi les surprises que livre tou-jours ce type d'exercice : une majoration de 800 millions de francs du prélèvement opéré sur le fonds de garantie des caisses d'épargne et l'inscription de 3 290 millions de francs pour le financement du plan en faveur de l'emploi. Au totni, les recettes nelles de l'Etat augmentent de 438 millions de francs et le déficit budgétaire s'établit à 89,580 mil-liards de francs, soil une augmen-tation de 45 millions par rapport au projet initial.

Comme souvent dans ce milieu très masculin qu'est l'Assemblée nationale, l'arrivée, peu aprés minuit, de M∞ Edith Cresson fut marquée par un quolibet d'un goût douteux : « Elle o vu de lo lumière», lança un député,

En engageant, pour la deuxième fois depuis le début de la session d'automne du Parlement, la res-ponsabilité de son gouvernement, le premier ministre a estimé que le budget était « lucide et réaliste » et « adapté à notre situation économique, financière et sociale ». « Cette loi de finonces témolgne de lo conduite claire et précise que s'est fixée le gouvernement : renforcer les atouts de notre pays pour le mettre en situation de profiter plei-mettre en situation de profiter plei-nement de la reprise économique et, au-delà, tui permettre d'aborder avec confiance le marché européen, a-t-elle ajouté. Le gouvernement n'use pas des recettes trompeuses de la démagogie. Ce projet de bud-get convient au pays, puisqu'il s'est fixé comme priorliés l'emploi et la lutte contre le chômage.»

**JEAN-LOUIS SAUX** 

# Les principales modifications apportées

. Agriculture : la dégrèvament fiscal sur les parts départementale et régionale da la taxe foncière sur les propriétés non bâties affectées aux herbages et aux pâturagaa aat ralavéa da 45 % à 70 %, at cela dès 1991. Il s'agit là d'una aide indirecte aux éleveurs, d'un montant total évalué à 470 millions de francs.

• Taxe professionnalla : la dotation de compensation de la taxa professionnelle reversée par l'Etat aux collectivités locales est augmantéa da. 2 milliards da francs par rapport au projet de loi Initial. Cas crédits saront iffectés en priorité aux collactivités locales dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont inférieures à la moyenne, at aux communes et départements

du tabac, qui devaient être éche-lonnées en 1992, interviendront en une seule fois, le 20 avril prochain, à hautaur da 10,25 %. Catte meaura davrait rapportar 370 millions de francs supplémentaires à l'Etat. • Droits da timbre : à comp-

ter du 15 janvier prochain, les timbras fiacaux passaront da 115 francs à 150 francs pour la carte d'identité, de 160 francs à 200 franca pour la carta da séjour, da 160 franca à 200 francs pour le permis da conduire. Les timbres perçus sur las ectes das hulasiers seront-d'autre part relevés de 40 francs à 50 francs.

• Œuvres d'art : à compter du 1- octobre 1991, la taux de TVA est ramené à 5.5 % pour de solidarité financière Institués les achats d'œuvres d'art orgipar la loi du 13 mai 1991. nales dont l'auteur est vivant.

taxa additionnella au droit au bail payéa par les propriétaires bail-leurs est harmonisé à hauteur de 2.5 % pour tous les logements vieux de quinza ans at plus. Catta masura dolt abonder la budgat da l'Aganca nationala pour l'amélioration da l'habitat de 470 millions de francs. Le seuil d'exonération du droit au ball ast par aillaura porté à 12 000 francs da loyars annuels.

· Frais profassionnels : le ministra délégué au budgat a, anfin, annoncé qu'il farait des propositions d'ensemble concernant la déduction des frais professionnels dont bénéficient près d'une centaine de professions. Mais, axaminées lors da la discussion des varticles non rattachés», en seconde partia du propourraient pas entrer en applica-tion avant 1993.

# Un débat à Ajaccio

# La Corse face à ses défis

Les chefs de file des opposants au nouveau statut particulier de la Corse, MM. Jean-Paul de Rocca-Serra, président (RPR) de l'Assemblée de Corae, at François Giacobbi, président (MRG) du conseil général de la Haute-Corse, ont boycotté la colloque organisé, jaudi 17 et vendredi 18 octobre à Ajaccio, par l'institut de la décentralisation sur la thème « le Corse. demain». Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, qui a clôturé les débats, a affirmé : « Etre pour ou contre le statut est un combat d'arrière-garde. Cette loi a été votée, c'est la loi

AJACCIO

de notre envoyé spécial

A la veille de l'entrée en vigneur de son nouveau statut, la Corse s'apprête t-elle à vivre une «révolution tranquille» à la mode méditerranéenne? S'arrachem-t-elle à ce destin hybride forgé per la conquête française et qui voit coexister, selon M. Georges Ravis-Giordani, professeur à l'université d'Aix-en-Provence, « modernité » et « ankylose »? Parviendra-t-elle à « vaincre le tabou d'impuissance que nous portons en nous», selon l'expression de M. Jac-ques-Henri Balbi, président de l'université de Corse?

M. José Rossi, député UDF-PR de Corre-du-Sud, a rappeté les lignes de force du nouveau dispositif insti-tutionnel: «La reconnaissance de la différence corse » à travers l'octroi

d'un statut particolier, l'accroissement des compétences transférées sux élus et, surtout, le renforcement de l'exécutif.

Quelles peuvent être, demain, les retombées de ce nouveau paysage institutionnel? Pour M. Jean-Paul Pastorei, maître de conférences à l'université de Corse, l'île peut montrer la voie au niveau européen : ou «le statut sera rattrapé par d'autres régions d'Europe et deviendra le droit commun » on « il restera le statut des territoires périphériques de la CEE». Pour sa part, M. Thierry Michalon, maître de conférences à l'université de Pau, peuse que le législateur a souhaité mener, à travers ce nouveau cadre, « une véritable pédagogie républicaine ».

En revanche, M. Alain Orsoni, conseiller régional et dirigeant du Mouvement pour l'autodétermination (uationaliste «modéré»), s'est montré sceptique. Selon lui, la frac-montré sceptique. Selon lui, la frac-ture majeure à laquelle on assiste — «l'accélération de l'effondrement du système claniste» — est due non «à des bouleversements institutionnels» mais «à l'émergence d'une nouvelle citoyenneté». Plus sévère, M. Jean Biancucci, secrétaire national de A Cuncolta naziunalista (nationaliste «dur»), a mis l'accent sur «l'inculture de l'Etat en matière de minori-tés nationales » et estimé qu'une solution au problème corse passait par des «actes de rupture».

En conclusion, M. Paul Graziani, maire de Boulogne-Billancourt, ct organisateur du colloque, a affirmé que la Corse a peut être un exemple pour le grand défi à relever en ceue fin de siècle : concilier la logique de la différenciation avec la nécessaire congressance à un assemble plus appartenance à un ensemble plus

# Devant le « comité de suivi » des accords de Matignon

# Le premier ministre prend l'« engagement solennel » de poursuivre l'œuvre calédonienne de M. Rocard

d'agir, aur ce terrain, dans la continuité da l'œuvre engagéa par son prédécasseur. M. Michel Rocard.

Depuis que M. Micbel Rocard avail quité l'hôtel Matignon, les dirigeants du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) et ceux du Front de libé-ration nationale kanak et socialiste (FLNKS) éprouvaient des doutes sur 'intérêt personnel de M= Edith Cresson pour l'avenir de la Nou-velle-Calédonic. Ils avaient relevé que, lorsqu'elle avait évoqué pour la première fois, en juin dernier, la signature des accords de Matignon, elle n'avait même pas mentionné le nom de son prédécesseur. Ils avaient aussi noté que son cabinet ne comprenait aucun responsable des affaires d'outre-mer.

M≈ Edith Cresson a dissipé ce soupçon, vandredi 18 octobre, en soupçon, vandredi 18 octobre, en prononçant, devant les membres du «comité de suivi» des accords de Marignon, réunis pour la troisième année consécutive, un discours inspiré des principes qui avaient guidé la démarche de M. Rocard, auquel la les condus hommans. elle a rendu hommage. Elle a affirmé sa «fidélité à l'esprit et à la lettre» de ces accords, pris «l'engagement solennel de continuer à bâtir selon la méthode du dialogue la Nouvelle-Calédonie de demain ., et trouvé les mots qu'il fallait pour donner aun second souffle » à l'entreprise de réconciliation amorcée au lendemain de la réélection de M. François Mitterrand à la prési-dence de la République.

Elle a notamment répondu à l'atteote du président du FLNKS. M. Paul Néaoutyine, qui avait mis en garde le gouvernement contre le risque de voir une partie de la accords de Matignon parvenir avant population exclue de l'application des accords. « Mon gouvernement sera très vigilant pour éviter qu'une de la Nouvelle-Calédonie, qui per-

comité de suivi » des accords ne regarde avec scepticisme, et plus tard, peut-être, avec hostilité, ceux qui de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, qui a au lieu les 17 et 18 octobre au ministère des DOM-TOM, a donné à M- Edith Cresson l'occasion d'affirmer sa volonté Walliset-Futura, ceux par exemple qui vivent dans les bantieues de Nou-méa et qui risquent d'échopper à

### Rôle majeur des communes

M∞ Cresson, qui a accepté l'in-vitation des délégués à se rendre bientôt sur le territoire, a ainsi ras-suré les uns et les autres sur sa volonté, et l'annouce de la nomina-tion, à son cabinet, nux fonctions de ler en charge des DOM-TOM, de Mª (Geneviève Bertrand, ancien conseiller technique de M. Louis Le Pensec, a confirmé que le premier ministre se trouve désormais armé pour rester en phase avec ses interio-cuteurs calédoniens.

Les délégués indépendantistes ont été les principaux bénéficiaires de cette mise au point. Comme l'avait souhaité M. Néaoutyine, ils ont obtenu la reconnaissance du rôle « majeur » des communes (une dotation spéciale d'équipement sera réservée aux communes autres que Nouméa dans le budget du territoire) et la promesse d'une « modernisation de la fiscalité du territoire», sujet tabou aux yeux du président du RPCR, M. Jacques Lafleur. Celui-ci a obtenu les garanties finan-cières qu'il réclamait sur plusieurs projets et notamment pour la construction de nouveaux collèges dans la province sud du territoire.

Les incertitudes qui subsistent sur l'issue du référendum d'autodétermi-nation prévu en 1998 n'ont pas été directement évoquées au cours de ces deux journées, mais elles ont pesé sur l'attitude des deux délégations. En marge des débats, M. Lasseur a répété qu'il serait préférable de voir les partenaires des

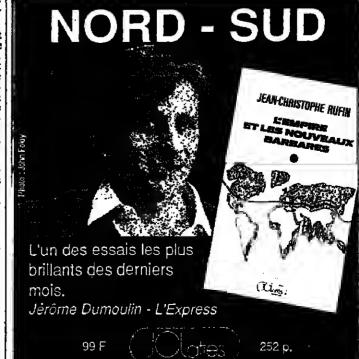
La troisièma réunion du part de la population mélanésienne mettrait de faire l'économie d'un

#### Divergences au sein de l'Union calédonienne

Mais si cette approche semble convenir à certains dirigeants de l'Union calédonienne (UC), en parti-culier au président de la principale composante de la coalition indépendantiste, M. François Burck, et au président de la province Nord, M. Léopold Jorédié, tous deux soucieux de pragmatisme, elle suscite de plus en plus de défiance, non sculement auprès des autres formations indépendantistes, mais à l'intérieur même de l'état-major de l'UC. Le numéro deux de ce parti, M. Rock Wamytan, notamment, ne cache plus ses appréhensions sur le déca-lage existant désormais entre le som-met et la base de l'UC.

scrutin dont la perspective risque de faire renaître de dangereux clivages peler au premier ministre que Pobjectif de son mouvement reste l'accession du territoire à l'indépendance et qu'il appartient à l'Etat de poursuivre son travail de e décolonisation », admettait, ven-dredi soir, que le FNLKS était confronté à « de vrais problèmes » internes. Pendant ce temps, M. Le Pensec, soucieux de ne pas engager le gouvernement sur ce terrain glis-sant, faisait observer que, même si les partenaires des accords de Mati-ernon pravenaient un jour à s'accorgnon parvenaient un jour à s'accor-der sur une solution institutionnelle, il ne serait sans doute pas «inutile» de soumettre celle-ci à l'épreuve d'un référendum d'autodétermination que nui, au demeurant, n'a le pouvoir de « remettre en cause » puisqu'il est inscrit dans une loi référendaire approuvée par tous les Français au suffrage universel.

ALAIN ROLLAT



### **PUBLICATION JUDICIAIRE**

La COUR D'APPEL DE PARIS a rendu le 20 décembre 1990 un arrêt confirmant la décision du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS du 4 novembre 1988.

Ce jugement déclarait que les SOCIÉTÉS FEUDOR et DRUG-STORE PUBLICIS s'étaient rendues coupables de contrefaçon des marques « J'AIME PARIS » et « J' V PARIS » appartenant à Monsieur Laurent ZILBERBERG, en apposant ces marques sur les briques fabriques par FEUDOR et vendus par DRUGSTORE PUBLICIS.

Ces deux sociétés se sont vu interdire de reproduire ces marques et de continuer leur commercialisation sous astreinte et ont été condamnées à payer à Monsieur ZILBERBERG 150 900 F de dommages et intérêts. Mr Serge HOFEMAN, SCP BOLLET BASKAL,

# M. Konopnicki adhère à Génération écologie

ancien membre du bureau national de l'Union des étudiants communistes (1969-1972), ancien collaburataur da Frence nouvelle (1974-1977), habdomedaira, aujourd'hui disparu, du comité central du PCF, parti qu'il a quitté en octobre 1978, M. Guy Konopnicki, écrivain et journalista, vient d'adhérer à Génération écologia, que présida M. Brica Lalonda. ministre de l'environnement. Il sera candidat da ca mouvemant aux élections régionales et cantonales dens les Hauts-de-Saine. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il exposa las raisons da ee démarche.

« Treize ans après avoir quitté dez de vous engager à nouveau dans un mouvement politique. Que se passe-t-il?

- Le décompnsition d'une gauche qui, désurmais, gnuverne sans vraiment le désirer, l'effundrement attendu du communisme stalinien, laissent s'installer l'idée d'une vanité de la politique et, tandis que la démocratie se fraye péniblement un chemin à l'Est, elle s'étiole, en France, à mesure de la désertion des électeurs et de l'effrayante nullité du débat politique. Le conservatisme hausse chaque jout le oiveau de ses exigences. Vaineue d'avence, honteuse, la gauche baisse la tête et gère les affaires du pays avec le moral d'un bidasse qui attend la

 Pour expliquer votre gesta en 1978, vous aviez rédigé, à l'intention da voa camerades,

LIVRES POLITIQUES

son passage. Pas question de la

convoquer à dete fixe, de prendre

rendez-vous pour une confronta-

tion directe avec elle, comme le

funt les astronumes evec les

comètes et les éclipses.

A difficulté evec l'histoire

c'est qu'elle est imprévisi-ble. Elle passe, mais on ne

père. Vous pensez que tous les contestetaires communistes

- L'écologie est une manière de revisiter l'utopie, autrement dit de penser les rapports des hommes en société en même temps que leurs rapports aux ressources. Elle a'im-pose comme nécessité, dans une société dont l'urbanisme est désurbanisant et dont les mécanismes de régulation par le monvement sucial sont brisés. Il s'agit de savoir si l'un peut encore prétèn-dre maîtriser l'organisation sociale ou s'il faut accepter cette ini sauvage qui s'impose dans les quartiers pauvres de Los Angeles, dans tous les faubourgs de la société d'abondance. Si l'on croit qu'une telle ambition n'est pas vaine, si l'on ne se résigne pas à l'ordre neturel, alors, nui, na peut se réclamer de l'éculogie cumme d'une nouvelle expressinn des valeurs de progrès et de solidarité.

- C'est pourquoi vous rejoignez le ministre de l'environne-ment, M. Brice Lalonde, dans

- Génération écologie présente une version altérée de l'écologie, comme la social-démocratie, dans ses meilleurs moments, présentait version altérée du socialisme. Un mélanga d'écologie et de démocratie bourgeoise, ce o'est pas

- On peut s'étonner que vous ne cherchiez pas la pureté chez les Verts, comme l'ancien porte-parole du PCF, M. Pierre

- Les Verts ont une supériorité sur le mouvement ouvrier ; ils ont dégénéré beaucoup plus vite. La rédaction d'un texte antisémite par Jean Brière n'est pas le seul signe de cet itinéraire. Le tract qui trai-

recyclable » éteit de la même veine. Il faut croire que mon am Pierre est nostalgique des couler-vres qu'il s tant aimées. Le parti vert est devenu une décharge ou l'un trouve un peu de tiers-mon disme, quelques restes de régions eaucoup de technocratie, le tnut dégageent des effluves de

» C'est une survivance du tota-litarisme de prétendre être le seul parti pur et honnète, de refuser toute écoute des autres, tout compromis, toute alliance. Je n'adhère-rai plus jamais à un parti de la vérité, encore moins à une version verte du « parti de type nouveau ». L'angelisme n'est d'aucune utilité en politique, l'histoire vient juste ment de démontrer la supériorité de l'impureté démocratique, du régime de la pluralité des partis où l'on ne pent jamais gonverner sans tenir compte de l'apposition, où les majorités absolues sont rares et les alliances inévitables.»

> Propos recueitis pa OLIVIER BIFFAUD

o M. Bosson propose un «pacte des démocrates». - M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, a proposé, vendredi 18 octobre sur rance Inter, à la majorité et à l'opposition de signer un a pacte des démocrates » par lequel leurs candidate respectify refuseralent d'être élus au deuxième tour des législatives a contre un adversaire démocrate en étant erbitrés par un extreme». Selon ce pacte, les can-didats du RPR et de l'UDF se retireraient s'ils devaient compte sur l'appoiot du Front national pour l'emporter sur leur adversaire socialiste arrivé en tête su premier tour et il en irait de même des socialistes s'ils no pouvsient gagner qu'avec le soutien du PC.

ANDRÉ LAURENS

# De la place de la Révolution à celle de l'Utopie

Plusieurs spécialistes audacieux ont tenté de tourner l'obstacle en se préparant à phserver sur le vif. sinon un véritable événement historique, du moins un rebond programmé de l'histoire, en l'occurrence le Bicentenaire de le Révulution française, Leur idée était de mesurer l'impact de cette commémoration et de voir comment il pourrait infléchir un système de représentations. A travers l'image de la Révolution, ils trequaient les reflets du changement social et, à travers l'événement de la commémnration, les modifications éventuelles de cette

Exercice très sophistiqué, on le voit, réalisé en équipe à partir de deux vaguee d'enquête sous forme d'entretiens semi-directifs, la première dans l'ensemble de la Frence en février 1988, le seconde auprès de participants eu Forum de la Révolutinn, organisé au Centre Georges-Pompidou en 1989. Patrick Garcia, historien, Jacques Lévy et Marie-Flore Metter, géographes, ont, avec la collebaration de Merie-Hélàne Lechien, socialogue, et Jean-Claude Pompougnec, philosophe, tenu la plume au terme de cette entreprise collective. Leur esse est préfacé par Michel Voyelle et postfacé par Christian Ruby.

Le générique est aussi chargé que celui de la maindre émission de télévision, maia il e la mérite de produire un document qui justifie ces divers ennours : le maîtrise du sujet, la capacité d'investigation, d'analyse st d'interrogation, donnent, en effet, leur plus-value eux résultats secs de l'expérimentation in vivo. S'agissant de mieux comprendre les mutations des sociétés contemporainea, il ne suffisait pas de sonder, fût-ce au cours d'entretiens approfondis, la mémoire collective et la culture issues de la Révolution. Les auteurs ont apporté leur propre contribution. en ayant conscience des limites de la méthode et des reproches qu'elle encourait. Ils y répondent en soulignant la richasse de ea genre d'approche pour étudier la

démarche acientifique nous semble... un elibi pour produire sans contraintes de l'idéologie », écrivent-ile. Cependant, pour éviter de privilégier ce qui bouge par rapport à ce qui demeure, ils ont d'ebord voulu établir un état des lieux, ce qu'ils ont fait lors de la première vague de l'enquête. Après ce regard tourné vers le passé, ils ont davantage interrogé avenir dans la seconde vacue.

Avant même d'enalyser le contenu des entretiens, ils recensent les mutatione enregistrées depuis 1789, telles que la baisse de la prépondérance des groupes et des communautés au profit de la montée de l'individualisme, «la sortie de la dominance étaticomonétaire », voire la désaffection à l'égard de l'économisme et. même, la relativisation du politique per repport eux eutres aspects de l'action humaine.

L'image de la Révolution e, parellèlement, changé depuis deux siècles. En 1988 et 1989, la rupture intervenue en 1789 est percue comme «un épisode éminemment positif», symbole d'une libération qui a ouvert la voia à la République et à la modernité, Des nuances apparaissent dans l'appréciation de la Terreur, illustration d'une violence « qui répugne aux hommes de notre temps». Les enquêteurs notant, comma «un élément-clef de ce complexe de représentations », que la Révolution e invite toujours à prendre la parole». Elle donne lieu à débat car elle en est presque plus défendue en bloc. Elle est démontée, découpée. Et cette distanciation s'affirme d'une enquête à l'autre. » Si la Révolution reste e majoritairement légitima », la dénunciation de la Terreur n'est plus perçue comme une trahison à son écard.

La filiation révolutionnaire est plus nettement attribuée à la gauche et au Parti socialiste, mais la droite, à l'exception du Front national, n'en est pas exclue. Ces jugements interviennent dans une tempa présent. «Le refus d'ap- conjoncture idéologico-culturelle pidou. 334 pages, 150 F.

révolutionnaires et se brouiller les veleurs politiques de référance, L'Idée même de commémorer le Révolution ne paraissait pas évidente à tout le monde et l'e fallu le défilé-opéra de Jean-Paul Goude pour que la commémoration prenne toute ean empleur médiatique : le mythe y était célébré eous toutes ees facettes et etours, loin de l'événement fondateur mais près de l'émption. Distance evec l'histoire «à bauialle notre culture ne permet plus guère de s'identifier» et proximité d'aspirations, d'un étan. qui restent en phase avec la message venu d'une eutre époque : l'esprit de la commémoration correspondait à ce qui ressortait des entretiens enalysés par lea auteurs. «La Révolution française s'installe pluz solidement que jemais comme socie fondateur des valeurs actuelles, mais elle subit le mouvement double et complémentaire de démythification et d'historicisation», écrivent-ils. Il va de soi que leur trava bien eu-delà. quantitativement et qualitativement, des quelques notatione

Elles permettront, espérons-le, de mieux lire le titre de l'ouvrage, Révolutions, fin et suites. Dans les tâtes, en effet, la Révolution est terminée, du moina en tant qu'événement historique qui a continué d'agir dans l'histoire et dans la culture collective bien audelà de sa durée propre, mais des espiratione révolutionnsirea demeurent. La difficulté est de les refier à une farme d'utopie qui n'ait pas fait faillite et cui soft crédible. Patrick Garcia et Jacquea Lavy n'ont pas perdu tout espoir d'en voir naître de nouvelles qu' viseraient au bonheur dane l'harmonie et le progrès, sans pour autant fuir la réalité sociale, « en confrontation permanente avec la demande réelle du futurs.

On pensera qu'ils revent jusqu'au moment où se précisers ce cauchemar : renoncer à inventer l'evenir evec la rigueur qu'imposent les déconvenues d'hier, ce serait laisser le chemp libre aux utopies régressives, politiques et religieuses, dont on conneît les fruits. Et qui fleurissent encore.

> Révolutions, fin et suites, par Patrick Garcie, Jacques Lévy et Marie-Flore Mattel. Espace-Temps Résonance, Bibliothèque publique d'infor-mation, Centre Georges-PomDans la région Rhône-Alpes

# M. Carignon sera candidat à la présidence du conseil régional

LYON

de notre bureau régional M. Alain Carignun, maire de Grennble et président du conseil général de l'Isère, en congé du RPR, a annoncé, dans «le Monde Rhône-Alpes» du 19 octobre, qu'il se porterait candidat à la présidence de l'assemblée réginnale Rhône-Alpes à l'issue des élections de 1992. Pour parvenir à son but il propose de fédérer autour de hu une unavelle majurité régionale constituée sur la base du refus de tout compromis evec le Front natio-

Organisée autour du RPR et de l'UDF, elle rassemblerait des êlus écologistes, des représentants de la egauche ouvertes et des non-inscrits, qui signeraient: un contrat de gestinn de six sanées ponr leur

l'UDF et le RPR, qui soutiennent l'actuel président du conseil régio-nal, M. Charles Millon (UDF-PR). ne pourront pas, à eux senis, consti-tuer une majorité. Il redoute donc que la région soit « paralysée par des majurités relatives s'appuyant sur la neutralité du Front national ou du Parti communiste». « Nous savons très bien, a-t-il ajouté, que dans d'autres régions, la droite devra s'allier avec l'extrême droite pour bâtir des majorités de rencontre. Je pense que Rhône-Alpes est capable d'innover. » A l'occasion de sa déciaration de candidature, M. Carignon a tenu à réaffirmer son apparte-nance à l'opposition et à la *e famille* gaulliste», répondant ainsi à ceux qui, enmme M. Charles Millon, voyaient dans son projet de Front

**CLAUDE FRANCILLON** 

Le colloque d'Amiens sur la régionalisation

# La réussite des régions repose sur le partenariat

Le colloque sur la régionalisation, organisé jeudi 17 et vendredi 18 octobre, à Amiens, n'a pes été seulement l'occasion, pour les présidents de droite des conseils régionaux, de se plaindre de l'attitude des gouverne ments socialistes successifs (le Monde du 19 octobrel. Il a permis eussi aux scientifiques présents de rappeler aux praticions de la régionalisation que la réussite de celle-ci reposait evant tout sur le « partenariat » avec les autres instances administranales, européennes.

AMJENS

de notre envoyé spécial L'autocongratulation de permet guère de fine progresser la connais-sance. Les présidents de droite s'étant retrouvés entre eux pour célébrer «les vingt ans des régions», M. Henri Rousnet, préfet de la Picardie, et seul représentant de l'Etat présent au col-ioque, les e rappolés: à la modéra-tion : « L'Etat a droit à votre consulération, comme bui-même doit traiter avec considération les régions. En France, il est démocratique, et donc légitime. Il faut se garder de la carricature et du manichéisme. 3 Une mise au point qui a trouvé un écho chez M. Jean-Pierre Raffarin, président (UDF-PR) du conseil régional de Poitnu-Charentes : « Nous ne derons pas combatire le gouvernement et l'Etat, a-t-il dis. Nous avons besoin d'un Etat fort pour bâtir un véritable partenarias avec lui.»

La tonalité générale des interventions scientifiques s été donnée par M. Pierre Sadran, directeur de l'Ins-titut d'études politiques de Bordeaux, qui a affirmé : « Les régions uni qui à attirme : «Les regions unt cunnu une enfance chétive, parfois turnidiuesse; elles furent miesox pour-nes dans l'adolescence grâce aux lois de 1982 et 1983; elles sont aujour-d'hui entrées dans l'âge adulte, mais il n'est pas sûr qu'elles aient atteint la maturité.» Ainsi a-t-il rappelé que «le mandat régional est celui auquel les grands leaders politiques sont le

moins attachés». Quant à M. Yves Meny, profes-seur à l'Institut d'études politiques de Paris, il a comparé les responsables régionaux découvrant leurs nouveaux poorons caux dirigents des pays de l'Est découvant le capitalisme». Car, pour lui, il faut accepter tout ce qu'implique le principe de «subsidiarité» dont ils se prévalent pour annacher de nouvelles compétences à l'Etat : la «solidorité», donc la «péréquation», et non pas me « régionali-sation sauvage». Sclois M. Meny, la mise en partique de la régionalisation «n'est pas seulement une affaire de et il est «utopique de crobre qu'un seul niveau d'administration (pouvait) décider seuls. Ce qui amplique que a nous soriemes condaminés au parte. nariat, ce qui est excellent pour la

Jugement partagé par M. Alain Lanceint, directeur de l'Institut d'études politiques de Panis, qui a présenté les «trois grands défis» que doivent relever les régions : celui de la «maturité», ce qui implique que «le droit soit mis en conformité avec le fait»: celui de la «solidarité», car il ne faut pas que la décentralis permette caux plus riches de devenir plus riches et commigne les plus pau pus recres et contingue les pus pui ves à devenir plus pauves»; celui de la «politisation démocratique», car il faut sortir du «consensus ambigu» qui préside à la gestion des régions, d'autant qu'il y s un double risque «de personnalisation, parfois excessive et de technocratisation».

Ces mises en garde n'empêchent pas de tirez un bilan largement posi-tif de la régionalisation, que souligna M. René Rémond. Celui-ci s'est féli-cité tout particulièrement de la « viccue tous parioculetement de la «vie-toire du pragmatisme»: «Nous avons pu comprendre, a-t-il dis, que nous n'arions pas à choisir entre l'Europe et l'Etat, entre la région et le départe-ment. M. Rémond a constaté aussi, ad'une certaine manière, la fin de l'opposition entre jacobirs et giran-disse.

THIERRY BRÉHIER

Député UDF-PR des Pyrénées-Orientales

# M. Farran est inculpé

M. Jacques Farran, député UDF-PR des Pyrénées-Orientales et président de la chambre de commerce et d'industrie, a été inculpé, vendradi 18 octobre, d'a ingérence set d'« abus de confiance » Lie Monde daté 6-7 et 13-14 octobre). La procédure angegés par la parquet avant l'ouverture de la session parlementaire avait empêché que M. Farran ne soit couvert par l'immunité.

L'article 26 de la Constitution du 4 octobre 1958 précise qu's aucun membre du Parlement ne peut, pendant la durée des sessions, être poursulvi ou arrêté en matière criminelle nu correctionselle qu'avec l'autorisation de l'assemblée dont il fait partie, sauf en cas de flagrant délit ». Uoe formule reprise dans le statut du parlementeire, qui indique dans son article 17 qu'en periode de session parlementaire, ordinaire ou extraordinaire. e aucune poursitie ne peut être engagée sans que l'autorisation en ait été préalablément demandée

à l'assemblée dont le parlementaire intéressé est membre», sanf en cas

de flagrant délit. Ces dispositions ont été précisées par la jurisprudence. En la matière, l'arrêt le plus souvent cité est un arrêt de la Cour de cassation rendu le 11 avril 1973. A prupos de M. Henri Modiano, alors député. La chambre d'accusation de la

cour d'appel de Paris svait donné raison en juge d'instruction. «Le demandeur a été inculpé pendant le cours d'une session parlementaire; estimait alors la cour d'appel de Paris, mais les poursuites dont il est l'objet ont été engagées contre lui pendant une période où l'Assemblée nationale n'était pas en session, l'acte initial de ces poursuites étant le rénulsitoire du 16 centembres le réquisitoire du 16 septembre 1972 et non pas son inculpation du 20 octobre 1972. Opinion partagée par la Cour de cassation, qui notait le 11 evril 1973 : « Le réquisitoire délivré par le parquet nom-mément, contre le demandeur, en un temps où l'Assemblée nationale a était pas en session (...), donnait au demandeur la qualité d'inculpé, blen que l'inculpation ne lui ait été notifice qu'en cours de session.

Situation tendue à la Réunion

### La polémique reprend à propos de Radio Free DOM

SAINT-DENIS

de notre correspondant la situation de Radio Free DOM fair de nouveau monter la temperature dans le Chaudron, ce quartier de la banlieue de Saint-Denis, alors que M. Louis Le Pensec, ministre des

nion le 21 novembre. teurs de la radio privée, les respon-sables de Free-DOM diffusent en continu des messages d'ana appellent à la paralysie de l'île, à l'abstention aux prochaines élections, de RFO et d'autres établis

classe politique de vouloir aujour-d'hui la mort de Têlé Free-DOM alors que les élus avaient soutenn la télévision purate, en février, avant les émeutes. Les animateurs - bénévoles brandissent pour leur part la menace d'une taisie des émetteurs menace d'une suisie des émetteux de Radin Free-DOM et accusent baillonner les Réinionnais.

Les commentaires les plus acides vont au maire PS de Saint-Denis, M. Gilbert Annette, coupable, selon M. Camille Sudre, président de Redio Free-DOM, de voolnir asphyxier financièrement la radio celles du début de cette année et celles de 1989, à l'époque où l'ancien maire de Saiot-Denis, M. Anguste Legros (député non ins-crit), et ses collaborateurs étaient tranés de «nazō» qu'il fallait chas-ser de la mairie. M. Sudre était alors aujourd'hui l'encombrant troisième adjoint. Il accuse notamment le maire de evouloir crèer une radio municipale avec des deniers publics alors qu'il n'a rien fait pour sauver Radio Free DOM ».

En Grande-Bretagne

### Vives critiques contre la mise aux enchères des télévisions d'ITV

Le renouvellement des licences des chaînes régionales du réseau des coulnes regionales du reseau privé britannique IIV (Independent Television), selon un système d'enchères à huis clos très controversé (le Monde du 18 octobre), a ravivé le débat politique sur la télévision et provoqué la réappscition sur scène de Ma Mangaret Thatcher, l'ancien premier ministre instigateur de la réforme en cours de la réforme en cours.

La nouvelle loi sur la télévision (Broadcasting Act), dont l'attribu-tion des franchises régionales consti-tue la première étape, est fortement critiquée par la presse, y compris conservatrice. Les «perdants» estiment que les critères de cohérence et de qualité retemis par la Com-mission de la télévision indépen-dante (ITC) étaient empreints de

«Cette affaire est politique, elle remunte à 1988», affirment des salariés de Thames Television, qui vient de perdre ss licence eprès vingt-trois ans d'exploitation. Il y s trois ens, dans un reportage, la chaîne svait démanti la version donnée par le gnuvernement de M= Thatcher de la mort à Gibraltar de trois militants de l'Armée républicame mandaise (IRA) abattus par des soldats d'élite britanni

Le goovernement avait tenté d'empécher la diffusion du repor-tage, finalement permise par l'auto-rité audiovisuelle de l'époque. La réforme gouvernementale présentée censuite remplaçait l'autorité en question et vouleit libéraliser la télévision. Mais elle avait aussi pour but de démanteler les syndicats. but de démanteler les syndicatsAinsi, an cours d'one grève des
Itchniciens dans une autre chaîne
(d'ITV, TV-ain, M= Thatcher evait
soutenu le patron de la chaîne qui
venait de licencier deux cent canquante grévistes. Ultime ironie de
cette bataille, TV-ain, qui a perda
sa licence au profit de Sunrise TV,
a reçu des excuses de M= Thatcher.
Dans una lettre su préside que Dans una lettre su président de TV-ant – qui emploie la fille de l'ancien premier ministre, – elle se dit « douloureusement consciente» d'être à l'origine de la loi qui a signé l'arrêt de mort de la chaîne

D Erretun. - C'est le vendredi 18 octobre qu'a para la vingt-neuvième aventure d'Astéria, la Rose. et le Glaire, et non le 28, comme une erreur nous l'a fait écrire dans A. C. nos éditions du 19 octobre.

200 22 -4 . . . 准其四 

les départeme

# Les départements sourient aux Japonais

Les aléas des relations franco-nippones n'empêchent pas les conseils généraux de multiplier les démarches pour attirer les investisseurs d'Extrême-Önent

mois de juillet sur la vie de « fourmis » des Jeponais nnt provoqué une cer-taine inquiétude dans les départements qui recherchent des investisseurs eudelà des mers. Bien que près de vingt mille emplois eient été créés ces dix dernières années en France par des entreprises nip-pones, M= Marie-Louise Bougenaux, direc-trice du bureau des investissements étrangers à la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR), regrette que près de dix ans après le voyage à Tokyo du président Mitterrand «les relations entre la France et le Japon suscitent un contexte émotionnel qui rappelle celui des relations avec les Etats-Unis dans les comises 60.

L'Alsace est la région où les investissements japonais ont créé le plus d'emplois : plus de deux mille ces dix dernières années. L'entreprise Sony a embauché plus de mille cinq cents personnes dans la région de Ribeauvillé. Ricoh, Sharp, Todenco, Yamaba... se sont installées, sur le Poute de l'entre de melicient plus de l'entre de tallées sur la Route du vin et emploient plu-sieurs centaines de salariés. Les départements du Hant-Rhin et du Bas-Rhin et le conseil régional ont neganisé la prospection en s'appuyant sur des associations comme l'Associa-tion pour le développement industriel de la région Alsace (ADIRA) et le Comité d'action

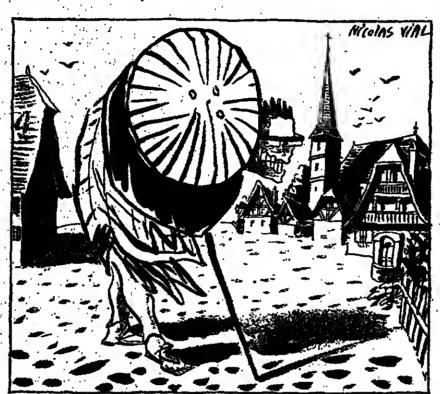
Un feuilleton télévisé, tourné dans la région a impose l'image de l'Alsace an Japon. Notre ciel bleu a été vu par près d'un téléspectateur japonais sur cinq. M. André Klein, directeur du CAHR, reconnaît que l'initiative de son l'Alsace au Japon que le travail d'information du bureau à Tokyo sur la situation géographi-que, le bilinguisme et la qualité de la main-d'œuvre.

#### Des régions à forte identité culturelle

L'école japonaise de Kientzheim, qui reçoit deux cents enfants dans des locaux prêtés par le conseil général du Hant-Rhin, constitue un autre atout que savent valoriser les Alsaciens et dont profite également la Lorraine voisine. L'Association pour l'expansion industrielle de la Lorraine (APEILOR) a pu obtenir l'implanta Lorranie (APELLOR) à pu obtenir i impun-tation de ouze sociétés japonaises importantes (Clarinn, Matsushita-Panasonic, JVC, Minolta...) en soulignant la proximité d'un vaste marché européen, l'existence d'un résem de communications et une tradition de sérieux dans les relations sociales. Le Comité d'aménagement et de promotion de Meurthe-et-Mo-selle (CAPEMM) s'appuie sur une charte de coopération avec le réseau des banques Indo-suez au Japon pour détecter des entreprises désireuses d'investir en Europa.

i TE

Comme l'APEILOR, qui associe un commissariat à l'industrialisation de la DATAR, les collectivités locales et près de deux cent



cinquante industriels, l'association Ouest-Atlantique, chargée de l'industrialisation des régions Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes, est une emanation de la DATAR. Ses actions de prospection unt permis l'implantation dans l'Ouest de dix-sept entreprises japonaises depuis 1983 et la création de trois mille six cents emplois. Le développement de la société Canon en Illo-et-Vilaine est exemplaire. Son usine de production emploie sept cents personnes à Liffré, et Cannn vient de décider d'installer son centre de recherche et de développement, pour l'Europe, à Rennes, où se trouve le Centre commun d'études de télédiffusion et de télécommunications.

M. Marc Michel chargé de mission pour la prospection en Asie, reconnaît cependant que si l'association Ouest-Atlantique a montré son efficacité dans les filières électroniques et mécaniques, il n'en est pas encore de même pour l'agroalimentaire, qui est une des activités importantes de la région! « Nous n'avons pas encore su trouver de complémentarité avec les Japonais.

Alsace, Lorraine, Bretagne, ont en commun d'avoir des identités culturelles fortes. M. Jao-ques Le Gall, conseiller des directions de Canon en Ille-et-Vilaine, après evnir été

chargé du développement économique ou conseil régional de Bretagne, puis chargé de mission à la DATAR, rappelle que « les Japonais recherchent l'espace, les paysages, la qualité de la vie, ce qui exclut de leur proposer des sites en milieu urbain».

Lorsque l'Agence de développement du Doubs (ADED) invite une délégation d'industriels japonais à visiter le département, elle ne montre ni Besançon ni la campagne jurassienne, mais des entreprises nù leurs compatriotes out pris des participations. La société SM2E, par exemple, détenue à 73 % par des capitatox japonais depuis l'automne 1989. Un contrôle qui a permis à cette entreprise, qui fabrique des circuits imprimés, non scalement de faire face à une sous-capitalisation chronique mais de trouver aussi des débouchés commerciaux. Une visite qui permet aux industriels nippons de mesurer la «japonisation» de l'entreprise. En quelques mnis, les méthodes et l'organisation du travail out été bouleversées. Dans la moitié des ateliers, déjà réaménagés seinn le concept d'« usine blanche» en vigueur eu Japon, les ouvriers ont pris l'habitude de quitter leurs chaussures pour fouler un sol laqué. « Nous avons divisé par deux les temps de production, et nos

actionnaires prévoient déjà 500 millions de francs de chiffre d'affaires en 1994 avec un effectif de cinq cents personnes. Un objectif qui un nouveau site puisque l'unité actuelle emploie déjà deux cent cinquante personnes », explique M. Gérard Génestier, directeur géné-ral de SM2E.

#### Ne pas jouer les conquérants à l'américaine »

M. Claude Girard, vice-président de l'ADED, ne mentionne jamais au cours de cette visite sa qualité de vice-président du conseil général. « J'ai senti au cours de mes voyages au Japon une méfiance pour la politi-que. » L'ADED met en valeur la tradition industrielle de la région (microtechniques et technologies de précision) et la qualité de la main-d'œuvre. Au coura da traditionnel échange de cadeaux qui conclut la visite, M. Ichizu Abe, le responsable de la délégation japonaise, déclare: « Nous attachons une importance essentielle à la qualité des rapports omains avec nos amis français. »

Les relations personnelles de tel on tel élu sont quelquesois à l'origine de l'intérêt d'une collectivité locale pour le pays du Soleil-Le-vant, Ainsi M. René Ballayer, président du conseil général de la Mayenne, était début octobre à Tokyo pour remettre la croix de chevalier de l'ordre du Mérite au président d'une société qui distribue des produits fran-çais. M. Ballayer connaît depnia de nom-breuses années le vice-président de cette société. Très impressionné par son voyage, M. Ballayer suit avec intérêt la démarche du comité d'expansion de la Mayenne qui vient de confier à un cabinet de consultants une étude de faisabilité pour savoir si le départe ment peut accueillir des investisseurs nippons.

Tous les spécialistes de la prospection vers le Japon insistent sur les eneurs à ne pas com-mettre. « Ne pas faire de courbettes, ne pas que M. Le Gall. M. Gérard Muhlen, responsa-ble des investissements asiatiques pour l'APEILOR, souligne le soin à mettre dans la présentation des documents distribués au Japon : « Il faut les faire traduire en japonais, et ne pas oublier que les couleurs n'ant pas la même signification là-bas. »

Enfin, tous ces observateurs rappellent oux collectivités locales que le patience est indispensable dans toute négociation evec des res-ponsables japonais. M. Nicolas Regrini, chargé de mission au CAPEMM, décrit la fameuse théorie des 4-6 : «Une entreprise japonaise va réfléchir quatre ans avant de pren-dre une décision. Elle peut alors créer une petite unité qu'elle va tenter d'intègrer dans le paysage local pendant six ans. Ce n'est qu'au bout de dix ans qu'elle s'implantera définitive-

CHRISTOPHE DE CHENAY

# De nouvelles missions pour l'Association des maires de France

Dans les coulisses du congrès qui se réunit à Paris du 22 au 25 octobre il sera sans doute beaucoup question de réforme de structures

OICI deux ans qu'une commission de réforme, présidée par M. Marcel Lucotte (UDF-PR), vice-président de l'Association des maires de France (AMF), réfléchissait à une réforme des statuts de cette institution octogénaire. La tâche a'étant révélée pour le moins délicate, le bureau de l'AMF vient de décider, sur les conseils de cette commission, de faire appel à un cabinet d'andit.

L'Association des maires de France ne repond plus on imparfaitement aux attentes de ses 37 000 adhérents. Créée en 1907 pour « étudier (...) les questions qui intéressent l'administration des communes » et « créer des liens de solida-Bernard Krief Consultant. rite entre tous les maires de France », M. Michel Giraud, président (RPR) cette ancienne amicale a vu ses mis-

de l'AMF, devran en faire l'annonce sions changer avec la décentralisa-à l'occasion du 74 congrès de l'asso-ciation, qui débute mardi 22 octobre à Paris. conseils financiers, juridiques nu edministratifs: Or, la structure administrative de l'AMF, qui dispose de cinquante salariés et d'un budget de 40 millions de francs, ne la dispose guère, actuellement, à jouer le rôle d'un prestataire de services nu d'une permanence télépho-

### Les poumons de l'AMF.

Les élus attendent aussi de l'AMF qu'elle défende leurs intérêts et devienne une véritable force de pro-position « Pnur l'Instant, nous sommes à la remorque des pouvoirs publics, comme l'a montre l'affaire du protocole d'accord sur les régimes indemnitaires », constate M. René Régnault (PS), membre de la comsion de réforme et vice-président de l'Association. « Notre capacité de réaction est insuffisante, nous ne faisons pas assez de prospective», adreet M. Gilbert Calamarte, directeor de l'AMF, qui aimerait voir se développer un service d'experts.

Le cabinet d'oudit devra aussi se prononcer sur le rôle des associations départementales, qui not une importance stratégique au sein de l'Association des maires de France. « Nous sommes les courroles de transmission entre la base et Paris », assure le président de l'Union des maires de l'Oise, M. Alain Vasselle (RPR). De plus, c'est nous qui récitpérons les cotisations. Nous méritons le bureau de l'AMF, et qu'il y ait mieux qu'un simple statut de mem- une volonté affirmée d'alternance

bres consultatifs auprès des instances dirigeantes. Nous voulons 30 % des voix délibératives au comité directeur et la moitié des sièges du bureau.»

mons de l'AMF», se montre favorable à leur proposition, dont ne veu-lent pourtant pas les élus de gauche. «Les associations départementales ne sont pas pluralistes. Elles reflètent la composition politique des départe-ments », constate M. Regnault, qui assure avoir rencontré des difficultés pour constituer ceile des Côtes-d'Armor. Pour M. Vasselle, il est temps, tontefnis, que les choses changent. «Les associations départementales ne peuvent s'exprimer que dans les commissions. Or, leurs avis sont sys-tematiquement édulcorés lorsqu'ils sone ensuite soumis au comité directeur et au bureau, qui sont composés de façon paritaire.»

Les consultants du cabinet Bernard Krief ne devront pas se prononcer sur la question éminemment politique du mode de représentation munes au sein de l'AMF. La commission de réforme souhaite conserver le principe eun maire, une voix», parce que, « les communes, ce sont des hommes et de l'espace». Après avoir, en vain, tenté de changer ce système qui aboutit à une surreprésentation des élus ruraux et de la droite, la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESER) demande enjourd'hui que le président ne soit plus élu par l'ensemble des adhérents, mais par

politique. La FNESER a renoucé à proposer une confédération de collèges (grandes villes, villes moyennes, petites villes, banlieues, M. Michel Giraud, qui considère communes rurales), qui, panachant représentation démngraphique et politique, lui serait plus favorable. Il ces associations comme «les pouest vrai que les associations concernées ont aujourd'hui leur vie propre et qu'elle souhaitent rester indépendantes pour mieux défendre leurs intérêts sans que leurs adhérents veuillent pour autant quitter l'AMF.

RAFAËLE RIVAIS

### Enfin un statut pour les élus !

E NFIN. Voilà le seul comdécision du gouvernement de anumettre au Parlament un projet de statut de l'élu local. Enfin, perce qu'il est grend temps que la France, et surtnut lea Français reconnais-sent que la satisfaction de es dévouer pour la collectivité na peut suffire à compenser les complications profession-nellee et familiales créées, névitablement, par le temps consacré à la gestinn de la cité. Tout travail mérite salaire. Et celui de maire, da président de conseil régional, de président de conseil général est au moine aussi, ei ce n'est plus, prenent que beaucoup d'autres.

Enfin, perce qu'il n'est guère compréhensible qu'il faille dix ena pour qu'abourisse une réforme que chacun juge indispensabla, et sur les modelités da lequelle, de surcroît, se dégege, aasez facilement, un consensus. On ne peut danc que féliciter M. Philippe Marchand, minis-tre de l'intérieur, et M. Jean-Pierre Sueur, le secrétaire d'Etet eux cullectivitée loceles, d'avair canvaincu M- Edith Cresson de mettre l'autorité du gouvernement dans cette bataille, d'evoir einsi réussi là nù evalent échoué Gaston Defferre avec M. Pierre Mauroy, M. Pierre Jaxe avec M. Laurent Fabius et avec M. Michel Rocard.

Lee puristes regretteront que l'actuel prajet aille moins loin, et tout particulièrement en metière de retreite des maires de petites communes, que ce qu'avait proposé, en son temps, M. Mercel Debarge, le séneteur sociaréforme. Mais parfois le mieux est l'ennemi du bien, l'Etat mette lui eussi la main au portefeuille au lieu de laisser la totalité da le charge financière aux enllectivités locales. Il ast vrai auzzi qua certaines indemnités sont calculées bien chichement. Il est einsi surprenant qu'un maire de grenda villa, qu'un président d'assemblée départementale ou régionale reçoivent un salaira inférieur à calui d'un député. Pour l'un comme pour l'autre, il a'egit, nu il devrait a'agir, d'un travail à temps plein. Et dans un pays aux pouvoirs éciatés, ce que la décentralisation a heu-reusement fait da la France, locale est une responsabilité aussi lourde que la fabrication de le loi, que le contrôle de l'activité du gouvernement.

Mais enfin, il ne faut pas faire la fina boucha. Avec cette réforma, eprèe l'adaptinn d'une législatinn aur le financement des partis et des campagnes élactorales, los Français vont pouvoir mieux appréhender les délicats rapports de l'argent et de la politique, la Franca deviant une démocratia eivilisée, e ast-àdire une vraie démocratie.

THIERRY BRÉHIER

"A l'écoute de ses jeunes, Monsieur le Maire entendait déjà le groupe de Jazz dans la future salle de spectacle...



Préfecture :

Allier

Cantal

Haute-Loire

Puy-de-Dôme

(préfecture :

29 988 km²

Population:

Principales

Montluçon

Vichy

Moulins

Clermont-Ferrand

Départements :

(préfecture : Moulins)

(préfecture : Aurillac)

(préfecture : Le Puy)

Clemont-Ferrand) Superficie :

1321214 habitants

agglomérations :

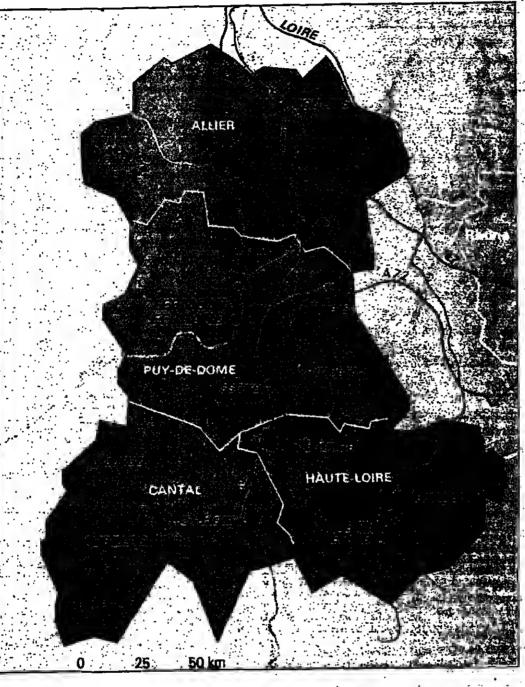
Clermont-Ferrand (254 000 habitants)

(63 000 habitants)

(62 000 habitants)

(42 000 habitants)

# AUVERGNE: les vertus le l'auto



La beauté des parcs naturels des Volcans n'y changero rien, les Auvergnats sont moroses. Malgré la belle autoroute qui les met à un jet de pierre de Paris, les mauvaises nauvelles continuent à s'égrener : déclin démographique, restructurations ... industrielles, négligences de l'Etat. De guerre lasse, M. Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, a même démissionné de ses fonctions. Il y a décidément en Auvergne, comme l'écrivoit Alexandre Vialatte. c plus de côtes que de descentes ».

L'Auvergne peut d'autant mieux s flatter de cette position central outers à la liaison existante avec nt-Etienne et Lyon.

### Une agriculture à deux vitesses

majeure partie des régions françaises, les Anvergnais de découvrent donc sondain désenclavés. Le retard vaut, hélas, pour les bonnes comme pour les pressures de la comme pour les mauvaises nouvelles. L'ouverture autoroutière coincide en effet avec autoroutière coincide en effet avec un sévère passage à vide qui fait ressortir les déséquilibres de la région. L'Auvergne, c'est avant tont Clermont-Ferrand, qui pèse bien plus sur la région que Paris sur la France. Et Clermont-Ferrand, c'est évidenment Michelin, Michelin qui, avec plus de vingt mille «Bibs», représente encore près de 20 % des effectifs de l'industrie régionale. Michelin qui a perdu en dix ans près de dix mille salariés. Michelin, enfin, qui a annoncé an printemps un cinquième plan social accompagné d'une nouplan social accompagné d'une nou-velle réduction d'effectifs au-dessous de la barre symbolique de vingt mille

L'Auvergne, qui s'est longtemps félicitée de compter un uombre de grands groupes industriels supérieur à la moyenne nationale, pâtit main-tenant, avec retard, du mouvement tenant, avec retard, du mouvement de reconcentration qui a accompagné la crise économique. Les restructurations successives de Michelin surviennent après celles qui ont touché les bassins mono-industriels de Montluçon, également spécialisé dans le pneumatique, et d'Issoire, touché par la crise de l'équipement automobile. Comme le pourcentage de personnes employées dans l'industrie est aupérieur à la moyenne nationale, l'Anvergne a perdu en tout, de 1982 à 1989, trente-trois mille postes, et occupe, en chiffres absolus, postes, et occupe, en chiffres absolus, la quatrième place du triste palmarés national des pertes d'emplois.

Ajoutez à ce décim rythmé par les plans Michelin l'inquiétante simation agricole. L'agriculture à deux vitesses

# Une juxtaposition de bastions départementaux

En panne de leader, les socialistes ont assisté au retour de Valéry Giscard d'Estaing sur ses terres Si Michel Charasse acceptait le duel en Puy-de-Dôme, la situation pourrait peut-être changer

ES élections régionales, mais vous pensez que les gens s'y intéres-sent, oux élections régionales, vous pen-les connaissent leurs conseilregionales, vois pen-sez qu'ils les connaissent leurs conseil-lers régionaux? » Venu en conp de vent à Clermont-Ferrand pour une inauguration en banlieue et une inauguration en banlieue et une remise de décorations dans les salons de la préfecture, Michel Charasse bousonne. Qu'on s'étonne auprès de lui de cette soudaine assiduité régionale, et le ministre du budget pousse alors des cris d'orfiraie avant d'en appeler an préfet de région qui slalome entre les invités. « Mais moi, je suis là tout le temps! N'est-ce pas monsieur le Préfet que je suis toujours là!». Le préfet n'en disconvient pas et opine gravement du chef. Les élections, de toute façon, sont encore loin, et l'Auvergne politique, qm se limite encore à une juxtaposition de bastions départementaux, se laisse

encore désirer.

« Vous savez, je suis avant tout cévenol », assure le président centriste du
conseil général, Jacques Barrot. « Le
Bourbonnais, ça n'est pas tout à fait
l'Auvergne », renchérit Jean Cluzel,
son homologue de l'Allier. Pour la
gauche, qui a perdu en 1986 la présidence de la région, le contexte u'est
pas très favorable. M. Givand d'Estaing, «tient » l'Auvergne par la périphérie. Au sud, dans les deux
« petits » départements du Cantal et
de la Haute-Loire, tout est simple de la Hante-Loire, tout est simple puisque la droite l'emporte invariapuisque la droite l'emporte invalia-blement depuis qu'on y vote. Maires, conseillers généraux, conseillers régio-naux, députés, sénateurs, rien, ou presque, n'échappe à sa tranquille boulimie. Aux dernières élections régionales, alors que dans l'Allier et le Pny-de-Dôme la droine et la gauche se neutralisaient, ce sont ces deux départements qui ont fait la différence.

Dans le Cantal post-pompidolien, un socialiste, René Souchon, secré-taire d'Etat, puis ministre délégaé de l'agriculture, de 1983 à 1986, a pour-tant effectué une percée spectaculaire

en ravissant la mairie d'Aurillac, en 1977. Ce succès a fait du Parti socia-liste, réduit alors à une poignée de onze adhérents, une véritable force politique au niveau de l'aggloméra-tion. Mais M. Souchon n'est jamais parvenu pour autant à élargir son infinence au-delà de la capitale régio-nale. Il enregistre, un rien écturé, les déboires électoraux en constatant qu'a il pourrait difficilement en être

En Haute-Loire, aussi UDF que le Cantal est RPR, les socialistes doivent également se comenter de la portion congrue. En dépit des bons résultats obteuns lors des dernières élections municipales, ils se cantonnent dans leurs villes et dans d'anciennes « poches parpallotes». Pour le président centriste du conseil général, Jacques Barrot, maire d'Yssingeaux, les motifs d'agacement ne viennent d'ailleurs pas de l'hôtel du département sur lequel veille, du haut de son piton rocheur, la Vierge du Puy-en-Velay. Qu'un candidat du Pront national réussisse dans ce département rural, à la faveur d'une élection cantonale partielle, à capter plus de 20 % des saffrages, voilà en revanche qui fait s'interroger!

### Le « système » Cluzel

Il y a aussi et surtout les écolo-gistes, gonfiés à bloc après leur bataille victorieuse contre le projet de banags de Serre-de-la-Fare en laveur doquel le président du conseil général s'était totalement engagé. Pour autant, M. Barrot est convaincu que les Vers de la Fourt autour les tous de les Verts et le Front national ne trou-bieront qu'à la marge ce quest-mono-pole. Il ne leur accorde guère qu'un siège on deux et souligne que les éco-logistes chasseront nécessamement sur les terres socialistes.

Les quatre députés y sont à gauche (deux communistes et deux socialistes), alors que les deux sénateurs, enx, sont à droite. Cette vieille terre républicaine, réfractaire, en 1852, au coup d'Etat de Napoléon III, et qui connut trente aus plus tard, en 1882, à Commentry, la première municipalité socialiste du monde, demeure un des derniers bastions du communisme agraire. André Lajoinie devrait d'ailleurs emmener la liste communiste pour l'élection régionale. Pour tant, après un long règne «rouge», le conseil général est désormais détenu par Jean Cluzel, sénateur centriste, policé et orictueux, qui le mêne « à l'ancienne», parcourant sans relâche son département, visitant ses chientèles année après année, canton par canton.

Le «système» Clezel, que résume l'Union républicaine pour le Bourbonnais (URB), au nom de laquelle il adoube ses conseillers généraux, jone des divisions ancestrales entre des communistes encore puissants et des socialistes en perte de vitesse qui, de plus, n'ont pes de leader incontesté. Il u'est cependant pes infaillible puisqu'il n'a pes empéché l'implantation à Vichy, contre son gré, de Claude Malhuret, ancien secrétaire d'Etat aux droits de l'homme du gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac, proche de François Léotard, qui l'a emporté aux municipales de maire sortant, Jacques Lacarin, et d'un fils de M. Chazel. Le «système» Cluzel, que résume

Le président du conseil générai n'entretient pas, par ailleurs, les mail-leures relations avec Giscard d'Es-taing qu'horripilent les termes de l'équation personnelle du « patron» de l'Allier, lequel s'accompand à Sa manière des diseases personne pour manière des clivages nationaux pour faire passer ses budgets, « Mais je m'entends très bien avec M. Giscord d'Estaing: pour preuve, naus nous rancontrons régulièrement, sous les trois ou quatre ans», itonise M. Cluzel.

Tout an nord de la région, dans An curur de l'Anvergne, dans le l'Allier, la boussule politique s'affole. Puy-de-Dôrse, c'est la gauche, et sin-

gulièrement le Parti socialiste, qui monopolise depuis longtemps le jen politique et occupe les maines importantes ainsi que le conseil général. Valéry Giscard d'Estaing ne s'est risqué, en vain, qu'une seule fois à Clemmont-Ferrand, en 1959. La mairie était alors solidement détenue par Gabriel Montpied, socialiste bon teint, qui s'y était iustallé benoîtement à la Libération. En 1973, le maire s'effaçait an profit d'un auvergnat d'adoption, Rogar Quilliet, futur ministre du logement, qui depnis s'est toujours fait réclire confortablement. « Tout dépend de ce qu'on veut faire de ces élections: soit on banalise et an trouvera bien quelqu'un; soit on en fait une confrontation majeure, et Cha-rasse y va », estime Catherine Guy-Quint, maire socialiste de Cournon. Quint, maire socialiste de Coumon.

M. Charasse, qui lorgue depuis longtemps vers le conseil général, ne veut pes, pour l'instant, en entendre parler, et énumère ses conditions. « Il faudrait maiment que mes amis soient dans la mouise », « Il faudrait qu'on puisse pas faire autrement », « il faudrait que j'air curte blanche », « il faudrait que les gens qui me pressent d'y aller et qui ne sont pas de mon camp me soutiennent réellement ». Il faudrait, il faudrait... Un duel avec M. Giscard d'Estaing, setait pourtant

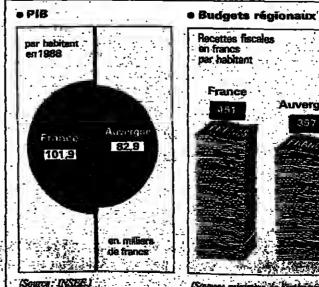
### «La guerre des Maurice >

Grands begarreurs, les socialistes du Puy-de-Dôme, qui u'ont pas attendu que l'on myente le congrès de attendu que l'on invente le congrès de Rennes pour se lancer dans d'interminables combats des chefs, ae sont pourtant pas au mieux. Déjà, en 1936, M. Quilliot, à la requête pressante de l'Elysée, avait du arbitrer «la guerre des Maurice» entre le maire de Thiers, Maurice Adevah-Pouf, et le président du conseil régional sortant, Maurice Pourchon. Les deraières élections municipales ont mis en évidence un effitiement des positions socialistes sur les marches de l'agglomération ciermontoise. Ils ont l'agglomération clermontoise. Ils ont ginsi perdu les villes d'Issoire et de Riom et n'ont conservé Thiers que d'extrême justesse.

Les socialistes sont aujourd'hui en panne de leader. La démission surprise de M. Quilliot, lundi 14 octobre, a encore ajonté à la confusion et révélé un vide politique au cœur mème du système auvergnat, dans cette forteresse que constitue la capitaie régionale. Ils comptent pourtant parmi eux un anistre délégué aubudget, né à Chamaiteres, solidement implanté à Puy-Guillaume, et sensible de surcroit aux demandes élyséennes.

TENDANCES . PIB ел 1988

M. Giscard d'Estaing, serait pourtan tellement pittoresque.



Recettes fiscales per habitant

35 · · 124 E.3 CAS'L : APPL

F :... 

# les ven de l'autoroute

est depuis longtemps une réalité en Auvergne. Qu'y a-t-il en effet de commun entre les céréaliers qui occupent le Vai d'Allier, sur lesquels s'appuie la recherche agronomique de pointe du groupe Limagrain, et les élevems des zones de semi-montagne ou du bocage bourbonnais, qui se manifestent de plus en plus violemment de Mnulins à Aurillac? ell faut arrêter le discours qui limite l'agriculture à la production de biens alimentaires et tenir un discours de vérité», tempête M. René Souchon, ancien ministre un aiscours de verite», tempête M. René Souchon, ancien ministre délégné à l'agriculture de 1983 à 1986. « La Lozère, qui est dans la même situation que nous, est le département qui a profité le plus de la solidarité nationale et commu-nautaire en 1990, et son agriculture ne s'en porte pas mieux pour autant, Il faut mettre l'argent sur des projets sérieux. En matière de tourisme, par exemple, nù tout reste à inven-ter.»

Ajontez encore à la grissille l'effondrement démographique. L'Auvergne fuit de toute part depuis son
maximum, un million cinq cent
cinquante-sept mille habitants,
enregistré en... 1886. Entre 1982 et
1990, elle a encore perdu nnze
mille cinq cents habitants. Une
chute qui s'explique par le double

élève» de la région, avec un taux de chômage de 11,5 % de la population active, la Haute-Loire (7,9 %) apparaît actuellement comme particulièrement dynamique. Les bassins d'Yssingeaux et de Brioude, dépositaires d'une vieille tradition industrielle, se distinguent par un nombre record d'usines-relais. Thiers, dans le Puy-de-Dôme, possède également une tradition industrielle. Ces bassins d'emploi ont été préservés de l'effet d'attraction des grands groupes, qui ont sonvent hâté le déclin des petites industries locales.

### Des entrepnses fileuses

Selon M. Daniel Gaillard, directeur de la chambre de commerce et d'industrie de Brioude, le salut de d'indistrie de Briodie, le saint de la région ne passera pas par un développement externe. « Nous sommes plus pauvres que les autres. On peut toujours essayer de mettre la région à égalité avec les autres, mais on a souvent affaire, à des abservers de conserve de des

On voit mal comment pourrait exploser le développement interne, notoirement insuffisant, e Le tissu

bre de commerce d'Issoire, des patrons prenaient la parole pour dénoncer les dangers que représente-rait pour nos entreprises encore e protégées » la construction de l'au-toroute l » Exaspéré par les pesan-teurs locales, M. Auliac a même créé une structure alternative, Issoire Lembron initiatives, qui s'appuie sur les municipalités pour soutenir les « norteurs de projet ». ntenir les « porteurs de projet ».

« Les gouvernements socialistes n'ont jamais rien jait pour l'Auvergne », tranche, péremptoire, M. Giscard d'Estaing, « Il n'y a pas de débat régional, le budget n'affiche aucune priorité », réplique M. Pourchon, Tout oppose l'ancien et l'actuel président de l'exécutif régional. M. Pourchon, faronche régionaliste, « visionnaire mystique », selon ses adversaires, a été régionaliste, «visionnaire mystique», selon ses adversaires, a été sacrifié en 1986 au nom de la rigueur budgétaire. M. Giscard d'Estaing, auvergnat mâtiné d'inspecteur des finances, avait alors axé sa campagne sur ce thème et stoppe le projet, jugé dispendieux, de construction d'un hôtel de réginn. Une œuvre architecturale de haute volée, conçue par M. Paurchon comme un point d'ancrage régional.

L'idée d'un bâtiment-phare a

comme un point d'ancrage régional.

L'idée d'un bâtiment-phare a pourtant été reprise par M. Giscard d'Estaing, qui l'a adaptée an domaine de compétence régionale en réalisant à la périphérie de Clermont-Ferrand, le lycée technique. La Fayette, dont chacun apprécie la force architecturale. A ce jour, la critique la plus forte adressée à l'actuel président de la région tient justement dans ce choir, s'une nortien. tuel président de la région tient jus-tement dans ce choix, « une position de principe maximaliste », selon un fonctionnaire d'État, de s'en tenir strictement aux compétences défi-nies par les lois de décentralisation. « Il faut commencer par bien faire ce qui dépend de vous », affirme M. Giscale d'Estaing.

e Sur le fond, c'est évidemment inattaquable, mais quand on voit ce que fant les Pays de Loire ou Rhône-Alpes en mattère d'enseigne-Rhône-Alpes en matière d'enseigne-ment supérieur par exemple, sa se dit qu'on n'est pas près de rattraper notre retard », juge notre fonctinn-naire. e Le problème n'est pas là, coupe le maire de Vichy, M. Claude Malhuret, le problème c'est qu'il n'y a pas de sous. Moins il y a d'acti-vité, moins il y a de rentrées d'ar-gent. Le budget de la région est d'un peu plus de l'milliard, c'est à peine celui de la ville de Clermoni-Fer-rand, c'est moins que celui du rand, c'est moins que celui du conseil général du Puy-de-Dôme, ce conseil général du Puy-de-Dôme, ce n'est pas avec ça que vous pourrez faire des miracles. » Raison de plus pour afficher des priorités, insiste M. Pourchon. e On ne sait pas avec qui travailler. On nous parle de regroupement avec la Lozère et la Creuse; je ne vois pas l'intérêt de ce patchwork de misère », souligno-t-il. « La DATAR n'a pas non pius de bilan florissant, elle réfléchit sur la base du Massif central. C'est invendable, ça fait fuir, le Massif central », ajonte M. Souchon.

«La région n'a pas de politique industrielle, et suriout elle n'a pas conscience du besoin d'en avoir une. Le conseil régional considère qu'il a fait son travail quand il a distribué les aides selan des critères qui m'échappent parfois. C'est du sau-poudrage idiot », se plaint notre fonctionnaire. « Le saupoudrage, on le fait également au conseil général du Puy-de-Dôme, concède M. Pourchon. On dépense tout notre fric en voirie alors qu'on a déjà plus de 60 % de la population dans les villes. »

Réagissant contre le marosité ambiante, le conseil e commandé, il y a peu, an cabinet Arthur Andersen une étude prospective sur la région, Cette étude a accouché d'un projet, Arvernia, qui sonlignait les évidences géographiques de l'Auvergne, à savoir l'existence d'un aze nord-sud, renforcé par le réseau routier. C'est de Brioude à Vichy, qui prand avec le soutien du groupe Perrier un nouveau départ dans le thermalisme haut de gamme, en passant par Clermont-Ferrand, que se concentre une bonne partie des énergies. e L'effet autoroute a été immédiat, toutes les entreprises qui se créent s'installent évidemment à proximité de l'axe Montpellier-Pa-

la plupart des agglomérations de la réginn. « Des études comme ça, un peut en faire audant qu'on en veut », ironise M. Auliac. « On est obligé de répartir l'effort sur l'ensemble du territoire. Personne ne se fera jamais élire sur un programme pareil, ni eux ni nous», explique M. Claude Liebermann, maire centriste de Riom.

Paradoxalement, le cinquième plan social de Micheliu semble avoir au moins un effet positif. Sous le coup de cet électrochoc, les responsables politiques auraient remisé leurs querelles habituelles pour tenter d'envisager l'avenir en pour tener d'envisage l'avenn en commun. e Il y a eu un déclic », assure M. Philippe Le Glas, responsable du déveluppement industrie à la direction régionale de l'industrie et de la recherche. « C'est très net à Clermont-Ferrand, qui a vécu depuis toujours dans le confort du destat de prementations qui conérati géant du pneumatique qui construi-sait à sa place les écoles, les hôpitaux, les magasins ou les stades. On ose maintenant parler de friches industrielles alors qu'il s'agissait auparavant d'un moi tabou.» La démission de M. Quilliot,

La demission de M. Quillot, quelles qu'en soient les suites, sera sans dante l'événement de l'anuée pour les Clermontois après l'auditinn, à hais-clos, de M. François Michelin, par l'ensembla du conseil municipal, an lendemain de l'anternational de l'anternati nonce du cinquième plan social. Les missions se sont multipliées, trahissant une volonté un peu déstrahissant une volonté un peu dés-ordonnée de réagir contre le décin. Celle initiée par la DATAR, que conduit le préfet Horel, celle menée par M. Pourchon à la demande de M. Quilliot, celle enfin du gronpe Michelin lui-même. « Par chance, le groupe se sent responsable », ajoute M. Le Glas. « Il faut comprendre, insiste M. Liebermann, pur produit Bibendam. Michelin en fait une question de principe et de margle » question de principe et de morale.»

ibendum. Michelin en fait une tour de France des régions (le Monde uestion de principe et de morale. »

Avant la démission spectaculaire (le Monde daté 13 et 14 octobre)

### COUP DE COEUR

### Moteurs!

N waak-end par an, à Cunhat, dens le Puy-de-Dôma, les mubylettes champêtres s'effacent devant les Harley-Davidann. Pas devant quelques unités isolées de la mota mythiqua, mais devant un essaim vrombissant, qui e'ebat pendant trois jours, à la fin du mois d'août, sur le village et qui sillonnant an mautas las petites routaa bieues des collines alentour.

Cala fait maintanant quatre sns que la petite municipelité du Livradois, une terre Ingrata coincéa antra Limagna et Forez, eccuaille la «fraa wheels », la ressemblamant daa ebikars > haxaganaux arganisé par la branche francaiaa des Hall's Angels. Ila étaient plua de trois mile il y e deux ans, aix mille l'an passé, et sept mille catte année...

Les rumeurs et la mauvaises réputation des motards n'y faront rien, ici, on adore. « ils annt venus ici parce qu'on na les tolérait plus dans le sud de le France, et parce qu'il y a, à Clarmant-Ferrand, un revendeur de pièces détachées pour leurs machines. », assura ta maire, M. Henri Rigal, II faut dire que le village a fait sea comptes. En trois jours, chaque motard laisse environ 1 500 francs à la commune et à ses commerçants.

Par eilleurs, les célébrations liées au cuite de la Harley attirent ban an mai an près de 30 000 visiteurs. De quoi s'accommoder de cette învasion bonesse de cuirs et de Jeans forcément tachéa de cambouis, et des concarts de rock'n'roll et de rythm'blues qui accompagnent les libations noctumes. Easy Ridar est

# Le conseil régional

Président : Valéry Giscard d'Estaing (UDF) 4 PC; 15 PS; 17 UDF; 9 RPR; 1 div. d.; 1 FN. Résultats des élections de 1986 per département

Ins., 267 377; abst., 21,39 %; suff. ex., 199 069.

PC: 22,49 %, 3 élus; PS: 24,68 %, 3 élus; MRG: 4,83 %; Un. opp.: 38,57 %, 6 5,03 %. 6ks; FN: 6,67 %, 1 elu; Alter PUY-D native : 2,73 %

### CANTAL (6 sièges)

Ins., 125 505; abst., 18,46 %; suff. ex., 98 464.

élua; Un. opp. : 54,63 %. 4 élus; FN : 3,57 %

déficit du solde naturel et du solde migratoire. En France, seuls le Limousin et la Lorraine font pis. Dans le Cantal, on se demande Dans le Cantal, on se demande même si le point de nun-retour n'est pas déjà atteint. « L'identité auvergnate, je la cherche dans les cimetières », grince M. Maurice Pourchon, qui présida le conseil régional de 1977 à 1986.

Le maire socialiste de Clermont-Ferrand, M. Roger Quilliot, en a d'ailleurs tiré les enseignements. Las de batailler inlassablement contre un Etat soupcompé de pésigence.

Las de batailler inlassablement con-tre un Etat soupcomé de négligence et des féodalités locales de l'agglo-mération hostiles, selon lui, à ses projets de regroupement intercom-munal, l'ancien ministre du loge-ment a décidé de rendre son tablies. Grand émoi dans la capitale auver-

Au terme de cette énumération, on en arriverait presque à croire Alexandre Vialatte, qui fut en son temps un émérite chroniqueur de la Montagne, et qui résumant les handicaps de la région par la formule selon laquelle « il y a en Auvergne plus de obtes que de descentes ».

Le zaux de chômage cache quel-ques disparités départementales. Comparée à l'Allier, le « manvais

# HAUTE-LOIRE (8 sièges)

Ins., 156 213; abst., 19,28; suff. ex., 120 908. PC: 5,45 %; PS:

élus; Un. opp. : 54,77 %, 6 élus; FN : 7,63 %; Div. d. : PUY-DE-DOME (20 sièges)

ins., 396 950; abst., 19,15 %; suff. ex., 308 158. LO: 1,32 %; PC: 7,65 %, 1 6lu; PS: 34,72 %, 8 6lua; MRG: 1,28 %; Un. app.: 45,82 %, 10 dlus; FN: 6,54 %, 1 élu ; Verts : 1,32 % ; dīv. d. : 1,22 %

de PME et de PMI est inférieur à la moyenne nationale. Les petites et moyennes entreprises sont de qua-lité, mais elles sont trop peu nomlité, mais elles sont trop peu non-breuses et trop petites », juge le pré-fet André Horel, chargé par la DATAR, au lendemain du qua-trième plan social de Michelin, d'une mission de développement de l'agglomération clemontoise. Trou-ver la clef d'un redémarrage indus-triel en Anvergne, e'est en somme ver la cier d'un recenariage intra-triel en Auvergne, e'est en somme résoudre la quadrature du cercle, nu, comme dans les Capains de Jules Romains, se donner rendez-vous au coin de la toute ronde mai-rie d'Ambert.

rie d'Ambert.

Mise à part l'autoroute, dont tout le monde se dispute la paternité, les collectivités et les pouvoirs publics se rejettent la responsabilité du déclin. Les chefs d'entreprise comptent les points et jugent plutôt séverement le bilan des chambres consulaires. « Il y a neuf chambres de commerce et d'industrie sur toute la région, vous penses si c'est simple, et à part celles, très actives, de Brioude et d'Issoire, on ne peu pas dire que les autres font des tincelles », assure M. Daniel Auliae, qui dirige une usine de confection de bottes de sécurité. « Quand je pense qu'à des réunions de la cham-

Des évidences géographiques

se créent s'installent évidenment à proximité de l'axe Montpellier-Paris», confirme M. Gaillard pour le bassin de Brionde. Le projet Arvernia conclusit à la nécessité de renforcer, les synegies de ce Vai d'Allier pour en faire un pôle de résistance face au déclin. « C'était une bonne base de discussion», estime M. Pourchon. Mais sous la pression des dus conbliés à par pression des élus «oubliés» par

# Vous recherchez...

du maire de Clermont-Ferrand, les

démarches associant MM Giscard d'Estaing, Quilliot et Pierre Bou-

chaudy, président du conseil géné-

ral, quoi qu'en disent les intéressés, u'étaient plus rares. On a pu le véri-

fier avec la candidature commune

au projet d'institut des sciences et

techniques du vivant. « C'est bon

signe, la région n'aura certainement

pas le projet, car avec plus de cinq

mille chercheurs et étudiants c'est

vraiment un gros dossier, mais an

pourra peut-être en avoir une ron-

delle, et surtout on a fait acte d'exis-

tence, ça pourra servir à l'avenir

pour un autre dossier», estime le

« Les ambitions de Montpellier,

l'Auvergne et Clermont-Ferrand.

peuvent tout à fait les avoir », ajoute

M. Alain Weber, tout jeune direc-

teur réginnal de la Caisse des

dépôts et consignations. e La région

a des atouts : une main-d'œuvre de

qualité, un coût salarial modèré et un environnement de qualité»,

assure le préfet Harel, « Il y a un

siècle, Clermont-Ferrand n'était pas

la première ville industrielle de la

région, et puis il y a eu Michelin, conclut M. Pourchon, soudain son-

genr; Qui sait, peut-être qu'aujour-

d'hui, place des Carmes, il y a à

nouveau un type dans un atelier qui bricole un truc qui aura le même

effet pour nous que la chambre à

La semaine prochaine

LA BOURGOGNE

L'Alsace a été la première étape de ce

**GILLES PARIS** 

préfet Horel.

un tissu industriel dynamique, un savoir-faire, un espace ouvert et préservé.

# Découvrez...

la Haute-Loire, votre partenaire, qui s'engage.



Comité d'Expansion Economique - LE PUY-EN-VELAY Tél.: 71 05 41 41 - Fax: 71 05 97 98 Antenne de LYON - Tél.: 72 34 32 00 - Fax : 72 36 04 13

### MAGEFOS PME AUVERGNE

NOTRE METIER: FACILITER LA FORMATION.

12, rue Gabriel Péri 63 000 Clermont-Fernand Tel : 73 35 12 02 Fax : 73 34 88 89



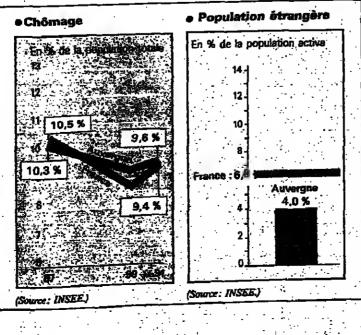
Une ville qui bouge, n'hésitez pes à voue y implantes

 à 78 km de St-Etienne N 88,
 130 km de Lyon et de Clermont-Ferrance una applomération de 60 000 habitants, pour une zone de chafandise de 140 000 habitants,
 Un tissu de PME avec des entreprises de niveau intern

rtementaux









Une région un magazine

L ES périodiques régionaux ont, en général, bien du mal à vivre, coincés qu'ils sont entre de puissants quotidiens locaux et des hebdomadaires netionaux très conquérants. dares nerionaux des conquerents.

Il faut donc saluer la récussite de 
Pyrènées magazine, créé en janvier 
1989 sous l'égide de la revue Midimedin et des éditions Milan, toutes deux de Toulouse, et dont les six numéros annuels - ouxquels il faut ajnuter deux « hars série » - sont vendus sujourd'hui à 60 000 exem-plaires, dont 20 000 par ebonne-

Réussite qui s'explique sans doute par la qualité de la maquette et des photographies, mais sussi, surtout, par le parti pris de sa rédoction, dirigée par M. Alain Zambeaux. Celui-ci veut, dit-il. a faire partaget [son] envie de comprendre le pays et ses hommes », qu'il s eu l'evantage de découvrir en même temps que ses lecteurs. Accent sera donc mis, « avec chaleur mais sans esprit partisan » sui le culture entendue au sens large : les sites, la flore et la faune de Pyrénées, l'histoire et la vie quoti-

Un an eprès Pyrénèes magazine la même équipe e lancé, suivant la même formule, à partir de Lyon, Alpes magazine avec un bon succes (52 000 exemplaires) mais moins éclatant et moins facile. On pouvait s'en douter : les Pyrénées, bien que cloisonnées en de multiples vallées réparties en plusieurs pays, présen-teot une unité, uoe personnalité beaucoup plus effirmée que les Alpes; elles suscitent, si l'on peot dire, une passion beaucoup plus affirmée et plus exclusive.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Alliance franco-belge pour créer une eurometropole

Six chambres de commerce et celles de Lille-Roubaix-Tourcoing d'Armentières-Hazebrouck côté français; d'Ypres, de Courtrai, de côté belge - viennent de signer un accord nour se constituer au sein d'Euro 6 en un a groupemen d'intérêts économiques européens ». L'objectif est de parler d'une même voix su niveau régional et surtout

Il s'egit de créer une eurométropole au cœur de l'Europe du Nord-Ouest. Celle-ci, d'un poids considérable ~ 2 millions d'babitents, 43 000 entreprises employant 634 000 travaillents - reste encore à construire. Il feut vaincre les obs-tacles liés à la frontière « artificielle» franco-belge, mais aussi à la frontière linguistique entre Fla-

Aprés le dossier de la voie rapide ceinturant cette future grande egglomération, le groupe Euro 6 eura à définir une position commune sur le rôle des grandes infra-structures, comme l'aéroport de Lille-Lesquin, la gare TGV de Lille (ce qui posera le problème des dessertes et éventuellement de la prolongation des lignes de métro en Belgique), de l'Eurotélé de Roubaix (le căble franchira-t-il la frontière?).

BASSE-NORMANDIE

Difficultés financières pour le stade Malherbe

UN audit financier da club de fontball de Caen vient d'apporter au sénateur maire, M. Jean-Marie Girault, ef eu conseil d'administration du stade Malherbe d'intéres sants et inquiétents éléments de réflexion. Si le club, jouant en première division pour la quatrième saison, affiche de bons résultats sportifs, sa situation financière se révèle très fragile. La clôture de l'exercice 1990-1991 se solde par sur un budget de 42 millions de francs. Le budget de le saisoo en cours entraînerait au 31 décembre 1991 une perte complémentaire de l'ordre de 7,5 millions de francs!

« Il nous faut trouver rapidement 25 millions de francs », commente le maire. De nuvelles entreprises la vnie du partenariat et un nope est lancé en direction des collectivi tes pour qu'elles s'engagent financièrement. L'épineuse question d'une subvention exceptionnelle doit être examinée par le conseil municipal du lundi 21 octobre.

Ce supplément e été réalisé avec in collaboration de Jacques-François Simon Jean-Jacques Lerosier (Caen) et Jean-Rene Lore (Lille).

# Un projet de statut pour les 550 000 élus

L'objectif est de faciliter l'accès de tous aux mandats communaux, départementaux et régionaux mais aussi d'assurer la transparence de leur nécessaire indemnisation

E gouvernement s'est donc, enfin, décidé à sauter le pas. Au cours du conseil 9 octobre, il a sdopté deux projets mandats locaux. Deux, parce que cette réforme oblige à modifier l'or-donnance du 13 décembre 1958 sur l'indemnité des membres du Parlement, et que cela ne peut se faire que par une loi organique, alors que le reste du projet relève d'une loi

Si la rédaction de ce texte impli-que qu'il soit définitivement epprouvé avant le fin de l'actuelle session parlementaire, fa charge de travail du Parlement à l'automne rend cela pratiquement impossible. D'antant que le gouvernement e décidé que la première chambre saisie serait l'Assemblée nationale, et que celle-ci est occupée par le budget jusqu'à la mi-novembre. Ce chaix d'aillears va très probablement compliquer la discussion de ces projets au Sénat qui, en tant que « grand conseil des communes de France», ne supporte pas que le débat parlementaire sur les textes concernant les collectivités locales ne s'ouvre pas devant lui, Pourtant depuis 1982 et le premier rapport de M. Morcel Debarge, sénateur socialiste, obseun est bien convaince de la nécessité d'un statut des élus locaux, et depuis le deuxième rapport du même Marcel Debarge, en 1990, les représentants des principales forces politiques sont d'accord sur les grands axes de la réforme que proposent aujour-d'bui M. Pollippe Marchaod, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales.

# pour le dévouement

Le plus spectaculaire dans ce projet est bien entendu la stricte reglevoit. Celle-ci existait déjà pour les maires, mais les conseillers géné-raux et réginnaux se les votaient sans contrainte, ce qui entrainait bien des abus. Il est proposé qu'elles soient dorénavent toutes calculées par référence à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique; c'est-à-dire qu'elles équivaudraient à un pourcentage du salaire d'un administrateur civil (en général un encien élève de l'ENA) ayant de dix à douze uns d'ancienneté, qui est, en octobre 1991, de 19 500 francs brut par mnis; ainsi elles évolueraient exactement comme les traite-ments des fonctionneires, ce qui était déjà le cas pour les maires. Les collectivités locales garderaient toutefois une marge de liberté puisque les indemnités fixées dans le projet ne sont que des plefonds; il leur serait dane possible d'accorder mains à leurs élus.

Autre ehangement sensible, ces indemnités seraient dorenavant fiscalisées, ce qui n'est pas le cas jus-qu'à maintenant, puisqu'elles sont considérées comme un simple remboursement de frais. Mais elles ne le seraient pas en totalité, puisqu'il est prévu qu'un décret en Conseil d'Etat fixerait la fraction de cette indemnité qui sera considérée cumme « représentative de frais d'emploi», et qui ne sera donc pas soumise à l'impôt. D'après l'entou-rage du ministre de l'intérieur, le gouvernement a l'intention de fimi-ter les effets de la fiscalisation pour communes, voire d'exonérer totalement d'impôts les élus des villages de moins de 1 000 habitants. C'est dire que les chiffres qui vont être donnés par la suite s'entendent « brut », et done que leur effet sur les revenus des élus dépendra de la tranche d'imposition dans laquell ils se trouvent, et de la partie de l'indemnité qui sera finalement considérée comme frais. C'est dire. ssi, que les comparaisons avec la situation antérieure ne sont pas

# aux cumuis

rigoureuses.

Une nouvelle règle, elle rigou-reuse, va mettre à mal les revenus des élos qui cumuleient les mandats, et surtnut les fonctions dans les différents syndicats, sociétés d'économie mixte et établissements publics dépendant de leur commune, il est proposé qu'eucun d'entre eux ac puisse percevoir, au titre de ces différentes fonctions, plus d'une fois et demie l'indemnité parlementaire de base, soit plus de 42 952,5 francs brut par mois. Curiousement, dans l'état actuel du projet cette règle ne s'applique pas aux parlementaires cux-mêmes, qui pourraient donc cumuler diverses indemnités d'élus locaux.

En revanche, la règle ancienne qui voolait qu'un député, ou un

sénateur, ne touche que la moitié de son indemnité de maire ou d'adjoint est étendue aux membres du Parlement européen et concerne les sommes reçues en tant que mem-bre, ou président, des conseils généraux ou régionaux; c'est l'objet du projet de loi organique. Les indemnités des maires et de

leurs adjoints continueront danc à

varier avec le nombre d'habitants

de la communa mais selon un barème de 10 strates et non plus de 16, comme c'est le cas eujourd'hui. Surtout, l'indemnité brute serait sensiblement revalorisée. Ainsi le maire d'une commune de moins de 500 habitants, qui touchait 1 506 francs par mois, recevrait 12 % de l'indice de référence, soit 2364 francs. Celui d'une ville de 5000 à 9000 habitants passerait de 6 542 à 8 472 francs (43 % de l'indice), alors que celui d'une cité de 50 000 à 80 000 toucherait 12 806 francs (65 % de l'indice) su lieu de 10 333 francs. An sommet de la grille se trouvent les maires de Paris (celui-ci recevrait en plus l'indemnité de président de conseil général), de Lyon et de Marseille, qui bénéficieraient de l'indice de

reférence plus 15 %, soit 22 657 francs. Les adjoints recevraient 40 % de l'indemnité de leurs maires. Et, nouveauté, les conseil-lers municipaux des villes de plus 100 000 habitants seraient a indemnisés, mais dans la limite de 50 % de ce que recevrait le maire d'une commune de moins de 500 habitants. Ceux de Paris, Lynn et Marseille auraient une indemnité équivalant à 30 % de celle de leur

#### Les conseillers généraux et régionaux remis au pas

Le principal changement concerne les conseillers généraux et régionaux, puisqu'il est proposé qu'ils soient dorénavant indemnisés scion le nombre d'habitants de leur collectivité. Ainsi le conseiller général d'un département de moins de 250 000 habitants recevrait 7 800 francs brut par mois (40 % de l'indice de référence), alors qu'actuellement, dans les 21 départements concernés, il reçoit entre 2.658 et 12.459 francs. net, selon la décision de l'assemblée départementale. De même celui d'un des 31 départements de

500 000 à t million d'habitants toucherait 11 700 francs (60 % de l'indice), alors qu'actuellement son indemnité varie de 3 100 à 15 293 francs. Dans les 7 départemnts les plus peuplés, l'indemnité serait de 13 650 francs (70 % de l'indice), mais les conseillers de Paris pourraient cumuler cette indemnité avec celle reçue au titre de conseiller municipal. Ainsi l'indemnité s'accroîtrait dans 78 départements, mais baisscrait dans 22.

Même principe pour les conseil-lers régionaux. Ceux des 10 régions de 1 à 2 millions d'habitants recevraient 9 750 francs (50 % de l'indice), alors qu'actnellement ils reçoivent entre 6043 et 11877 francs seloo les cas. De même ceux des 4 régions de plus de 3 millions d'habitants, qui touchent entre 6 945 et 22 673 francs, recevraient 13 650 francs (70 % de l'indice). C'est dire que, si l'indemnité augmentait dans 17 réginns, elle diminuerait dans 5. Mais les conseillers régionaux, comme les conseillers généraux, pourraient

Les présidents des assemblées

2 000 francs de moins après fis-

calisation. J'aimerals encore

mieux que l'on ne change rien. »

Pourtant, ce Beaumontois pure:

souche, militant associatif de

toujours, exclu du Parti socialiste.

contre le candidat officiel, n'a

aucune, envie de renoncer à

l'écharpe tricolore, au moment

où les ambitions qu'il noumissait.

cent à prendre forme: «Depuis

que notre équipe est au pouvoir, la ville a cessé de ronronner.

Nous evons fait verir une dizaine

d'entreprises, nous ayons

obtenu une brutelle d'automitte à

l'entrée de la zone ertisanale.

nous avons modernisé le centre-

ville. » Fabrice Millereau n'est pas

peu fier, entre sutres, d'avoir

en 1989 pour s'être maintenu

départementales et régionales recevraient une indemnité égale à l'indice de référence plus 30 %, c'est-àdire 25 350 francs, soit moins que l'indemnité parlementaire de base ureau ne pourraient recevoir due

#### Des salariés protégés.

iser correctement, c'est bien. Faut-il encore que les salariés cultés faites à ceux d'entre eux qui détiennent un mandat local. C'est l'objet de la première partie du pro-jet de loi. Ainsi leurs employeurs seraient contraints de les autoriser à s'absenter pour participer aux rén-nions de leurs assemblées. Ceux qui fonction pourraient être indemnisés de leur perte de salaire, dans la limite de vingt-quatre heures par an et d'une fois et demie la valeur horaire du SMIC.

De même certains d'entre eux bénéficieraient d'un crédit d'heures pour leur travail bors séances officielles. Il serait de l'équivalent, par mois, d'une semaine de travail pour les maîres des villes de plus de 10 000 habitants, les adjoints de celles de plus de 30 000, les présidents et vice-présidents de conseils généraux et régionaux d'une demisemaine pour les maires de com-munes de moins de 10 000 habitants, les adjoints de celles cotre 10 000 et 30 000 habitants, et les conseillers généraux et régionaux ; d'un cin-quième : de semaioe pour les adjoints des communes de moins de 10 000 habitants, les adjoints d'arrondissement de Paris, de Lyon et de Marseille, les conseillers municipanx de villes de plus de 100.000 habitants.

Dans ces deux cas, l'entreprise pourrait retenir le salaire corres-pondant, mais les droits socieux craient maintenus pendant ces absences, et cela no nouvrait être la cause ni d'un licenciement, m d'un déclassement professionnel, ni d'une sanction. Les maires des villes de plus 10 000 habitants, les adjoints de celles de plus de 30 000, les présidents de conseils généraux et régionaux, pourraient décider d'abandonner leurs activités professionnelles pour se consacrer totalement à leur mandat. Dans ce cas ils seraient affiliés au régime général de la Sécurité sociale, et bénéficie raient, comme les parlementaires. d'une possibilité de retrouver leur emploi à la fin de leur mandat.

### Une maigre retraite

Tous les dus auraient aussi droit à une formation permanente. Elle pourrait être, au maximum, de six lours pour le durée d'un mandat. Les frais de déplacement, de séjour, d'enseignement seraient pris en charge par la collectivité locale, qui pourrait anssi indemoiser la perte de revenu dans la limite de une fois et demie la valent horaire du SMIC. Mais les voyages d'étude, dont sont si friands les conseils généraux, ne pourraient être organi-sés au titre de cette formation; de plus ceux-ci devraient « avoir un lien direct avec l'intérêt » de la collectivité, et leur coût prévisionnel devrait être publié.

L'amelioration des retraites des élus locaux paraîtra bien modique à tous ceux qui espéraient que la col-lectivité saurait se montrer reconnaissante envers ceux qui oot consacré une partie de leur vie à se devouer pour elle. Mais le mis des finances s estimé que le coût pour les maires des petites comnunes serait trop élevé. Chacun continuerait donc à ne percevoir qu'une retraite calculée en fonction de ses cotisations passées, ce qui est bien peu, sauf pour les élus d'un conseil général ayant mis en place une causse particulière. Dans le projet il est prévu que tous les élus, et non plus simplement les maires comme actuellement, ponrraient cotiser à une cause de révoite comme actuellement. cotiser à une caisse de retraite complémentaire, FIRCANTEC. Ceux qui profiteraient de la possibilité d'arrêter toute activité professionnelle seraient affiliés au régime général de le Sécurité sociale. Les autres pourraient se constituer une retraite par rente (capitalisation), leur collectivité participant pour moitié à la constitution de celle ci. Le projet prévoit que cette réforme entrerait en application à l'occasion des élections cantonales de mars prochain. Mais cela impliquernit qu'il soit définitivement voté avant. Ce n'est certainement

pas le seul point qui risque d'être modifié, voire amélioré, au cours

des débats parlementaires.

# La double vie d'un cadre-maire

de notre envoyée spéciale

L faut una belle santé pour mener la doublé vie de Fabrice Millereau, salarié d'une entreprise egroelimentaire le moitié de le semaine et premier egistrat de Besumont-sur-Oiss (Val-d'Oisa) le reste du temps. Heureusement, ce père de famille d'une quarantaine d'années, porant moustache brune à la gauloise et sourcils en broussaille, set une force de la netura. Du haut de son mêtre quatre-vingtdix, solide comme le roc, il ne craint nullement les semaines de soixante-cinq houres.

Levé à cix heures et demie, il commence sa journée d'élu par una toumée en ville en comosgnie du chaf des services techniques. Inspection des berges de l'Oise, halte sur le chantier du gymnase intercommunel, visite de la zone artisensle, retour par mine la pose des pavés de la future rue piétonne, rassure les commerçants.

Ensuite, les rendez-vous s'enchaînent sans interruption. Dix heures : conseil d'administration à l'hônital. Dix-sept heures : entrevue avec le capitaine des pompiers: Dix-huit houres : ineuouration du nouveau supermarché. Dix-neuf heures : réunion de le commission des finances municipales. Jeudi soir : séance de travail avec les adjoints. Pas de repos le samedi et le dimanehe, car M. le mairé enterre, marie, baptise, civile ment. « Je psese plus de quarante heures en mairie, mais ce n'est pas suffisant, pour une ville de 9 000 habitants », estime

« Pourtant, la vie de famille

AGENDA

Développement local.

local (CRIDEL) organise les

- Le Centre de rencontres at

Il- Rencontres des acteurs du

d'initiatives pour la développement

développement local, lundi 28 et

devrait présenter les résultats d'un

villes de plus de 5 000 habitants.

mardi 29 octobre, à Angers. Il

recensement lancé auprès des

des conseilers généraux et

régionaux et des compagnies

consulaires. Ce recensement e

pour but de dessiner une carte des

lieux les plus actifs et de remettre

neuf prix du développement local.

personnel. - C'est un dossier

brûtant qui sera à l'ordre du jour de

le ioumée d'études du mercredi

30 octobre organisée à Paris par

la Fondation pour la gestion des

villes. L'instauration d'un régime

de primes ou d'intéressement

individuel doit en affat s'intégrar

au (16-1) 40-56-97-34.

□ L'intéressement du

qui aimerait bien le voir plus souvent. Elle se dispenserait aussi, parfois, d'aseister aux remises de médailles, eux concours de jerdine fleuris, eux bale de la police ou aux repas des enciens

que le maire se doit d'honorer. Le mandat d'élu local n'e décidément pas que de bons côtés. e J'ei dû sacrifier ma carrière l'ai fait une croix sur les eugmentations de salaire et les primes de fin d'ennée», explique Fabrice Millerseu, Il s'estime heureux d'avoir pu obtenir un poste à mi-temps à la Socopa, importants société spécialisés dans le marché de la viande, où fi, travaille depuis treize ens en qualité de statisticien. « On ne m'a jamais reproché de ne pas faire d'heures supolémentaires. Toutefois, je risque de ne pas récuje perds la mairie. »

#### Un Beammontois . pare souche

Son demi-salaire s'élève à 7 000 francs net mensuels, aux-quels s'ejoute une indemnité de maire de 8 000 francs. Il reverse 500 francs à l'association Beaumont 2 000 (divers gauche), qui lui n permis d'être élu, en prévision des prochaines échéances municipales. «Je gagne donc 14 500 france net per mois. Mais il comdandrait de déduire les frais liés à ma fonction : représentation, essence, auto-mobile. De plus, j'ai perdu le droit à une retraite complémen-taire depuis que je travaille à mitemps. Mon pouvoir d'echat e diminué depuis que je sule maire. » Febrice Milleresu ne cache pes sa déception devent le projet de statut de l'élu. «Si j'en

sauvé le Beaumont-Palace, un vieux cinéma des années 50. remis à l'honneur par Eddy Mitchell dans l'émission de télévision « La demière séance ». Bien que la moitié des scrifs travaillent à Peris ou dens iscommuna voisine de Persan, la maire se refuse à concidérer Bagumont comme une ccité-dortoire de la capitale. Il se piett à énumérer les avantages de ce qu'il considère comme une petite ville de province » : huit

banques, un hópital, une piscine, un lycée, un bureau de poste, une trésorerie principale, un cen tre d'examen du permis de conduire... Pour mieux défendre les coueurs de Beaumont-sur-Oise. Il a intention de se présenter aux

electione canton liste écologiste. S'il gagne, il prendra le risque de démissionner de son deuxième mi-temps. R. Rs

### BLOC-NOTES

dans une politique globale de gestion des ressources humaines dans les collectivités locales. Las intervenents feront le point sur les systèmes d'intéressement et sur les perspectives du nouveau régime indemnitaire tel qu'il est défini par la loi du 28 novembre. Fondation pour la gestion des villes, 69, rue La Bodtle, 75008 Paris, Tel.: 42-56-39-70

u informatique et collectivités locales. - Quelque 140 exposants doivent présenter, du mardi 22 au jeudi 24 octobre au CNIT Paris-la Défense, un large éventai de l'offre appliquée aux collectivités territoriales, lors des VIII Journées informatique et collectivités. Des conférences et des ateliers sont aussi au programme de ces journées, qui se termineront per la remise de puces de silicium sux mairies qui utilisant au mieux i informatique pour améliorer le travail de leurs

le service rendu à la population. > Journées informatique et collectivités locales, 17, sue d'Uzès, 75002 Paris: Tél.: 40-41-05-50.

### Publications -

□ Guide des innovations sociales. - L'Association..... nationale des directeurs d'action sociale et de santé des départements (ANDASS) vient de publier un Guide des innovations sociales des départements, plus spécialement destiné aux responsables locaux à la recherche d'une solution adeptée à teurs besoins. L'ouvrage se présente sous forme de fiches qui donnent. une description précise de l'action considérée comme innovante par le département concerné, des bénéficiaires et des modes de . financement, Le classement thématique facilite l'accès et permet d'appréhender la philosophie des approches

des départements, 343 pages, 100 F. Softeur : Direction de la vie sociale, 2-16, bd Soufflot, 92015

per départements.

Guida des impovations sociales Venterre Cedex.

es 550 000 é

# Une journée nationale de la prison

A l'occesion du bicentenaire du coda spectacle produit par M. Pierre Lascoumes, pénal et de la sanction carcérala, la FARA-PEJ (Fédération associations réflexion prison et justice) (1), présidée par le pasteur Jean Hoibian, a organisé une journée nationale

Dee débets étaient prévus à Velence,

l'univers carcéral. Il recouvre une

réalité mal définie qui varie, selon les interlocuteurs, de 30 % à 60 %, voire 70 %, « C'est un sujet sur

lequel nous croyons tout savoir, alors qu'en réalité rien n'est clair, remarque M. Pierre Tournier, chercheur au CESDIP (1). De qui parle-ton

au CESDIP (1). De qui parle-t-on lorsque l'on évoque le « taux de récidive»? Des sortants de prison, des 
condomnés, nu des personnes 
arrêlées, comme e'est le cas dans 
certoins pnys? De quelle récidive 
s'agit-il? Des nouvelles condamnations, avec sursis ou ferme, ou du 
retour en prison, même suivi d'un 
non-lieu? Et enfin, sur quelle période 
travaille-t-on? Ce fameux « taux » 
n'est sans doute pas le même trois.

n'est sans doute pas le même trois, cinq ou dix ans après la détention. » Les chiffres fiables, il est vrai,

sont races : le dernière enquête

netionele sur ce eujet dete de 1981 (2). Afin de faire à nouveau le

point sur ce «taucr de retour» invo-

qué souvent à tort et à travers, le CESDIP et la direction de l'admi-nistration pénitentiaire ont lancé en

1988 une étude précise sar le

« retour en prison » des détenns condamnés à une peine de trois ans

et plus (3). Plus d'un millier de dos-

siers ont ainsi été éphichés un à un

CESDIP, M. Pierre Tonrnier, et

l'autre de la direction de l'adminis-

tration bénitentiaire. Me Anoie

Keosey, Leurs cooclosioos sont claires: sur les 1 016 détenus libé-

rés eu 1982, 348 avaient été à nou-veau condamnés à une peine de prison ferme en 1986. Le taux de

retour (4) s'établit donc à 34,3 %.

An bout de quatre ans, un tiera des détenus avaient donc déjà regagué

Sans doute convient-il de rappeler,

comme nous l'evons fait à plusieurs

reprises dans ces colonnes, que la

très grande majorité de ces contami-

nations s'est produite à une époque

où l'on ne porvait pas technique-ment les prévenir, à une époque aussi où l'on connaissait encore mal la physiopathologie de cette nouvelle maladie virale. Pouveit-on pour

autant ignorer à ce poiot l'étendue

Il fallut attendre 1989, quatre ans après les dernières contaminations des mille deux cents malades hémo-philes et la mort déjà de plusieurs

dizames d'entre eut, pour qu'un sys-tème d'indemoisation - baplisé Fonds de solidarité - associant des

fonds publics et privés soit enfin créé. Or ce qui pouvait être perçu à

A la suite de nos informations

concernam les freins opposés en 1985 et 1986 par le gouverne-ment nu dépistage du sida (le Moode du 19 octobre), nous avons reçu le texte suivant que

M. François Mercereau, directeur du cabinet de M. Jean-Louis Bionce, ministre des affaires sociales et de l'intégration, nous demande de publier au titre du droit de réponse:

1) il est faux d'affirmer que

« pour des raisons économiques ci dans un souci protectionniste, le

gouvernement a freine en 1985 et 1986 le dépistage du virus du-

2) Ee effet, le test de dépistage

du sida, dès qu'il a été mis en place, était disponible dans les hôpitaux et dans les centres de

3) La question du rembourse-

ment no se possit que pour les laboratoires d'analyses privés qui

transfusion sanguine.

sida ».

Une lettre de M. François Mercereau

directeur du cabinet de M. Bianco

Sang et scandale

MÉDECINE

deux demographes, l'un dn

Récidive. Le mot fait florès dans univers carcéral. Il recouvre une éalité mai définie qui varie, selon es interlocuteurs, de 30 % à 60 %, coire 70 %, « C'est un sujet sur jamais été condamnés auparavant se

réinsèrent platôt bien : an bout de

quatre ans, 23 % «seulement» sont

de retour en prison. En revanche, les détenus dont le casier judiciaire est chargé ont du mal à rompre avec leur passé; quatre ans après leur sortie, 61 % ont retrouvé leur

cellule. La situation familiale joue elle aussi un rôle ; les déteons

mariés retournent beaucoup moins

eo prison que leurs compegnoos célibataires ou divorcés. L'écart est très net : 24 % contre près de 40 %

Contre la peine

incompressible

Mais l'une des découvertes les

plus intéressantes de cette étnde

coocerne l'impact des libérations

cooditionnelles. Sur ce sujet, le débat est souvent vif : les uns son-

haitent favoriser l'espoir en multi-pliant les possibilités de sortie, les autres tiennent à tout prix à ce que

la peine son effectuée en entier, quels que soit et déteou, sa conduite, et ses possibilités de réinsertion. Deux logiques, deux coovie-

tions surtout, qui invoquent parfois l'«efficacité».

ambiguité : les détenus qui bénéfi-cient d'une mesure de libération

conditionnelle se reinsèreot beau-

coup plus facilement que ceux qui sortent une fois leur peine achevée.

Les chiffres sont clairs : le taux de

retour varie do simple au double.

«Le retour de ceux qui ont accompli

l'énoque comme un moindre mal

apparait aujourd'hoi comme uoe veritable injure faite aux victimes, compte tenu du volume des sommes

octroyées - bien inférieures à celles

fixées par les tribunaux — mais aussi et surtout à cause de la promesse soustraire aux «bénéficiaires» de ne

La découverte des conditions dans lesquelles on a cherché, à partir de l'été 1985, à écouler des produits

sanguins contaminés ne pouvait des

Garvannol et de son Association des polytranslusés, ovaient très tôt refusé

se plaignaient « de l'exclusivité»

4) Le solution retenue ne

réservait pas le remboursement à la technique Pasteur, puisque la nomenclature des actes de biologie permettait la prise co charge des techniques d'immunofluores-

5) La décision qui oc portait,

il faut le répéter, que sur les modalités de remboursement

pour les seuls laboratoires privés a été prisc oprès concertation

entre tons les minisières concer-

· 5) Je m'élève contre toute

tournure de phrase laissant eotendre que j'étais en désaccord

Aucine des précisions apportées our M. François Mercerean ne contredit à notre sens les informations que nons

avous publiées. Nous maintenous par atilieurs toutes nos affirmations.

J.-Y. N. et F. N.

avec M= Duloix.

des hôpiteux.

pas engager d'action en justice.

L'étude traoche le débat sans

professeur et historien, à partir de la reconstitution des débats da 1791 sur le coda

reamune vinat-trois associations issues de vingt villes de France. L'un de ses piliers, l'ARAPEJ, créé en 1976 par quatra aumôniers de prison, protestants et catholiques, compte aujourd'hui trente-deux sala-

Elle tente de faciliter la réadaptation des sortants de prison, notamment à travers la création da centres d'hébergament at la mise en placa da services d'aide aux familles de détenus et eux sortants en diffi-

# La fin pitoyable d'une héritière dépouillée

Le procès de Canson devant la cour d'assises du Var

Le procès da Canson entrera, lundi 21 octobra, dans sa troisième semaine devant la cour d'assises du Var à Draguignan. De nombreux témoignages se révèlent accabiants pour l'eccusée, Mª Joëile

DRAGUIGNAN

de notre correspondant régional .

Suzanne de Canson est morte, le 16 septembre 1986, comme une réprouvée. Dépouillée de sa fortune, claquemurée dans la villa de Joëlle Pesnel, sa fausse protectrice, epràs dix moie de lente dérive vers le démence. Une fin que les témoignages entendus au cours de deux journées d'audience ont permie de auivte dene toutes ses étapes et d'en mesurer le caractère pitoyable.

Elle se dessine vers le fin de 1985. A cette date, le Gentilhomme sévillen, le tableau de Murillo, joyau de la collection de Canson, e été acheté au prix de 5 millions de francs par la Louvre. Au terme de longues manœuvres, Joëlle Pesnel était parvenue à se l'epproprier par le blais d'une pseudo-succeselon de sa grand-mère (le Monde du 17 octobre), L'argent va rentrer Joëlle Pesnel achète une villa à La Garde, dans le périphérie de Toulon, où elle emmériage avec ses deux demiers enfants, de neuf et douze ans, et M- de Canson. Au début de novembre, un incident survient. La vieille dame est sortie. Elle s'est égarée et sera remanée par la police à le villa qu'elle ne quittere plus qu'une seule foie : cinq mois plus tard, le 13 mars, alle sera en effet transportée chez un notaire toulonale devant laquel elle signera un testament faisant de Joëlle Pesnel sa légataire universelle.

Sa vie de recluse est connue, ensuite, par les déclarations des nombreuses employées de meieon, fectorums ou amies de Joëlla Pesnel qui en ont été les témoins. Avec des verientes, selon l'époque où ile ont fré-quenté la villa de Le Gerde, selon, aussi, leurs impressione -contradictoireo - et la mémoire qu'ils ont gardé des faits, ils racontent le même histoire. Celle d'une vieille dame qui passe une grende partia de son tamps volets toujours clos.

#### « Un squelette vivant »

Une pièce que tous décrivent e nue , avec un lit pour tout mobilier et d'où e'exhelent, comme le rapportent la plupart, « une odeur insoutenable d'ex-créments et d'urine ». Checun insiste sur la maigreur et l'état de faiblesse, de plus en plus impressionnants, de M- de Canson. Une c ombre » dont Denis de Kreuwer, un chauffeur de taxi genevois, venu à La Gerde, en avril 1986, « conservera tou-jours le souvenir ». Un c squelette vivent » qui rappelle à Sonie Cochet, embeuchée en eoût, « les Africains du Sahel ». aout, « les Amcains du Saner).

A ses employées successives,

M~ Pesnel tient le même discours : se tants – c'est ainsi
qu'elle désigne constemment

M~ de Canson ~ « est folle et
dangereuse » et il convient de

« de planter un couteau dans le dos de quelqu'un ». Après l'intermède de la signe-

ture surréaliste du testament, le tableau n'e fait que se noircir. Nicole Luseon, agée de cinquante-huit ens, qui a travaillé comme aide-solgnante pendant le mois de juillet 1986 l'a brossé dans un récit accablant pour la défense : c La première fois que j'ai vu la mémé, a-t-elle déclaré, elle était recroquevillée sur son lit dom le mateles avait été enlevé parce que M. Pesnel disait qu'elle ne cessait de le souiller. Elle evelt un chiffon pour se couvrir et elle était pleine d'exeréments, même dans la bouche, evec le coton de ses couches-culottes. Dans la chembre, il n'y evelt plus d'ampoule et elle était donc, jour et nuit, dans le noir. »

Le « mémé », laissée eens vêtements, n'aurait pas eu le loieir, si elle en avait eu la force, de faire une nouvelle c fugue » : le portail de la villa était, en per-manence, lul aussi, fermé à double tour. Me Lusson se souvient encore que Mª Pesnel « fui lavait la tête avec un mélange de Mir (un produit pour la vais-selle) et de javel » et qu'on lui evalt fait boire « un mélange de pestie et de whisky (bonne

dose, elle aime çà) ». Mar de Caneon, il eat vral, prenait parfois ses repas avec les autres occupants de la malson et « mangeait normelement a. Male souvent, elle devait se contentet de salades qu'on lui serveit « evec une cuiltère », c Quand Me Pesnel s'absentait deux ou trois jours, e expliqué Ma Cocher, personne ne s'occupait d'elle. » Et le soir, étaient parties, personne dens la maison n'éteit, epperemment, habilité à lui faire prendre son dinet. Le sachant, M~ Lusson lui « cachait de la nouriture derrière le sommler ». Cette femme: pleina d'humanité, a dénoncé, eens succèe, eux services sociaux de La Garde l'enfermement et les mauvais traitements infligés à M= da Canson.

Un seul témoin, Yvatte Grousset, une emia de M- Pesnel, e pris le contre-pied de toutes ces eccusetione. Si, selon elle, la chembre était fermée à elef, c'ételt pour protéger Mae de Canson contre les métaits d'une chienne caniche à laquelle c rien ne résistelt ». La défense de M- Pesnel, pour se part, plai-dere la démence progressive dans lequelle est tombée la vieille dame de soixonts-seize ans qui revait encore, trois moie evant se mort, de see chera tebleeux héritée d'un père qu'elle adorait. Il s'agissait, en l'occurrence, de la protéger, non pas des chieno de la villa, mais d'elle-même.

Dans leur rapport d'expertise sur lee causes « probables » de la dégradation de l'état de santé de M<sup>es</sup> de Canson, à partir de 1986, le professeur Serge Brion et le docteur Jecques Leyrie, neuro-psychiatres, ont donné, à ce sujet, leur avis : « La dégra-dation de l'état de M= de Can-son, ont-ils conclu, ne paraît pas être seulement naturelle par l'évolution d'une démence liée à son âge », mais « liée à un manque initiel de nourriture per carence de l'entourage. »

**GUY PORTE** 

« prison » samedi 19 octobre.

Tours, Bourges, Lille et Lyon. A Paris, la FARAPEJ a organisé un colloque sur «le code pénal de 1791 à 1991 » et sur «la société civile et l'exécution des peines» à l'Arche de la fratemité de la Défense.

pénal. « Il n'est pas pour demain, l'anniversaire de la suppression des prisons, note Ce colloque est eccompagné d'une expo- culture, du sport, des loisirs éducatifs, de la Ce colloque est eccompagné d'une expoculture, du sport, des loisirs éducatifs, de la
(1) RARAPEJ: 32, rue Otivier-Noyer, 75 014 Paris.
sition de photos de Valèrie Winckler et d'un formation professionnelle. » La FARAPEJ Tèl: (16) 75-61-77-13.

M. Jean Hoibian dans un éditorial du journal de la FARAPEJ consacré à cette journée. (...) Il faut donc eujourd'hul feire avec. Contribuer à gommer au maximum las effets destructeurs de la prison. Aider à l'aération de ces lieux d'enfermement par de la scolarité, de l'apprentissage, de la

La libération conditionnelle fait diminuer le taux de récidive

leur peine est nettement plus frè-quent, et ce quel que soit le nombre de leurs condamnations antérieures, l'infraction initiale, et leur âge, sou-ligne M. Pierre Tournier, Ce phéno-mène est sans doute lié à la fois aux critique de station de la la fois aux bien des détenus de prison. A l'épo-que, la droite s'était indignée. Beaucoup prévoyaient des taux de réci-dive importants parmi ces détenus « indûment » libérés. L'étude, pourtant, aboutit à une conclusioo inverse : malgré la muimene est sans doute lie à la jois aux critères de sélection des bénéficialres, un choix qui ne semble pas aléatoire, et à l'influence des mesures d'aide et de contrôle qui accompagnent lo libération conditionnelle. Ces détenus sont suivis, assistés et aidés lors de leur sortie de prison, et et troyoil, on le voit, porte ses tiplication des libérations conditionnelles, malgré les effets de la grâce et de l'amnistie de 1981, les déte-nus de 1982 ont été moins « récidi-

vistes» que leurs prédécesseurs de 1973 ; co neuf eos, le toux de retour subit une baisse relative de 12 %. Un recul que la composition des deux groupes de détenus ne suffit pas à expliquer, « Il faut être prudent, note toutefois M. Pierre Tournier, On ne peut pas affirmer que la bnisse du tnux de retour est lo conséquence directe des réductions de peine, des graces et de l'amnistie. Une chose, cependant, est sure : les réductions de peine, les graces et les amnisties, qui nynient été tont

gressivement une vie « normale», favorisent incontestablement la réindénoncées, n'ont pas provoque d'aug-mentation du retour en prison » Plus intéressante encore est le comparaison entre les détenus de 1973 et ceux de 1982. Les premiers (1) Centre de recherches sociologiques sur le droit et les Institutions penales CESOIP (CNRS), 4, rue de Mondovi, 75 001 Paris. (2) Cette étude porte sur un échantil-

ee trovoil, on le voit, porte ses Voilà un sérieux coup porté à

tous les partisans des peines incom-pressibles, qui insistent pour que les détenus accomplissent en totalité la penne prononcée. Les mesures de ilbération conditionnelle, qui tentent d'aider les détenns à retrouver prosertion.

sont sortis de prison oprès avoir accompli 78 % de leur peine; les seconds en ont effectué 68 %. Il y a à cela de nombreuses raisons : les détenus de 1982 ont benéficié à la fois de la loi de 1972 sur les réducceine et de celle de 1975 sur les réductions de peine exceptionnelles pour les détenus ayeot réussi leurs examens et nour ceux qui présentent des gages exception-nels de réadaptation sociale. Se sont ajoutées à cela les mesures généreuses adoptées par la gauche lors de l'arrivée de M. François Mitterrand à la présidence de la République: en 1981, la grâce et l'amnistie dites «Badinter» evaient fait sortir

l'argent offert, le scandale devoit

éclater. C'est le cas anjourd'inni. La « volonté de transparence » exprimée par deux ministres du gouvernement et le rapport demandé à M. Michel

lumière sur le sujet.

### (4) Le «toux de relour» défini par M. Pierre Tournier et Mme Annie Ken-sey est le suivant : il s'agit du taux de nouvelles affaires sanctionnées par une peine de prison ferme dans un délai de quatre ans après la libération du détenu. **EDUCATION** L'enseignement catholique réclame 5 milliards de francs

initialement condamnés à une peine

(3) « Le retour en prison, analyse dia-chronique. » Travaux et documents et nº 40, avril 1991. Annic Kensey, SCERI, Pierre Tournier, CESDIP.

ANNE CHEMIN

Lucas, patron de l'inspection géné-rele des affaires sociales (IGAS), Lundi 2t octobre, 2 200 établiso'auront pas suffi à faire toute la sements privés du second degré devraient edresser ou préfet de Empêtré dans les contradictions de nombreux acteurs de l'époque indemnitoire relative au retard exercent toujours des fooctions médicales ou politiques, - incapable, semble t-il, d'arbitrer quant à l'in-demnisation massive des hémophiles cumulé cotre 1983 et 1990 dans le versemcot du forfeit d'externat. Selon le secrétariat général de l'en-seignement catholique, le montant des arriérés atteint 5 milliards de francs. Destioé à fioaceer les et des polytransfusés contaminés (les estimotions se situent à plusieurs milliards de francs), le gouvernement dépeoses de fonctionnement, le doit anjourd'hui répondre au plus vite à de multiples et graves ques-tions d'ordre financier. forfait d'externat est calculé, pour l'enseignement public et privé, en fonction du nombre d'élèves inscrits. Les établissements catholiques d'enseignement secondaire lancent cette setion malgré les 60 millions de francs inscrits cette année ou collectif budgétaire. Le contentieux porte, en effet, sur le rattrapage des années précédentes. M. Lionel Jospin, ministre de

sanguns contamines ne pouvait des lors que précipiter les événements, même si cette pratique — difficilement admissible evec le recul — ne semble pas avoir été à l'origine de nouvelles contaminations. La justice étant saisie, l'Association française des hémophies rejoignant sur le tard ceux qui, autour de M. Jean Péron-Garvannof et de son Association des Les services du premier mioistre ont-ils pu, à partir de 1984, comme nous l'a révélé le professeur Jacques Roux (le Monde du 15 octobre), ancien directeur général de la santé, prélever de l'argent sur un chapitre officiellement affecté à la prévention générale, celle du sida en particulier? Si oui, à quelles fins? Comment out été utilisées, de 1982 à 1989, les importantes sommes bloquées sur un importantes sommes bloquées sur un mystérieux compte bancaire alimenté mysténeux compte bancant aumente par le manché international du sang, et dont l'existence est décrite dans un rapport de l'IGAS datent de 1985, que l'on evait tout fait pour garder secret? Les deux nouveaux rapports demandés à l'IGAS et à l'inspection générale des finances, apportementals de vérigables réponses apporteront-ils de véritables réponses à ces questions?

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

Livres anciens sur les

# PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an Librairie GUÉNÉGAUD 10 rue de l'Odéon 75006 Paris Tel: 43-26-07-91

### **SPORTS**

D FOOTBALL : championnat de France. - Auxerre a battu Nancy (3-1) et Sochaux s'est imposé devant Lyon (1-0), vendredi 18 octobre, en matches avancés de la quatorzième journée du championnat de France.

l'éducation nationale, devrait rece-voir pour la première fois, dans

les prochains jours, la Commission permecente de l'enseignement

u TENNIS: Olivier Deloitre demi-finaliste à Lyon. - Vainqueur de l'Américain Johan Kriek (6-2, 7-6), le Français Olivier Delaitre s'est qualifié, vendredi 18 octobre, pour les demi-finales du tournoi de Lyon, où il rencontrera l'Espagnol Sergei Bruguera qui a battu l'Américain Kevin Curren (6-0; 7-6). L'autre demi-finale opposera l'Américaia Pete Sampras, vainqueur de Suédois Jonas Svensson (6-2, 6-2), à son compatriote Brad Gilbert qui s'est imposé contre l'Argentin Alberto Mancini (6-2,

### EN BREF

a Liberté d'offichage pour la publicité Benetton représentant un prêtre et une religieuse. – Le tribu-nal de grande instance de Paris a jugé irrecevable, vendredi 19 octo-bre, l'assignation en référé de l'as-sociation Agrif (Association générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne), proche de M. Le Pen, demandant l'interdiction de la publicité Benetton, qui représente uo pretre embrassant uoc religieuse. Pour le tribunal, la publi-cité incriminée ne «s'analyse pas manifestement en un acte caractérisé de racisme anti-chrétien nu sens de ses propres statuts».

dans une centrale électrique. - Un incendie, survenu dans la ouit du vendredi 18 au samedi 19 octobre, a détruit, en plein cœur de Mos-cou, l'un des six générateurs d'unc centrale électrique. Provoqué par une fuite d'huile due à une défaillance mécenique, le feu a été maitrisé en une heure et semble n'avoir fait oucune victime. Selon Alexandre Grochikov, porte-parole des pompiers de la ville, le généra-teur est inutilisable et devra être remplacé. La centrale thermique, située ruc Tretia-Khorochevskaïa, dans le nord-ouest de la capitale, devrait reprendre rapidement sa production. - (AFP, Reuter.)

☐ Moscou : incendie sans gravité

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67

and the second second

Addison the same

20 - 1825 - 30 S

The second second

-----

1.

£%≠−4.

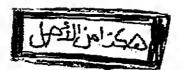
re-maire

And the second s

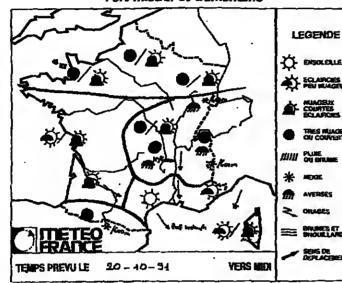
with the same of t 200 mg (100 mg) Bolina No. where it sre w Supering Section 1 Section 1981 Market N. 18 7. 1 '4'-" 2701 and the second s -



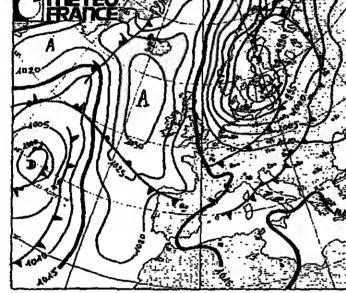




Prévisions pour le dimanche 20 octobre 1991 Froid et souvent gris Fort mistral et tramontane



SITUATION LE 19 OCTOBRE 1991 A 0 HEURE TU



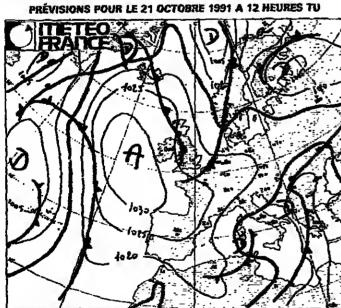
os sera médiocre une grande partie de la journée. Des averses parfois fortes de pluie ou de neige au-dessus de 500 mètres serom tréquemes le matin, plus éparses l'après-midi où

Sur le littoral méditerronéen, pas-sages nuageux mais belles éclaircies.

Sur le reste du pays, les brouiterds ou la grisaille seront de règle le matin, mais l'après-midi, un début d'améliore-

Les températures du matin seront généralement comprises entre 0 et 4 degrés, Des gelées sont à craindre de l'Auvergce à le Bourgogne. Les régions méditerranéennes et le littoral du Nord-Ouest seront plus favorisés avec des températures de l'ordre de 6 degrés au Nord-Ouest et 4 à

10 degrés dans le Sud-Est. L'après-midi, les températures, géné ralement autour de 12 degrés, reste-ront inférieures à 10 degrés dans le Nord-Est et le Centre-Est, Elles pourront s'élever localement à 17 degrés autour de la Méditerranée.



TOLLIOF	TOULOUSE 12	10 C	LOC ANOTES	** ** **
	TOURS 14	4 9	LOS ANGELES	
JACCIO 22 15 N	POINTE A-PITER 32			
HARRITZ 15 If P	TOURNETHES. SE	~ "	MARRAKECH_	
ORDEAUX 13 9 A	ÉTRANGE	R	MEXICO	
OURGES 13 7 N	ALGER 20	- 1		18 12 N
ADV 9 6 B	AMSTERDAM 10	7 A		18 4 8
HERBOURG 10 8 C	ATHERES 27	21 B	MOSCOU	13 11 C
LERSKONT-FER 11 8 P	ATHÈNES 27 BANGKOK 31	29 X	NAIROBI	25 [6 C
11 8 C	BARCELONE 21	17 N	NEW-YORK	
RENORLE 14 6 P	BELGRADE 9	9 D	0810	
11.18 9 6 N	BERLIN 12	8 A	PALMA DE MAI	
11 7 C	BRUYELLES 10	6 8		6 6 B
YON 12 7 C	LE CAIRE 30	22 D	RIO-DE-JANEERO.	
CARSEILLE 19 14 N	COPENTAGUE. 11	8 C	BOMB	
IANCY S 6 P	DAKAR 26	25 N	SINGAPOUR	33 25 0
ANTES 14 6 D	DELRI 31	16 D	STOCKHOLA	
102 20 15 D	DIERRA 27	24 X	SYDNEY	
ARISMONTS _ II 9 N		7 B	TOKYO	
AU 14 16 -	m de i dei alle i de la dei	24 B	TUNIS.	
ERPHENAN 20 13 C	ISTANBUL 21	17 B	VARSOVIE	
ENNES 13 6 C	JERUSALEM 27	17 D		
	LISBONNE 16	14 D	VENESE	
TRASBOURG II 7 P	LONDRES 10	4 D I	VIEWNE	12 16 C

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément deté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « La Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; « On peut voir ; « » Ne pas manquer ; » « « Chef-d'œuvre ou classique.

## Samedi 19 octobre

TF 1 20.45 Variétés : Sébestien c'est fou ? 22.35 Magazine : Ushuela. 23.35 Megazine : Formule sport. 0.30 Journal et Météo.

LEGENDE

A2 20.45 Magazine : La Nuit des héros. 22.30 Sport : Besket-bell. 0.50 Journal et Météo.

FR 3 -- De 20.00 à 0.00 La Sept -0.00 Magazine : L'Heure du goff.

0.30 Sport : Tennis. **CANAL PLUS** 20.30 Téléfilm : La Combat

22.00 Les Nuis... l'émission. 22.50 Flash d'Informations. 23.00 Le Journal du cinéma. 23.04 Cinéma :

Journal, Tiercé. Météo et

Tapis vert. 20.40 Cinéma : L'Animal. w

Les Jeunes Années

d'une reine. c 0.25 Journal et Météo.

22.30 Magazine : Cine dimanche.

A 2

13.25 Dimanche Martin.

(et à 15.50). 14.55 Série : Mac Gyver.

L'Equipe Cousteau à la redécouverte

avec préméditation

17.40 Documentaire:

du monde.

19.25 Série : Maguy. 19.50 1. 2. 3. Théâtre. 20.00 Journal et Météo.

20.45 Série : Meurtre

22.30 Magazine : Bouillon de culture 23.55 Documentaire : Mathuralem.

0.40 Journal et Météo.

Sports 3 dimenche. 17.15 Magazine : Montagne.

FR 3

13.50 Magazine: Faut pas rèver. 14.45 Magazine :

18.15 Magazine :

18.25 Magazine : Stade 2

TF 1

LA 5 20.50 Série : Madme et Wanda. 22.30 Feuilleton : Shogun. 23.25 Journal de la nuit.

M 6 20.40 Téléfilm : Courte que coûte.
22.20 Téléfilm :
Danger... Séducteur. 0.00 Six minutes d'informations. 0.05 Musique : Rapline.

LA SEPT 20.55 Documentaire : Le Rêve perdu de Nicolas Vassi-lievitch Kazakov. 22.35 Le Courrier des téléspec

23.00 Salsa Opus 3. 23.55 Cinème d'enimation : Images. 0.00 Théâtre :

# Dimanche 20 octobre

19.50 Ça cartuon.
20.20 Dia Jérônie...?
20.25 Magazine :
L'Equipe du dimanche.
20.30 Cinema : 13.20 Série : Hooker. 14.45 Spécial sports : Rugby.
16.35 Disney parade.
18.00 Magazine : Téléfoot.
A 19.00, Loto sportif.
19.05 Magazine : 7 sur 7.
Invité : Guy Bedos. Contre-enquéte. 22.35 Flash d'informations 22.45 L'Equipe du dimanche. 1.25 Téléfam :

> LA 5 13.20 Série : Inspecteur Morse, 15.05 C'est pour rire.

Le Gang des tractions.

15.50 Série : Un privé nommé Stryker. 17.25 Divertissement: Dimanche at la Belle. 19.00 Magazine:
Dimanche 19 h
Elkabbach,
kryties: Michile Barzach et

Pierre-Giles de Gennes. 20.00 Journal et Météo. 20.40 Journal des courses. 20.50 Cinéma : Neuf semaines et demie. » 22.55 Magazine : Reporters. 23.55 Magazine : Top chrono. 0.45 Le Club du telé-achet.

M 6

14.00 Magazine : Flashback. 14.50 Variétés : Multitop. 16.20 Série : Clair de lune. 17.15 Série : L'Homme de fer. 16.06 Série : Les Routes du paradis. 19.54 Six minutes d'informations, 20.00 Série : Cosby Show.

tions.
0.20 Magazine: Sport 6.
0.35 Magazine:
Métal express.
2.00 Rediffusions.

Tambours battants.

Joseph Brodsky, poète risse citoyen américain. 17.45 Téléfilm: Oranges are note the only fruits (2- par-

20.30 Magazine : Sport 5. 20.40 Cinema : Sanglantes Confessions, a.s. 22.25 Informations: M 6 express. 22.30 Capital.
22.40 Cinéma:
Le Feu sous la peau, p.
0.15 Six minutes d'informa-

. LA SEPT

15.50 Documentaire :

16.45 Documentaire:

19.05 Documentaire:

20.25 Le Courrier des téléspectateurs. 20.30 Cinéma : Loyauté. » »

22.05 Court métrage : Sortie 234.

0.20 Court métrage :

L'Anthropographe.
20.00 Documentaire:
L'Héritage

de la chouette.

22.35 Chronique : La Dessous des cartes.

22.45 Cinéma : La silence est d'or. mas

0.30 Cinéma d'animation :

La Joconde.

18.15 Magazure:
A vos amours.
19.00 Le 19-20 de l'information. Grand témoin : Franz-Olivier Gesbert. De 19.12 à 19.35, le journel de la région. 20.05 Série : Benny Hill. 20.40 Cirque : Festival international des journes étoiles du cirque à Vérone. 22.00 Magazine : La Divan. invité : Daniel Gélin, comé-

22.25 Journal et Météo. 22.40 Histoire de voir.
22.45 Cinéma:
La Piste des géants. nan 0.30 Musique : Carnet de

> CANAL PLUS En clair jusqu'à 13.00 -

12.35 Sport : Rugby. 14.30 Teléfilm : Nick Mancuso. le prétendant. 16.35 Documentaire : Rendez-vous avac le 17.05 Les Nuls... l'émission. 17.56 La Journal du cinéma. 18.00 Cinéma :

Le Plus Escroc des deux. a --- En clair jusqu'à 20.30 -19.45 Flash d'informations.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT CHAMPS A Monde ÉCONOMIQUES

# CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

On annonce avec tristesse le decès, à quarante-huit ans, de Aldine BERES maître de conférences à l'université
Paris-IV-Sorbonne,

chevalier dans l'ardre De la part de Marine, sa fille, Pierre

Ses freres et sames. Ses collègues et amis. L'inhumation à eu lieu le 17 octobre L'inhumation à eu heu le 17 octobre, dans la stricte întimité, dans le caveau familial du cimetière de Passy. Une messe sera célébrée le jeudi 24 octobre, à 18 heures, à l'église du couveat des dominicains, 222, rue du Paubourg-Saint-Honoré, Paris-8.

- Le président de l'université Paris Sorbonne, Le président du CELSA,

Le directeur du CELSA, Le conseil de département de jo Ses collègues et ses étudiar nuarante-buit ans, de

Aldine BERES, maître de conférences à l'université Paris-Sorbonne, chevalier dans l'ordre des Palmes académique

L'inhumation a cu lieu le 17 octobre, dans la stricte inlimité, dans le caveau famitial du cimetière de Passy. Une messe sera célébrée le jeudi 24 octobre, à 18 heures, à l'église du couvent des dominicains, 222, sue du Fanbourg-Saint-Honoré, Paris-8.

- Saiot-Jean-Cap-Ferrat, Bissinges Publier. Aix-en-Provence, Manor Pierrevert. Fontainebleau.

Les familles de Michel, Thérèse Daniel, Agnès et Didier Bernn, Les parents, Alliés et amis,

ont le chagrin de faire part du décès de

M= Marthial BERRUE, née Sezame Denis, surveau à Bissinges-Publier, le 17 octo

bre 1991, dans sa quetre-vingt-quator-zième année.

l'a corende l'appare et la control en l'église de Publier, le lundi 21 octo-bre, à 15 houres, suivie des obséques en l'église de Saint-Jean-Cap-Ferrat, le

Pricz pour clie!... La famille ne report pas.

La Trinité-sur-Mer. Fontenzy-le Ficury.

M= et M. Pierre Ursault, M= et M. Jean Fouché, M. et M. Jean Poucae,
M. Henry Flé,
M. et M. Jean-Paul Flé,
M. et M. Jacques Monroeq,
M. et M. Claude Drieger,
M. Marie-Françoise Flé-Defi

Me et M. Dominique Fle.

Ses petits enfunts.

M. Lucien FLE.

Il s'est endormi le 17 octobre 1991: ians sa quatro-vingt-huitième année, nuni des sacrements de l'Eglise. num des sacrements de l'egise.

La cérémonie religieuse aura lieu le
lundi 21 octobre, à 10 h 45, en l'église
Saint-Germain de Fontenay le-Fleury
(Yvelines).

 Le président de la Chambre syndi-cate des thélites de France.
Le conseil d'administration, Et les membres de la chambre syndi

ont la douleur de faire part du décès de

SEZERNE LAFAYE-QUENTIN.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 21 octobre, à 14 heures, ec l'église Saint-Jean-Baptisto-de-la-Salle, 9, me du Docteur-Rouz, Paris-15.

- Le président, Le conseil d'administration, Et les membres du Centre français de formation lyrique, ont la douleur de faire part du décès de

Smanne LAFAYE-QUENTIN, secretaire générale du CFFL.

La cérémooie religieuse aura iieu le lundi 21 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste-do-2-Saile, 9, rue du Docteur-Roux, Paris-15.

Remerciements

1 17:

: 22.7

45-17

144

511 C N

- Veret

M. ct M= Jean-Denis Morat, ures touchés par les marques de sym casion du décès de

M. Jean MORAT, expriment à tous leur sincère recon-

PROBLÈME Nº 5632 HORIZONTALEMENT I. Pas faciles à démonter. - II. II en feut pour feire la guerre. Nouvelle, pour les chrétiens. - III. C'est dur quend elle n'est AII equivent quand ils sont classée qu'on VIII demands à les voir. IX

- IV. Pas britants.
Changent avec le tempe. On se XI rejouit quand on en XII voit le bout. - xur V. Dublie. Très léger. - VI. Une léger. - VI. Une XIV

rault. Au plus haut niveau. Provoqué par un micro-organisme. - VII. Mangé rapi-dement. Note. Une danse pas très vive. - VIII. Un langage confus. Il y en e cinq eens compter le bon. - IX. Paraît plus douce quand elle est pei-gnée. Peut être exposée au selon quand elle est morte. — X. Cuand elle éclate, on des-cend dans la rue. Il faut évi-demment éviter de lui casser la tête. Dieu. - XI. Une pièce très sombre. Un point de repère. -XII. Etre très met et marié ». Un homme qui se moque mécham-ment. - XIII. Lisière. Plat. Un jazz coloré. Pronom. -XIV. Bonne, n'e rien à envier à une duchesse. Court en Austra-lie. Visible dans un laboratoire. - XV. Outragèrent une reine. Pas uni. Les uns et les autres.

VERTICALEMENT. 1. Qui peut donc aller sans inquiétude à le chaese. Mis quand on va trop loin. - 2. Pronom. Est perfois appelé compa-gnon quand il est petit. Peut safisfaire un appetit d'oiseau. — 3. Entre dans le décor. Ville d'Espagne. - 4. Quand on en fait, on en jette. Fournit des noix. Circulent en Roumanie: -5. Puce qu'on peut trouver dans un lit. Un agrément étranger. 6. Un sport qui exige du ressort. Repousser du pied. - 7. Une victime de la jalousie. Présenté sur un plateau. -

8. Comme certaines terres. Des jours pas ordinaires. - 9. A tout son a temps a devant lui. Louis, pour un Suisse. Tranche de melon. - 10. Symbole. Est bouclée naturellement. Qui a donc bien dégusté. -11. Réclamer un autre morceau. Participer. Dernier délai pour un paiement. – 12. Poème. Sus-ceptible d'enlever du poids. 13: Mettre à cran, Pronom. Paut se dire quand on commence à se connaître. -14. Quand elle est de ménage, il y e des éclats. Pas grecieuses. - 15. Préposition. Peuvent apporter un complément d'informations. Attitude de

> Solution du problème n= 5631 Horizontalement

I. Parachute. - II. Hultre. As. III. Ire. Epris. - IV. Liure, Inc.
 V. Agresse. - VI. Té. ANPE. VIII. Libraires. - IX. lo. Die. -X. ENA. Etole. - XI. Sasseras.

Verticalement

1. Philatélie. - 2. Aurige. ions. - 3. Rieur. Ob. Ae -4. At Record. - 5. Crees. Raies. - 6. Hep | Seriété. -7. Rien. Or. - 8. Tain, Paella. -9. Essorees, Es.

GUY BROUTY

# Yannis Kokkos entre Troie et Mycène

Le scénographe d'Antoine Vitez et de Jacques Lassalle présente à la Comédie-Française « Iphigénie » de Racine

Antoine Vitez avait choisi de nonter lphigénie dans la scénograthie de Yannis Kokkos, en coprotuction avec le Théâtre national de strasbourg — Jacques Lassalle en trait alors directeur, — où le spectait a monter lphigénie dans la scénographie de Yannis Kokkos, en coproduction avec le Théâtre national de Strasbourg - Jacques Lassalle en était alors directeur, - où le spectacle a été créé. Yannis Kokkos a repris le projet. Il prépare à l'Opéra Bastille son Boris Godounov déjà mis en scène Bologne. Et pour Cardiff, Tristan et Isolde, Comme il nous l'a expliqué, il ne sera plus scénographe que de lui-même. :

«Par le dessin, dit Yannis Kokkos, j'ai toujours voulu capter l'espace de la scènc. Un espace que j'unaginais habité par les acteurs mythiques de ce temps, grecs et étrangers. Curieu-sement, je lisais statout des auteurs anglo-saxons, ou bien d'Europe cen-trale. Plus que sa clarté, l'obscurité de la Grèce m'a marqué. L'auteur le plus proche de nous est Kafka. C'estvrai. Nous nous retrouvons dans 32 sensibilité, dans les rapports qu'il instaure entre l'individu et l'État, dans son univers labyrinthique...

» Mon travail est nourri de cette obscurité, de cette lumière violette qui ne revèle pas les choses, mais les modifie, les rend plus mystérieuses. Et moi, je voudcais élucider ce mystère. Aotre chose : la Grèce que j'aime fait la jonction entre l'Orient et l'Occident, Entre Mychne et Troie, elle est le carrefour où naît la civilisation. Si on parle thélitre, on voit qu'Eschyle, le premier tragique, a exprimé dans les Perses, je ne dirais pas l'admiration béate cavers l'enpar l'attinuation control de la la compréhension, comme l'a fait Genet avec les Paravents. C'est ca, la civilisation : le contraîne de la haine.

ies trouve an cinéma: chez Paradia-nov, qui regarde sa Géorgie en poète enfantin et anonyme, ou Pasolini, qui

» J'aimais imaginer des acteurs dans un espace, j'ai appris à aimer les mots: j'en suis artivé logouement à la mise en sohne. L'expérience de l'école de Chaillot a été déterminante. Vitez m'avais confié une classe, j'ai travaillé avec les élèves sur la façon, dont, à partir d'un tables pur ement reconter des eleves pur ement. raconter des eboses purement théâtrales. Nous avons pris la Déposi-tion du Christ de Tintoret, la Ronde de mai et nous sommes arrivés à prolonger l'image sur une satuation dialoguée autonome. Un peu sur le modèle d'Assia Diebam romancière tenisienne qui, dans son livre les Femmes d'Alger entre elles, est partie du tableau de Delacroix, se l'est approprié pour redonner quelque chose de très intime sur sa propre

Relier le contemporain une mémoire très ancienne

» Le travail à l'école a été comme une illumination. Il a provoqué en moi le désir d'aller plus loin. Le théâtre, pour moi, est une façon de relier le enttemporato et une mémoire très ancienne. Une façon de passer par les acteurs pour exprimer passer per les acteurs pour exprimer des émotiona très secrètes. Des acteurs précis. Quand j'ai fait les décors du Souher de sain, l'ange avait les traits d'Aurélien Recoing, j'maginais Didier Sandre au milieu de la mer, Robin Renucci devant Mogador... l'ai besoin de penser à une présence particulière, à la déflagration d'un corps dans l'espace, d'une voir.

a rêvê le Quatrocento à partir d'une la Princesse blanche, un rêve vieux vision magnifiée de l'Orient. Dans de quarante aux, que j'ai mis dix ans depuis le 17 octobre, en alterces regards, il y a la réaliser. Le texte m'avait brûlé nance.

quand je l'avais lu en grec. l'étais obsédé par l'image de deux visages ensemble, celui d'Edith Scob et celui de Mineille Périer. Je ne pensais pas continuer, mais l'anno Quadri qui dirignait le Festival de Gibellina – la ville détruite par un tremblement de terre — m'a demandé l'Orestie de Xenalcis. Je suis arrivé en fin d'après-midi, l'ai reçu un choe. Les gens por-taient les vétements de leurs parents morts, ils avaient retrouvé des attimorts, is avaient retrouvé des atti-tudes anciennes, une façon de mar-cher, de laisser pendre leur veste sur l'épanle. Sur les rumes du village, il y avait mille personnes, qui affaient interpréter la terrible famille des

» A Bologne, j'ai fait les décors de Don Carlos pour André Serban. Et là, j'ai reça un extraordinaire cadeau : Buris. Ils m'nut proposé Boris Godounuv. Je suis plus tête brîlée qu'on ne le pense pursque j'ai accepté. Les conditions de travail sont sensiblement les mêmes qu'au théêtre et l'on geograle le prodité du théêtre et l'on geograle le prodité du travail, mais ca ne me gêne pas beauconp. Je prépare très longtemps, et la première fois qu'on entend l'or-chestre, le spectacle prend une telle dimension fantastique.

Atrides sur les décombres de leur prupre maison. Ils n'étaient pas acteurs, Agamemnon, c'était le gref-

» l'ai accepté l'phigénie pour des misons très précises, le deveis faire les décors avec Antuine. Nous devinns commencer à travailler le devinns commencer à travaller le jour même de sa mort. Nous n'en avions jamais parlé, sinon je ne l'amins pas fint, je o'en aurais pas été capable. l'ai réuni une sorte de petite troupe à l'intérieur de la grande troupe. Nous avons travaillé à parlir de Poussin, parce qu'il se situe à la frontière de l'incarnation et de la distance le jeu doit se situer à cette. tance. Le jeu doit se situer à cette même frontière entre une gestuelle très travaillée et l'émotion la plus

**LECTURE** 

# Un entretien avec M<sup>me</sup> Evelyne Pisier

«La fureur de lire » est un travail de longue haleine » nous déclare le directeur du livre au ministère de la culture

La troislème « Fureur de lire » battait son plein en France ce week-end. Ses deux premières éditions aveiant rencontré un incontestable succès. Atomisée en une multitude d'initiatives, des plus modestes aux plus ambitieuses, la fête du livre tenta de promouvoir une « pratique » culturelle menacée. Ce caractère festif, spectaculaire et public, lié à une activité essentiellement privée, ne pouvait que croiser les critiques virulentes à l'égard de ce que Marc Furnaroli a appelé « l'État culturel » (voir le Monde des 6 et 26 septembre). Mª Evelyne Pisier, directeur du livre au ministère de la culture, nous a donné son sentiment sur cette fête.

« La fureur de lire » entarne sa troisième année, Quels eneetpremières éditions?

- Avent de parler de bilan, je parlerais vulontiers de sens. On est dans une atmosphère polémique. Dans le débat sur l'action du ministère de la culture et de la directioo du livre, oo pent se poser certaines questions, et bien entendu elles se posent aussi à propos de « La fureur de lire». Il fant d'abord, prévenir les contresens. Certaios ecosiderent que c'est une fête sans lendemain ou bien, plus grave, qu'elle n'est des-tinée qo'à faire oublier ce que l'État ne fait pas. En fait, c'est exactement le contraire : « La fureur's est un travail de longue porteurs de projets, qui sont liés d'une manière ou d'une antre avec les métiers du livre. Il s'agit de faire la promotion du livre et de Propos recueilles per faire la promotion du livre et de COLETTE GODARD la lecture et de mettre en valeur

lecture ne vous dérenge-t-il

- Non seulement cela ne me gêne pas, mais je considère que l'Etat est dans son rôle en faisant la promution d'une activité dont un dit précisément qu'elle est en pèril. Grâce à cette fête, l'Etat donne à voir ce qui est fait souterconne a voir ce qui est fait sourcirainement, or on sait bien à notre époque que ce qui n'est pas vu a furcément muins d'existence. Le sens du service public, c'est d'apporter un soutien là où l'initiative privée serait impuissante. Je ne crois pas à l'Etat caburet mais je crois pas à l'Etat carriret mais je crois vraiment au service public. Donc, accorder un sontien promo-tinunel, pas seulement au produit livre, mais aussi à l'activité de lec-ture et aux métiers qui les accom-pagnent, me paraît aller complète-ment dans le sens de la mission de l'État.

» Cela dit, je suis heurense qu'il y ait débat. La critique peut être constructive, ne serait-ce que pour corriger ici ou là Mais il est triste de constater que le livre et la lecture servent d'alibi à des règlements de comptes politiques. S'il y a une cause qui ne devrait pas être politisée, c'est bien celle-là. Ce dérapage conduirait à oublier la distinction entre l'administratif et le politique. et le politique.

- La distinction est-elle et claira? La ministère da le culture n'a-t-il pas fatalement une idée, une option politique à défendre et à promouvoir à tra-vers son administration?

C'est exact. N'empêche qu'en France on a des mots pauvres, et dans ce débat sur la politique on ue sait pas toujours ce qu'on dit. Quand on parle de politique publique, on entend très souvent «politicaillerie», politisation, et il y a quelque chose de malsain à perdre le seos et le contenu de cette notion.

que c'est une fête massive, homo-généisante. En fait, elle est dirigée vers des publies très différenciés, et il y a là une source de plura-lisme. En aucun cas ces manifestations ne sont là pour entraîner l'îllusion que la lecture est donnée sans effort.

cependant cette illusion, qui mot ∉fureur» renforce?

- Non, je ne crois pas. Si l'un vent bien se renseigner et regarder de plus près, on se rend compte que, cette année, les initiatives de « La furenr » n'not jamais été lité, d'effort. Encore une fois, les publics sont différents, et il y a toute une série de manifestations qui ne se situent pas à la même

»Je venx bien qu'il y ait un débat sur le label. A vrai dire le mnt «fureur» ne me plaît pas spé-cialement. Mais j'assume en revanche la notion de fête. La fête me semble relever des principes démocratiques les plus sains. Elle appartient depuis la III- République à l'espace public, qui est celui du citoyen.

-- Peut-on mesurer les effets de ces manifestations? Doit-on en attendre une modification en profondeur de l'attitude face à la lecture?

- Le livre et la lecture oe se prêtent pas bien à l'évaluation. On prétent pas bien à l'évaluation. On s'est aperçn eependaot que les libraires vendent davantage et que les inscriptions augmentent notablement dans les bibliothèques qui organisent des animations. Si on ne pariait pas sur une modification de la place de la lecture dans les pratiques entretles ou one les pratiques eolturelles, oo oe ferait rien. Mais il est d'autant plus difficile de mesurer cette

Propos recueilis par PATRICK KECHICHIAN

# Les mots, l'amour, la chair

Cohen, dit par François Chattot et Clotilde Mollet Joyce, dit par Hélène Vincent Quand la littérature réchauffe les planches

ET DES HOMMES :: à Bobigny MOLLY BLOOM

à Angers

Mary Commence

On se méfie souvent des specta-cles de théâtre «volés» à la littérature, manie trop systématique et souvent décevante que ne justifie pas toujours la rareté des textes contemporains. Mais Des babouins contemporains. Mais Des babouins et des hammes, lu par Jean-Louis Hourdin, qui s'était déjà taillé un bean succès avec le Monde d'Albert Cohen, e'est miraculeur. Il en est arrivé à une telle counivence avec l'écrivain qu'il donne à tous l'envie de le lire et le relire. Il en exprime, en grande intelligence, toute la fantaisie et le goût quelous provocant de la caricature. quefois provocant de la caricature. La verve joyeuse, parfaitement ori-ginale avec laquelle sont racontées les relations tomultueuses des hommes et des femmes. Au tra-vers de la voix de l'homme, on entend le plus émouvant et amoureux éloge de la femme.

Des Babouins et des hummes dnit sun nom à l'un das dix manèges de la séduction consignés dans Belle du seigneur, où Cohen s'en prend sans ménagement aux hommes dont l'inconduite sentimentale rappelle parfois celle du primate aux fesses rouges. Le spec-tacle est réalisé avec une grande éconnmie de moyens. Pas de décur, pas de lumières - c'est peut-être dommage car on pourra constater un léger déficit poétique, - et deux acteurs seulement. Mais c'est François Chattot et Clotilde

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements:

Mullet, jeune femme an visage incroyablement expressif, égale-

ment premier prix de violon. Elle

société des nations», comme un la dit de Cohen et de son héros, Solal. Grand, sednisant, mutio, Chattot est tout cela.

s'accumpagee pendant tont le

Lui est bien ce « Don Juan de la

De son côté, à Angers, on rend un superbe hommage à Joyce; l'in-landais le plus fou. Dramaturge, Yves Prunier. Mise en scène, Jean-Michel Dupuis. Interprète, Héiène Vincent, qui a trouvé là l'un de ses plus grands rôles. Helene Vincent est Molly

Bloom, l'épouse modèle, la maîtresse indispensable, l'une des plus fortes voix de femme, parce qu'elle est directe, impudique, pro-vocante. Après qu'en mille pages Joyce a muuré le parcuurs emprunté à Ulysse d'un parfait et imparfait Dublinois, Molly, sa femme, donne sa propre version d'une vie tout entière consacrée à l'observation des hommes.

Economie de moyens ici anssi.
Pas de décor, mais des lumières très soignées de Gaélle de Maiglaive qui créent par putites touches une ambiance tantot légère tantot sombre, à l'unisson d'une mise an solore riscourant un les mise en scène rigoureuse, un plus près de l'efficacité da texte, oppo-sant une grande simplicité à la grande difficulté de rendre vivant le monologue.

Hommes et femmes, la comme ebez Coheo, sont montrés avec une irrésistible drôlerie et une précision chinggicale, une présence, nue chair franchement appétissantes. De ces deux extraits d'auteurs incumparables surgissent deux spectacles cousins, très diffé-rents et poortant si semblables dans leur achèvement.

> « Das Babnuins nt des hommes». M. C. 93. Bobigny. Mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 21 heures. Dimanche à 16 hauras. Jusqu'au 17 novembre. Tél.: 48-31-11-45. e Moily Bloom ». Nouveau Théâtre d'Anges. Centre culturel Jean Vilar. Jusqu'eu 28 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 17 heures (seuf le 27). Centre d'animation Jean-Vilar. Tél.: 41-88-90-08. > « Das Babnuins ut des

# Jean-Paul Gaultier: au bonheur des dames

ponnés, chapeautés, les mannequins funt des mines : revoilà les crâneuses. Oui, ce sont les Parisiennes de Gnaltier. Une veste siennes de Ginitier. One veste noire, un pantalon ivoire des espadrilles à semelles compensées, des gants anis pour la touche de couleur. On reconnaît immédiatement l'alhre, métange de gounille et de chic, guili-guili à l'histoire de la

nière; Jean-Paul Gaultier s'amuse, ajoute encore et toujours de la fan-taisie là où la plus grande excentri-

C'est aux Tuileries que, cette sai- cité côtoie la plus grande rigueur, là C'est aux Tuileries que, cette saison, Jean-Paul Gauitier a planté son chapiteau. Deux mille cartons d'invitation en forme de jumelles; un podium eouvert de gazun; des auvents de toile à rayures transat; et le défilé a commencé comme un concours d'élégance. Corsetés, pomponnés, chapeautés, les mannequius finnt des mines : revoilà les d'une photo de Carlo Mollino, voici les bottines de fétichiste, les agrafes, les gaines satinées. Gamin de Paris dans un magasin de nuveantés, Jean-Paul Gaultier court entre les rayons de blane et le comptoir de la corsetterie, rembourre les soutiens-gorge emboîtants et tire les combinés-culottes, met les dessus dessous et l'inverse. Mais rien n'est caricaehic, guili-guili a l'histoire de la mode, aux paufs fin de siècle enmme aux silbauettes des années 50, taille d'abeille, pantaion cigarette et mules en zèbre.

Comme il fleurirait une bouton-cigarette et l'autre s'amuse, l'agra-Paul Gaultier s'a

John Galliano: le plaisir

la tradition de se faire désirer pen-dant plus d'une heure, d'attiser l'exaspération en faisant juuer la lumière et en envoyant la musique sur un podium vide, comme si l'on assistait à un défilé d'invisibles fantômes venus d'un château écossais. Et c'était presque des fantômes qui se sont enfin matérialists, venus de quelque maison close. Plutet les survivantes d'un séisme, surprises en pleine nuit, tirées de leur voluptés, égarées, languides, la démarche mai assu-rée, trainant la grâce de leurs boucles défaites, d'une larme de rimmei sur leur joue pâle. A la hâte, sur les impalpables voiles transpa-rents, déchirés, elles ont enfilé des rediogotes d'incroyables à haut col, qui semblent faites de papier craquant mollicolnre, de snie raide, brocbée, bariolée, on gris souris laissant deviner la doublure les mini-jupes. Certaines ont pour-tant pris le temps de se coiffer

John Galliano n'a pas manqué à d'invraisemblables chapeaux Marie-Antninette, irumenses, ornés de fleurs et de bouillonnés. Des bouillonnes, il y en a partout, sur les longues chemises en lambeaux, les fourreraux rapés, les crinolines à longue traîne de dentelle blanche. Ils entourent les seins, le rebondi des fesses, se posent sur les caracos, les peignoirs alanguis, les gaines, les bas grillés, les corsets blancs laces d'oo fin cordon

> John Galliann habille d'un ébouriffant spectacle des lingeries somme toute sobres, ebemises de soie marron glace, beige rose, des fourreaux noirs très montants, qui dessinent des corps de rêve. Comme des gosses comblés, les spectateurs ont tout de suite nublie l'atteore. Ils oot fait on triomphe aux mannequins, belles ebrome, sont les muments forts comme des poupées perverties, au d'uoe mode retranehée dans ses

### Thierry Mugler: rodéo-parade

un public seconé par chacune des apparitions sur le podium. Défilé-de Jnan Crswfnrd, tnutes co ehne, paintu enmme ses talans clous, violent comme ses créatures sangtées dans des jeans en vinyle peau de vache. Et ça claque, et ça brille dans un tourbillon d'images empruntées au Far West, à Las Vegas, anx années 40 : lèvres rnuges, jungle des Wumen de Cukor, cheveux roulottès à la Maria Montez, ses cow-boys en chap's de paillettes ou en jupe selle de cheval se dressent sur leur monture, dignes de tout l'arsenal sado-maso, culottes de latex et boots à franges de fouet, harnachement cloute d'or.

Avec un extraordinaire sens de l'image, Thierry Mugler multiplie les défis visuels et techniques ; les crinolines de fer forgé, les rutilants bostiers Harley Davidson, pur souris laissant deviner la doublure comme des poupées pérvéries, au d'un austère prince-de-galles, le même que pour les pantaions collants à taille basse, les mini-jupes. Certaines out pour-tant pris le temps de se coiffer comme des poupées pérvéries, au d'une indre let la dunche comme dans un refuge, oo abri. L'artifice contre la misère, un volcan souterrain, un voyage dans les entrailles de nos villes. Et ces têtes de mort pailletées aux yeux de la la chier d'une fuer lettramente unus seus de cabaret de fin du movude comme dans un refuge, oo abri. L'artifice contre la misère, un volcan souterrain, un voyage dans les entrailles de nos villes. Et ces têtes de mort pailletées aux yeux de la la duot mort lettramente unus seus de cabaret de fin du movude comme dans un refuge, oo abri. L'artifice contre la misère, un volcan souterrain, un voyage dans les entrailles de nos villes. Et ces têtes de mort pailletées aux yeux de la la duot mort letramente de la metravagances de cabaret de fin du movude comme dans un refuge, oo abri. L'artifice contre la misère, un volcan souterrain, un voyage dans les entrailles de nos villes. Et ces têtes de mort pailletées aux yeux de la la duot mort letramente de la sur de la movude comme dans un refuge, oo abri. L'artifice contre la misère, un volcan souterrain, un voyage dans les entrailles de nos villes. Et ces

Il était une fois la salle Wagram : strass, ce travesti en bas résille, qui de Jnan Crswfnrd, tnutes ces écuyères de caoutchouc, ces despera-das nauées, lacées, forment les Hell's Angels d'une Amérique interdite, puritaine. Il y a du David Lynch et du Dennis Hopper dans l'air, mais c'est uo Purisico qui regarde et qui griffe. Et loin de ses dernières collections, davantage ins-pirées de la vidéo ou de la bande dessinée, Thierry Mugler joue ici le théâtre «camp», plus tragique, plus devicement et plus poir le voiri douloureux et plus noir. Le voici qui sème des bombes dans les diligences - remake de Everyday is a Holiday - une Mae West en dentelle mauve, furie de saloon en guêpière grillagée, tire sur la foule bien-pensante avec des pistolets de strass, des collants à pépites d'or, dans un carambolage de must tournés en dérision (rayonnante, Ivana Trump, ex-épouse du milliardaire new-yorkais, apparaît le visage bail-

### CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI SAMEDI Tartuffe (1825), de Friedrich Wilhelm Murrau, 15 h; Thérèse (1986), de Alain Cevaller, 17 h; Lawrence d'Arabie (1962, v.o.), de David Lean, 18 h.

DIMANCHE Profession : reporter (1974), de Miche langelo Antonioni, 15 h ; Justine (1969, v.o. e.t.f.), de George Cukor, 17 h 30 ; Hetari (1952, v.o. e.t.f.), de Howard 36-10-86).

PALAIS DE TDKYO (47-04-24-24) SAMEDI

La Cinémathèque, l'IMA et le musée du Jeu de Paume : Troie Trietee Tigres (1987-1870), de Raul Ruiz, 18 h.; la /ille des piretes (1883), de Raul Ruiz,

**OIMANCHE** La Cinémathèque, l'INA et le musée du Jeu ds Paume : la Vocation suspendue (1877), de Raul Ruiz, 18 h ; l'Hypothèse du tableau volé (1878), de Raul Ruíz, 20 h.

#### **CENTRE GEORGES POMPIDOU**

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Hommage à le Wemsr Bros : Chercheuses d'or (1835, v.o. s.t.f.), de Busby Berkeley, 14 h 30 ; Little Caesar (1931, v.o. s.t.l.), de Mervyn LeRoy, 17 h 30 ; Arsenic et Vieilles Dentelles (1944, v.o. s.t.f.), de Frank Capra, 20 h 30

DIMANCHE Hommage à le Warner Bros : Casablanca (1947, v.o. e.t.f.), de Michael Curtiz, 14 h 30 ; la Garce (1949, v.o. s.t.f.), de King Vidor, 17 h 30 ; l'Esclave libre (1957, v.o. e.t.f.), de Raoul Waleh.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS 2, grande galerie, porte Seint-Eus tache, Forum des Haßes

(40-26-34-30) SAMEDI

L'Empire des media : Histoire de la presse : Presse, Pouvoir et Société (1981) de Philippe Prince, 14 h 30 ; le Rôle de la critique de télévision : Messa-garles de presse : Eclair journal, la Rue de papier (1837) de Jean-Claude Sernard, 125, rue Montmartre (1959) de Gilles Grangier, 18 h 30 ; Presse de pro-: Judith Therpauv Petrice Chéreau, 20 h 30.

DIMANCHE

L'Empire des media' : Faire un journal : Faire le Monde (1968) de Christian Moc-tier, Numéro zèro (1977) de Raymond Depardon, 14 h 30 ; Dessinateurs de presse : Massacralasine (1966) d'Yvan Butler, Tim et de Gaulle (1982) d'Isidro 18 h 30 ; la Presse dans les années 50 : Actuelités Gaumant, les annees ou : Actuelles Gaumont, les Dents longues (1952) de Oaniel Gélin, 18 h 30 ; Techniques de presse : le Monde du Plomb (1982) de H. Lachize, G. Goldman, P. Boulenger, l'Homme fra-glie (1980) de Claire Clouzot, 20 h 30 .

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A., v.o.) : Cinochee, 6- (48-33-AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélen deie, v.o.] : Lucemaire, & (45-44-57-34).

ATLANTIS (Fr.) : Rex. 2. (42-38-83-93) ; Geumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-

L'AUTRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1• (42-33-42-2B) ; Pathé Impérial, 2• (47-42-72-52) ; Pethé Hautefeuille, B• (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 6- (43-59-38-14) ; Sept Pamassiens, 14- (43-

AY CARMELA | (Esp., v.o.) : Latine, 4-(42-78-47-86) ; Gaurmont Parnasse, 14-(43-35-30-40).

## **PARIS EN VISITES**

**LUNDI 21 OCTOBRE** 14 h 30, 2, place du Palaiz-Royal, devent le Louvre des antiquaires (Connaissance de Paris).

«La peinture italienne de Léonard de Vinci au Caravage», 11 heuras, Musée du Louvre, porte Jaujard

(P.-Y. Jasiet).
«Visite de l'Opéra Bastilles (dans l'ordre des errivées), 11 heurse, métro Bestille, sortie rue de le Roquette (Paris et son histoire).
«Une originale création de l'architecture Duban : l'Ecole netionale des beaux-erts » (limité à 25 personnes), 14 heures, 14, rue Bonaparta.

«Un autre regard sur Notre-Dame : son symbolisme», 15 heures, portail centrel de la cathédrale (Monuments

historiques).
«L'Hôtel-Dieu et la médecine autre-lois ». 14 h 30, entrée Hôtel-Dieu, côté pervis de Notre-Dame (Parie

« La cathédrale Notre-Geme. His-taire et symbolee de l'architecture et de la sculpture gothiques », 14 h 30, devant le portail central (Arts et cae-tera).

« La peinture flamande du quin-zième siècle au Louvre », 14 h 30,

«L'église et le quartier Saint-Gervais «, 14 h 3D, devant l'église, place Saint-Germain (A nous deux Peris). a Tombes célèbrae du cimentère de Passy, 14 h 30, 1, rue du Comman-dant-Schloessing (D. Fleuriot).

dant-scriossing (D. Fleuriot).

«Les petits appartements meublés du Louvre et leure boiseries. Le mobilier do cabinet secret de Louis XVI et les folles commandes de Marie-Antoinette «, 14 h 30, métro Louvre-Rivoli (I. Haufler).

» Les appartements royaux du Lou-vre et la vie quotidienne de la cours,

anne culcular. » L'Ecole des beeux-erts at les alone de l'hôtel de Chimay », 5 heures, 17, quai Malaquais (P.-Y. Jaslet).

«De Wattaau à David, les amours des dieux...», 16 h 30, Grand Patais, entrée de l'exposition (Approche de l'art).

(Connaissance de Paris).

« Hôtele et jardins du Marais. Place des Vosges», 14 h 30, sorbe métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

» Jardin du 14 arrondissement : l'infirmerie Marte-Thárèse et ls fontaine souterraine», 14 h 30, 92, avenue Cenfert-Rochereau (S. Rojon-Kern).

Kernj.

a Les hôtels Raneisaance du Maraisa, 14 h h45, métro Hôtel-de-Viãe, sortie rue Lobau (D. Bouchard), «L'Opéra Gamiera, 15 heures, an haut des marches, à gauche (Tourisme auture).

a L'Ecole des begunants et les

rart. « Pisnoe préperée per Arman, Seuys, Cali, Lavier », 19 heures, Musée netional d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

### CONFÉRENCES

30, avenue George-V, 14 heures : a Profession torero a, film de a Profession torero a, film de B. Aubouy et C. Lusseyran; 16 heures: a O'abord la via, ensuite les triemphesa, film de L. Clergue (Espace Kronerbourg Aventure). 35, rue des Frencs-Bourgeois, 16 h 30: a Une Européenna du dix-huitième siède: la reine Christine de Suède a, par R. Larose (Maison de l'Europe).

BACKDRAFT (A., v.o.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Geumont Ambassada 9-149-50-40-000 10-301 : UGC Champs-Flysdes, St 145-B2-20-40) ; Max Linder Pangrame, 9 (48-24-98-88); Le Bestille, 11- (43-07-48-60); Excurist, 13- (47-07-28-04); Mistral, 14- (45-38-52-43); Sept Parnessiens, 14- (43-20-32-20); 14- Juliet Beaugreneile, 15- (45-76-79-78); UGC Ambassade, 8- (43-59-18-08) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; Gaumont Parnassa, 14 (43-35-30-40) ; v.f. : Rex, 2-(42-36-83-83) ; Paramount Opéra, 6-(47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastilla, 12-43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13- (47ot, 17- (40-68-00-16) ; v.f. : UGC 07-55-88) : Gaumont Alésia, 14 (43-27-64-50) : Pathé Montparnasse, 14-Montparnassa, 8- (45-74-94-94). LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaument (43-20-12-06) : Gaumont Convention

BARTON FINK (A., v.o.) : Forum Hari

zon, 1- (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3-

(42-71-52-36); UGC Danton, 6- (42-25-

LES FILMS NOUVEAUX

LES AMANTS DU PONT-NEUF.

Film français de Léos Carax : Gau

mont Les Helles, 1- (40-26-12-12) : Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) : Espace Saint-Michel,

5. (44-07-20-4B); 14 Juillet Odéon, 8. (43-25-59-63); 14

Juillet Odéon, 8- (43-25-59-83) ; Bretagne, 6- (42-22-57-97) ; La

Pagode, 7- (47-05-12-15); Gau-mont Champs-Bysées, 8- (43-59-04-67); Saint-Lazare-Pasquier, 8-

(43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille,

11- (43-57-90-B1) ; Les Nation, 12- (43-43-04-67) : Fauvette 8is,

13 (47-07-55-88) ; Gaurnont Alésis, 14 (43-27-84-50) ; Sept Par-

Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78); Gaumont Convention,

15- (48-28-42-27); Psthé

CROC-BLANC. Film américain de

Randel Kleiser, v.o. : Gaumant Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; UGC

Odéon, 5- (42-25-10-30); Publi-

cis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23) ; UGC Bismitz, 8- (45-62-

20-40); v.f. : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12); Rex. 2-

(42-36-83-93) : UGC Montper-naese, 8- (45-74-94-94) : UGC

Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Publi-

Cis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23); UGC Blerritz, 8- (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31); UGC Lyon Bestille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobe-

lins, 13- (45-61-94-85) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; Mira-

mar, 14- (43-20-89-52); UGC

Convention, 15- (45-74-83-40); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16);

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01);

Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

TERMINATOR 2. (') Film améri-

cain de James Cameron, v.o. :

Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) ;

Orum Horizon, 1" (43-08-07-07);
UGC Odéon, 5" (42-25-10-30);
Pathé Marignan-Concorde, 8" (43-58-82-82); UGC Normandia, 8" (45-63-16-18); La Bastille, 11" (43-07-48-60); Pathé Montparnassa, 14" (43-20-12-06); 14

Juillet Beaugrenelle, 15- [45-76-79-79]; v.f. : Rex (le Grand Rex),

2 (42-38-83-93) ; UGC Montpar-nasse, 5 (45-74-94-94) ; Pathé

Marignan-Concorde; B (43-59-92-82); Paramount Opéra, 6 (47-

42-58-31) ; Lee Nation, 12 (43-43-04-571: UGC Lyon Bestille.

43-04-67); UGC Lyon Bestille. 12 (43-43-01-59); UGC Gobe-lins, 13 (45-81-94-95); Misrrel, 14 (45-39-52-43); Pathé Mont-pamassa, 14 (43-20-12-08); UGC Convention, 15 (45-74-B3-40); Pathé Wepler, 18 (45-22-48-01); Le Gambetta, 20-48-34-10-08)

(46-36-10-98).

Wepler, 18 (45-22-46-01).

steris, 14 (43-20-32-20) ; 14

Opéra, 2º (47-42-60-33) ; Le Saint-Ger 15- (48-28-42-27) : Pathé Wepler II. 16main-des-Prés, Salla G. de Beauregard, 6- (42-22-67-23) ; Les Trois Batzec, 6-(45-22-47-94) ; Le Gembetts, 20- (48-45-61-10-60); Gaumont Parnasse, 14-(43-35-30-40). LA BANDE A PICSOU (A., v.f.) : Rex LA BANDE A PICSOU (A., V.T.): Hax, 2• (42-36-83-93); Cincches, 6• (46-33-10-82); UGC Triomphe, 8• (45-74-93-50); Républic Cinémes, 11• (48-05-61-33); UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95); Deniert, 14• (43-21-41-01); Seint-Lambert, 15• (45-32-91-68). 80YZ'N THE HOOD (T (A., v.o.) : Gau-

mont Les Halles, 1 (40-28-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Gau-Gaumont Upera, 2 (43-59-18-08); mont Ambassade, 8 (43-59-18-08); v.l.: Miramar; 14 (43-20-89-52); Pathé Cachy, 18- (45-22-48-01). LES BRANCHES DE L'ARBRE Fr.-Ind.,

v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8- (43-28-58-001. LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Deafert, 14 (43-21-41-01) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

LA CHAIR (tt., v.o.) : Lucemeire, 6- (45-

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Choches, 6- (46-33-10-82) : Seint-Lembert, 15-(45-32-91-68) ; Studio 28, 18- (48-06-36-07). LE CHOIX D'AIMER (A., V.O.) : George V, 8- (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 6-

(45-62-20-40) ; v.f. : Pathé Impériel, 2• (47-42-72-52) ; UGC Montparnesse, 6-(45-74-84-94) CITY SUCKERS (A., v.o.) : George V, 8- (45-62-41-45).

LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); George V, 8- (45-62-41-46); Sept Parrassiens, 14- (43-20-32-20). CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Elysées Lincoln, 8- (43-58-36-14); Grand Pavels, 15- (45-54-48-85).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.): Lucernetre, 6- (45-44-57-34); Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-65); Derfert, 14- (43-21-41-01). DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.a.): Lucemaire, 6- (45-44-67-34). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.d.) : Publicis Saint-Germain, 6- (42-22-72-80); Gaumont Ambassada, 8- (43-69-19-08) : Les Montpernos, 14 (43-

27-52-37); v.f.: UGC Opéra, 8- (45-74-95-40); Fauvette, 13- (47-07-55-88). OFIJCATESSEN (Fr.): Ciné Beeubourg. 3- (42-71-52-36); UGC Triemphe, 8-(45-74-93-50).

LA OISCRÈTE (Fr.) : Epée de Bois, 5-(43-37-57-47). LES DOORS (A., v.o.) .: Grand Pavols. DOUBLE IMPACT (A., v.f.) : UGC

Opéra, 8- (45-74-95-40). LA DOUBLE VIE DE VERONIQUE (Fr.-Pol., v.e.) : Saint-André-des-Arts I. 5-(43-28-48-18) ; Républic Cinémes, 11-(48-06-51-33) : Cenfert, 14- (43-21-

41-01). L'EXPERIENCE INTERDITE (") (A. v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-85). FISHER KING (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12); Gaumont Opera, 2- (47-42-60-33); Action Five Gauche, 5- (43-29-44-40); 14 Jullet Oction, 8- (43-25-58-83); La Pagode, 7-(47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; George V, 6- (45-82-41-48) ; 14 Juillet Bestille, 11- (43-57-80-81) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Julier Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvende Montparnasse 15- (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17 15 (45-44-25-02); UGC MaRot, 17-(40-68-00-16); v.f.: Rex, 2- (42-38-33-93); Pathé Français, 8- (47-70-33-98); Les Netion, 12- (43-43-04-67); Fauvette, 13- (47-07-55-88); Pathé Montpernesse, 14- (43-20-12-06); Gau-mont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler II, 16- (45-22-47-84).

GREEN CARO (A., v.o.) : Choches, 8-|46-33-10-82|. HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epés de Bols, 5- (43-37-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : Républic Ciné-tras, 11- (48-05-51-33) ; Denfert, 14-(43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Utopis, 5- (43-28-84-65). HOMICIDE (A., v.o.) : George V, B. (45-62-41-48).

HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET CAMBRIDLEUR (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8- (45-74-93-80). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Epés de Bols, 5 (43-37-57-47); L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). JACQUOT OF NANTES (Fr.) : Lucerneire, 6- (45-44-57-34).

JAMAIS SANS MA FILLE (A., y.o.) UGC Retende, 8 (45-74-84-94); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Blar-ritz, 9 (45-62-20-40); v.f.; Rex, 2 (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gebellne, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pathé Clichy, 16- (45-22-48-01); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96). LES LIAISONS DANGEREUSES (A.

v.o.) : Cinoches, 6- (48-33-10-82) : Grand Pavois, 15- (45-54-45-85). LIFE 19 SWEET (Brit., v.o.) : Reflet Legos II, 5- (43-54-42-34). MADAME BOVARY (Fr.): 14 Juffet Parmassa, 6- (43-26-58-00).

MILLER'S CROSSING (7 (A., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). MISERY (\*) (A., v.a.) : Cinoches, 6- (46-

MISSISSIPPI MASALA (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77); L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63); Studio 2B, 18- (46-06-36-07). MOHAMED BERTRAND-OUVAL (Fr.) anchuanteu Bent Manto-OUVAL (FT.) : Forum Hortzon, 1- (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 6- (43-58-92-82) ; Pathé Français, 9- (47-70-33-88) ; Fau-vetts, 13- (47-07-55-88) ; Les Momper-nos, 14- (43-27-52-37) ; Pathé Wapler II 19. (45-27-21-94)

II, 18- (45-22-47-84). LA MORT D'UN MAITRE DE THE (Jap., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5- (44-07-20-49).

NAVY SEALS (A., v.o.) : George V. 8 (45-82-41-46). NEUF SEMAINES ET DEMIE (\*) (A., v.o.) : Studio Galende, B. (43-54-72-71) : Grand Pavois, 15 (45-54-

NIKITA (Rr.) : Elyades Lincoln, 6- (43-59-36-14) : Les Montpernos, 14- (43-

POINT BREAK (") (A., v.o.) : UGC Danton, & (42-25-10-30); UGC Blarritz, 8-(45-82-20-40); Sept Pernassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. ; Pathé Français, B (47-70-33-88).

6- (46-33-10-82).

59-19-08); La Bastille, 11- (43-67-48-80); Escuriel, 13- (47-07-28-04); Gaumont Parmasse, 14- (43-35-30-40). RAGE IN HARLEM (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-08) UGC Triomphe, 8: (45-74-83-50); v.f.: Hollywood Soulevard, 9- (47-70-10-41); Paris Ciné I, 10- (47-70-21-71). RAOSAHEB find., v.o.) : Utople. 5- (43-

ROBIN OES 901S PR(NCE DES VOLEURS (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorda, 8 (43-59-82-82); UGC Normandia, 8 (45-83-93); Bratagna, 6 (42-22-57-97); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Fauvetta, 13 (47-07-55-88); Gaumont Alésie, 14 (43-27-84-50); Pathé Morthernasas: 14 (43-27-84-50); Pathé Morthernasas: 14 (43-27-84-50); Gaumont Gaumont (43-43-27-84-50); Pathé Morthernasas: 14 (43-27-84-50); Pathé Mor permasse; 14- (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); Le Gambetta, 20- (46-36-10-95).

LE ROI DES ROSES (All., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). SAILOR ET LULA (") (Brit., v.o.) : Ciné

Beaubourg, 3- (42-71-52-35); Studio Galande, 5- (43-54-72-71); v.f.: Holly-wood Boulevard, 9- (47-70-10-41). SEXE, MENSONGES ET VIOED (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38) : Studio des Ursulines, 5- (43-

26-19-09). LE SILENCE DES AGNEAUX (\*\*) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50) : Les Montpernos, 14- (43-27-52-37) : Grand Pavols, -15. (45-64-

SIMPLE MORTEL (Fr.): Lucernaire, 6-

LA TENTATION DE VENUS BRIL

V.o.): Forum Orient Express, 1: (42-33-42-26): 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-68-83); Pethé Manignari-Concorde, 8: (43-59-92-82); UGC Bierritz, 6: (45-82-20-40); 14 Juillet Besugrensie, 15: (45-75-79-79); Stenvence Montpannesse, 16- (45-44-25-02) : Geturnont Convention, 16- (48-28-42-27) ; v.f. : UGC Opéra, 9- (45-74-95-40).

THE INDIAN RUNNER (7 (A., v.o.):
Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-35); UGC
Odéon, 6- (42-25-10-30); UGC
Rotonde, 8- (45-74-94-94); UGC Normandle, & (45-63-16-16); Misual, 14-(45-38-52-43); UGC Convention, 15-(45-74-93-40) ; v.l. : Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13-45-61-84-95).

THE VOYAGER (All.-Fr.-Gr., v.o.): UGC Danton, 8- (42-25-10-30). THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum

Orient Express, 1. (42-33-42-26); George V, 8- (45-82-41-46). TORCH SDNG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38) : La Berry Zabre, 11- (43-57-51-55).

LES TORTUES NINUA II (A., v.f.) : Club Gaumons (Publicis Matignon), 8- (43-59-31-87); Seint-Lembert, 15- (45-32-

TDTO LE HÉROS (Bel.-fr.-AR.) : Ciné Besulbourg, 3 (42-71-62-36) ; UGC Rotorde, 6 (45-74-94-94) ; Les Trois

Salzac, 8- (45-81-10-60); TROUBLES (A., v.o.) : Ciné Secubourg, 3- (42-71-52-36) : 14 Juillet Odéon, 8-(43-25-59-83) ; Geimont Ambassade, 8. (43-59-19-08) : UGC Biarritz, 8- [45-62-20-40]; 14 Juiter Berugnerielle, 18-(45-75-79-79); v.f.: UGC Montper-nesse, 8-(45-74-94-94); UGC Opéra, 6-(45-74-95-40).

UNE ÉPOQUE FORM(DABLE ... (Fr.) : George V. 8- (45-62-41-46).

URGA (Fr. Sov., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1. (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeoille, 8- (45-33-78-38); Publicis Champs-Eysées, 8- (47-20-78-23); 14 Juliet Bastille, 11+ (43-57-90-81); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Miramar, 14-(43-20-89-52) ; Kinopenorama, 15-(43-08-50-50) ; UGC Mallot, 17-(40-66-00-16].

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) : Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-36); Pathé Marignan-Concorde, 8:

(43-59-92-82) : Saint-Lazare B. (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 18 | 18-57-35-35]; rattle (Tangas, 3-47-70-33-88); Las Nation, 12-43-43-04-87); UQC Lyon Bastille, 12-43-43-01-59); Fauvette, 13-47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14-43-27-84-80); Pathé Montparnsese, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pethé Clichy. 18• (45-22-

46-01). LE VOLEUR D'ENFANTS (Fr.-IL-Es Forum Drient Express, 1 (42-33-42-28); Pathé Heutelouille, 6 (46-33-

79-38) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8. (43-87-

THEATRES

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Choches

PROSPERO'S BOOKS (Set. Hol. v.o.) : Gournont Les felles, 1- (40-26-12-12) : Racine Odéon, 6- (43-25-19-88) : Geurnont Ambassade, 6- (43-

ROBIN OFS 9015 PRINCE DES

DE CARNAVAL. Theatre Renaud-

Grand Ecert : 19 h. Les Caferds : 20 h 30, dim. 18 h. Une fée sort du AMANDIERS OF PARIS 143-65 42-17). Dirn. Herri Tisot : 15 h. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-

08-77-71). Putti : 20 h 46, den. 15 ARTISTIC-ATHEVAINS : 148-08-36-02). Revue : 18 h et 20 h 30, dim.

ATELIER (48-06-49-24).. Richard N : 20 h 30, dm. 15 h 30. ATHENEE-LOUIS JOUVET (47-42 67-27). Selle C. Bérard. Les Lectures du studio: 18 h 30. Selle Louis Jouvet. Feu Arthur Rimbaud. La Fureur de lire: 18 h 30. Le Misamhrope: 20 h 30, dim.

BASTILLE (43-57-42-14) Légèrement sanglant : 19 h 30, dim. (despière) 15 h 30.

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Delyros de status : 18 h. Diabloguement vôtre : 20 h 30. BO9INO (43-27-76-75). Cinémania one-man-show d'une tête à claps : 18 h 30.

One-man-show d'une tête à claps :
18 h 30.
BOUFFES DU NORD (46-07-34-50).
Théètre Stah Bazi de Téhéran: Festival d'automne. Speciacies en langue iranisme : 20 h 30, dim. 15 h.
SOUFFES PARISIENS (42-98-60-24).
Omifie : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). No Women's Land : 20 h. Thé à la menthe ou T'es citron : 22 h..
CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDHON (43-28-97-04). Chronique d'un plano-famme : 20 h 30.
CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÉTE (43-28-36-36), Safe L L'Annocos faite à Maris : 20 h 30, dim. 18 h.
CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Agemeannen : 15 h 30, dim. (+ les Choéphores) 13 h.
Les Choéphores : 19 h 30, dm. (+ Agamemnod) 13 h.
CASINO DE PARIS (49-95-99-9).
Peter Pan : 17 h st 20 h 30, mer.
14 h 15, dim. 14 h 15 et 17 h 30, ven., mar. 20 h.

32-20) Pathé Clichy, 16- (45-22-48-01) Le Gembetta, 20- (46-36-10-96).

Y A-T-IL UN FLIC POUR SAUVER LE PRÉSIDENT 7 (A., v.a.) : Ciné Besu-président 7 (A., v.a.) : Ciné Besu-pourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Damon, 6- (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8-(45-63-16-16) ; v.f. : Rex. 2- (42-36-83-83) ; UGC Morspanesse, B- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8- (47-42-56-31); UGC Lyon Bestile, 12: 43-43-01-59); UGC Gobelins, 13: 45-61-84-95) ; Pathé Wepfer II, 16 (45-22-

### SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de relêche. et de première sont indiqués . entre parenthèses.)

9ETRAYAL Merie-Stuart (45-08-17-80) 22 h ; sam, 18 h 30 (16). NOUS, THEO ET VINCENT VAN GOGH. Lucameire Forum. Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34) (dim.) 21 h 30 (16). LA NUIT EST LE MOMENT. LUCET-

naire Forum, Centre national d'art et d'essal (45-44-57-34) (dim.) 20 h LE SYNDROME DE STOCKHOLM Patris des Gaces. Petit Patris (48-03-11-38) (dim.) 20 h 30 (16).

11-36) (dim.) 20 h 30 (16).
TARO ET HANAKO, PHEDRE.
Théatre du Temps (43-55-10-88)
(dim., lin.) 20 h 30 (18).
LE CAFÉ. Vanves (Théatre Le
Vanves) (46-45-48-47) jeudi, vandradi, semedi à 20 h 30 ; dimenche à

15 h (17). ZAP, Tremplin-Théâtre des Trois-Frères (42-54-91-00) joudi, vendredi, samedi à 20 h 30 (17). LES AMERITUMES. Clichy. Theetre Rutebouf (47-39-28-58) (dim. soir, km.) 21 h ; dim. 18 h [18).

L'ÉVEIL OU PRINTEMPS. Sonneuil-sur-Marne (salle Gérard-Philipe) (49-80-37-48) vendradi, samadi à 20 h 30 ; kmbi, marti à 14 h 30 (18). UNE DES DERNIÈRES SOIRES

Remark (42-58-60-70) (dim. sor, tun.) 20 h 30 : dim. 15 h (18). IPHIGÉNIE. Comédie Française 15-00-15) serredi, dimenche 20 h 30-

COMEDIES BARBARES. Theatr national de la Colline (43-66-43-80) (urt.) 20 h ; sam., dkn. 15 h 30 (20). LA PLUS FORTE : PARIA. Guichet Montparmesse (43-27-88-61)(dim) 20 h 30 (21). 1 72 m

1 2 mm

,25° '

distant.

1700

11 227 7.7

75 C 2 .

1 ± 1

22.

27575

T. 2 . . .

2000 A 4 1 1 1

리 : 보 : ·

2

#F2 27 11

ಹಾಜಿಗಳ

Service of the service of

**≱**15, ... . . .

EEST.

ement a

3257. 2762/ L

Sec.

Times .

EE5 (1

E +--

527

3032

Age ...

FE ....

 $2 k_{\rm K} \leq \alpha_{\rm p}$ 

C. ... Rent Property

Party Party

there .

≥;.

0.

1

The same

₩₩.-...

Sei 7. . . .

S-1:

TT: \_\_\_\_\_\_

EST TO SERVE

100

-

海走。

2-12-5-5-5

27: ^ ···

PDKER & LA JAMANGUE, Thistre-national de l'Odéon. Parite salle (43-25-70-32) (sm.) 18 th 30 (22). LES TROYENNES. Centre culturel de la Clef (43-31-48-27) (sm.) 21 h (22). LE BOUFFON ET LA REINE. Rane-lagh (42-88-64-44) (dim. soir, lun.) 21 h ; dim. 17 h (22). LES CAIMANS SONT DES GENS.

COMME LES AUTRES. Théére de la Main-d'Or-Belle-de-Mai (48-05-67-89) tolin: soir, lun.) 20 h 30; dim WELCOME MISTER CHAPLIN .. Saint-Our. Contro Has-Triolet (30-45-11-10) 21 h (22). LES CHANTS DE MALDOROR.

Paris Villette (42-02-02-68) (hun.) 21 h (22). CHARLUS, Mathenins (Petits) (42-86-90-00) (un.) 19 h 30 (22). LES MACLOMA TRID. Tristen-Berneed (45-22-08-40) (un.) 21 h (22).

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-82). Le 44-45). Y e-t-il un communiste dans la salle? : 21 h, dim. 16 h 30. CENTRE CULTUREL SUEDOIS 42-71-

82-20). Sourire des mondes soutermins : 20 h 30, dim, 18 h. CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). La 17 h. CINO DIAMANTS (45-80-51-31). Deux eur la batançoire : 20 h 30, d'm. 17 h 30. CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-

TAIRE (45-89-38-69). Violences, un diptyque, Corps et tentations: 15 h, din. 18 h, jeu. 20 h 30, ven. 20 h, km. (demère) 20 h 30. 35-13). Les Marnelles de Tirésias : 20 h 30 : COLLÈGE NÉERLANDAIS (40-78-50-00). L'Amour et Nuit de noces : 20 h 30, dm. 18 h. 20 n 30, dm. 18 n; COMEDIE OF PARIS (42-61-00-11). Volume's Folies: 19 h et 21 h 30; COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). La Nort de Valognes: 18 h et 21 b; dion. 15 h 30.

18 h et 21 h, disn. 15 h 30.
COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).
Salle Richelieu. Iphigénie : 20 h 30. Dim.
I.s. Fureur ds. Ilrs des comédiens
français : 14 h:
OAUNOU (42-81-89-14). Cousel le
Grand Onchestre du Splendid : 20 h 45,
dlm. 15 h 30.
DÉJAZET-(TLP) (42-74-20-50). MariePierre Casey : 20 h 30, dim. 15 h 30. Le
Fils du désert : 22 h:
PERACE MARAISE (48-04-81-55). Le

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Meriage de Figaro : 18 h, dim. 15 h 30. Le Mouette : 20 h. Dim. Baudelaire : 17 h 30. ESPACE PIERRE CARDIN (42-65-27-41) Mères, partraits : 20 h 30. ESSAION OF PARIS (42-78-46-42). SSSAION OF PARIS (42-78-45-42). Salle II, Lefte et le Conteur : 20 h 30, dim. 18 h. FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (42-80-05-09). Mornaire de faiblesse institutionnelle sur un trottoir privé : 20 h 30. FONTAINE (48-74-74-40). Le Clen des taume : 15 h 30. et 20 h 45, dim.



BILLET

# La « bonne action »

M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du . CNPF, e formulé vendredi 18. octobre devant l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS) une proposition qui a inscrit parfaitement dens la logique patronale : baisser les charges patronales pour les salariés agés de plus de cinquante-cinq ans. « Cela nous inciterait à conserver ce personnel», a expliqué le numéro deux de l'organisation patronale. En attendant des décisions gouvernementales, M. Giral a l'intention de faire. des suggestions lorsque reprendront les négociations sur le financement de l'UNEDIC, qui gère l'assurance-chômage. Le CNPF propose donc qua les recettes utilisées pour l'embauche de jeunes soient étendues aux plus âgés, si ce n'est - at la différence est de taille - qu'il ne s'agit pas . seulement de créer des emplois mais d'en conserver, La suggestion est doublement atnetèiung

D'abord parce qu'elle encouragerait un phénomène da substitution. Les baisses de charges comportent toujours lerisque de déplacer de l'emploi. Entre deux personnes de compétence comparable, une entreprise aura naturellement tendance à choisir celle qui lui coûte le moins cher. Après avoir subi ces demières années les conséquences des dispositions favorables aux jeunes, les plus da cinquante-cinq ans vont-ils salariés d'âge mnyen? En outre, des incitations, telles que les contrats de retour à l'emploi-(CRE), existent déjà pour le recrutement de chômeurs âgés. Au passage, quel serait l'intérêt - et la signification - d'une réduction de cotisations patronales pour les cadres dirigeants en fin de carrière? de M. Giral sous-entend que abonne action ». Les plus de cinquante-cinq ans seralent scindés en deux groupes. D'un côté ceux que l'on accepte de leur maintien fasse l'objet d'une aide. De l'autre côté, ceux qui

La boucle est bouclée. M. Louis Mermaz devrait exposer ses idées sur les voies et moyens d'une réforme de la politique agri-cole commune (PAC). La Commission européenne, quant à elle, semble désormeis eccepter de s'engager sur le voie de le . réforme communautaire, plutôt que d'attendre que les difficiles négociations du GATT (secord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qui butent sur l'obstacle agricole, aient abouti.

La France, abandannant un immobilisme qui à la longue devenait intenable, semble avoir arrêté une stratégie quant à la manière de faire évoluer la politique agricole commune et de l'insérer dans le système international de production et d'échanges. Personne ne le conteste : après avoir rendu de grands services, l'Eu-rope verte, telle qu'elle a été conçue voici trente ans, est en crise. Les aménagements importants apportés au coms des demières années à son fonctionnement (contingentement de la production lairière, mise en place d'un système de « stabilisateurs »

Ensuite parce que la proposition conserver un salarié agé est une conserver, mais à condition que sont «excédentaires» et qu'il faudra placer en préretraite, car, dans l'esprit de M. Giral, il n'est pas question d'échanger un allégement de charges contre une réduction du nombre de -FNF ou des mesures d'attente. Le maintien des salariés proches de la retraite pose de réels problemes. Pour autant, le réflexe systématique de « baisse des charges » du CNPF est synonyme de facilité. Avant de s'engager dans cette voie, mieux vaudrait d'abord songer à agir sur l'organisation du travail ou la retraite progressive, par

 $j_{n+1} = \{A_n\}^n$ 

. .

exemple. JEAN-MICHEL NORMAND

AUTOMOBILE Léger recul du marché européen

en septembre

En racul de 1,5 % avac 902000 voitures particulières imma-triculées, le marché automobile européen e soutiert, en septembre, de l'essouffiement de la «locomo-tive» allemande. Calculé sur dix-sept pays, la marché européen raste cependant globalement positif pour les neuf premiers mois de l'ennée avec une hausse de 1,8 % des immatriculationa par rapport aux trois premiers trimestres de 1990. Les conséquences du relentissement allemand des ventes ont augmenté outre-Rhin de 6,1 % « seulement » en saptembra) ont été toutefols aménuées par le réveil des marchés espagnols (+ 11 %) et français . (+2.7 %), la stabilité du marché italien (depuis le début de l'ennée) ainsi que les légers meux enregistrés en Grende-Bretagne et en Dnuze (8,4 % de la propulation

REPÈRES

cais out tire le mieux son épingle du jeu avec une part de 9,8 % du mar-ché européen en neuf mols, contre 9.6 % Yan dernier. Avec 11,7 %, PSA, en revanche, perd 1 point de pénétration et est devancé per les graupea VAG (15.9 %), Fard (12.7 %) et General Motors (12 %).

CHOMAGE

Augmentation en août dans la CEE

Le chômage dans la CEE a'est inscrit à 8,9 % de le population active en août, augmentant de 0.1 pnint par rapport à juillet (8,8 %). Cea chiffres, publiés par Eurostat – office des statistiques de le CEE – sont congés des variations saisonnières : ils montrent une augmentation de 0,5 point du taux

active en août 1990). La dégradation de l'emploi e été particulièrement forte au Royaume-Uni (+2,7 pnints en un en), an Irlande (2,2 points) et en France

INFLATION

Net ralentissement

au Canada

Les prix de détail au Canada ont baissé en septembre, du fait notemment des produits alimentaires. L'in-dice du coût de la vie calculé sur la base 100 en 1986 s'est inscrit le mois dernier à 126,7 contre 126,9 en août, soit un recul de 0,2 % en un mois. En un an (septembre 1991 comperé à septembre 1990), le taux d'inflation revient à 5,4 % contre 5,8 % en juillet et anût. La

La situation actuelle est caractérisée, pour les principales productions (céréales, lait, oléagineux, viandes), par un déséquilibre de l'offre par rapport à la demande, qui entraîne des charges de plus en plus insupportables pour le budget européen sans améliorer, loin s'en fant, le revenu des agriculteurs. En outre, la Communauté est en

butte aux critiques des pays tiers. Ceux-ci, ignorant souvent leurs pro-pres turpitudes, lui reprochent de déstabiliser les marchés mondianx en y vendant ses excédents à coup de subventions; et en outre de fermer ses propres frantières aux exportations agricoles de pays qui, tels ceux de l'Europe de l'Est, n'ont guère d'autres moyens de se procu-rer les devises nécessaires à leur redressement économique.

Des aspects tranmatisants

La France, principal producteur de la CEE, gros exportateur de pro-duits de base, nutamment de duits de base, instamment de céréales, est particulièrement montrée du doigt, y compris par certains des Douze, qui hi font grief de faire obstacle, par son refos de tout compromis, à la conclusion de l'Uruguay Round, et donc à une relance des échanges internationaux. De fait, ces négociations commerciales multilatérales, engagées en 1986, butent sur l'obstacle agricole. Leur échec pourrait entraîner au plus mauyais moment – alors que plus mauvais moment - alors que l'Occident doit mobiliser ses efforts pnur faciliter la transitinn des anciens pays enmmunistes, et en particulier de l'URSS, vers l'économie de marché - un regain de comportement protections

Confronté à la colère des paysans,

de la politique agricole commune projet de réforme de la Commisprojet de tetorine de la Commis-sion, dont certains aspects (comme les fortes baisses de prix) risquent d'être traumatisants. Tout en répé-tant que la réforme ne devait en rien être subordonnée à la négocia-tion du GATT (accord général sur les traits durantiers et le commisse) les tarifs douaniers et le comme nu faisait comprendre qu'il était plus sage d'attendre que celle-ci soit passée avant de réfléchir à l'avenir passee avant de renectur a l'avent de l'Europe verte. L'anathème lancé par la FNSEA (Fédération nationale des syndicais d'exploitants agricoles) contre le projet bruxellnis, repris ment pas le gouvernement à quitter cette attitude pusillunime. Au moment de faire des choix stratégi-ques, il s'est retrouvé bien seul, sans pouvoir compter sur des professionnels qui prétendent pourtant cogérer l'agriculture. Il ne lui restait plus alors, a-t-on pu penser un instant à Paris, qu'à manœuvrer pour essayer de conclure l'Uruguay Round sans

La réunion des ministres de l'agriculture de la CEE

La France ne s'oppose plus à la réforme

C'était là un comportement qui convenair parfaitement à ceux des Douze qui n'apprécient pas le pro-jet de la Commission, tels les Pays-Bas, actuellement à la présidence des travaux de la CEE. Bruxelles préconise des baisses sensibles des prix agricoles largement compensées par des versements directs aux agri-culteurs. La maîtrise de la production serait en outre assurée par des programmes quasi obligatoires de gel des terres, mudulés chaque née en fonction de l'évolution de

Le projet de la Commission prévoit encore des mesures d'accompa-gnement en faveur de la production extensive ainsi que de la défense de l'environnement. Une telle réforme peut être complètement indolore. En supporteraient le coût, d'une part, s'agissant des grandes cultures, missinn, quitte à demander des

tares, d'autre part, les exploitations d'élevage intensif. Les agricultures «productivistes» du nord de l'Europe pourraient figurer parmi les plus touchées, ce qui ne plaît ni aux Nécriandais, ni aux Danois, ni aux Les principales

# victimes

Pour ceux-ci, l'option GATT est préférable. Que veulent les Américains et les autres grands pays pro-ducteurs? Essentiellement obtenir sensible de ses exportations de céréales. Les Français en seraient les principales vietimes, L'Uruguay Round ainsi achevé à la satisfaction générale (sauf de Paris!), on rebattrait les cartes de la réforme de la PAC, en metiant probablement l'ac-cent sur une limitation quantitative généralisée de la production. Lors de la réunion informelle des ministres du enmmerce extérient des Douze, le week-end dernier à La Haye, la présidente nécrlandaise a peut-être vnulu faciliter une telle (y compris donc la France) serait prêt à faire preuve d'une certaine souplesse pour surmonter les diver-gences agricoles au GATT, et, dans cet esprit, à reconnaître une marge de manœuvre à la Commission. On sait que M. Daminique Stranss-Kahn a contesté cette interprétation des débats, et en tout cas de sa

Les Français nnt apparemment enmpris qu'il valait mienx une réfinme négociée à l'intérieur de la CEE qu'une réforme imposée de l'extérieur. Il est vraisemblable, dans ces conditions, que les suggestions de M. Mermaz s'inscriront dans la ligne des propositions de la Compar exemple, s'attendre qu'il insiste pour qu'un nombre plus important d'exploitations que ne le prévoit la pensation intégrale des baisses des

Même si les deux opérations ne sont pas liées, un encagement déterminé des Douze en vue de réformer la PAC ne peut que faciliter leur tâche au GATT. Encore faut-il que jusqu'ici n'était pas le cas. L'aménagement des mécanismes de soutien de la PAC proposé par la Commission ne peut que gêner les Américains : il rapproche le système communautaire de celui en vigueur eux Etats-Unis, et les prive de leurs arguments contre les prix trop élevés dans la CEE. Entreprendre la réforme de la PAC ne signifie pas que les Douze pourront conclure l'Uruguay Round sans consentir des concessions agricoles, y compris en ce qui concerne le niveau de leurs d'espérer qu'elles seront alors plus limitées et assorties plus facilement d'engagements réciproques de la

part des autres pays producteurs. Sur le plan politique, il restera à M. Mermaz à convaincre que la réforme, telle qu'elle s'annonce, est probablement la meilleure des solutinas pour l'agriculture française, Les réactions, encore discrètes mais positives, recueillies par la Commission au-delà des états-majors professinnnels parisiens, et cela malgré l'ambiance de révolte régnant dans les campagnes, laissent penser que ce n'est pas un exercice hors de

Léger signe de reprise

# La production industrielle française a progressé durant l'été

après correction des variations sai-sonnières - 114,1 en juillet-août après 113,2 en juin, suit une

Lars de le réunian que les

ministres de l'agriculture des

Douze tiendront lundi 21 et mardi

22 nctobre à Luxembourg,

présentera au Conseil la version

élaborée du projet dont elle aveit

soumis les lignes directrices aux

gouvernements membres evant

l'été (le Monde du 3 juillet), Mal-

gré la colère paysanne, la France

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

hausse de 0,8 % en un mois. hausse de 0,8 % en un mois.

L'évolution sur un an est peu significative dans la mesure où la production industrielle avant beaucoup progressé en juillet-août 1990 par rapport à juin. Plus significatif est en revenche le mouvement de reprise de la production nationale décrit par les comptes trimestriels de l'INSEE: après avoir reculé au quatrième trimestre 1990, pnis avoir stagené un premier trimestre. avoir stagné nu premier trimestre 1991, le PIB (produit intérieur brut) a recommencé à progresser au deuxième trimestre: + 0,8 %, soit à un rythme annuel de plus de 3 %. Ce redémarrage du PIB en France – plus précoce qu'on ne le pensait jusqu'ici – ne peut s'expliquer que par une reprise de la pro-duction industrielle qui s'est produit, dès le deuxième trimestre et s'est poursuivie depuis.

La production industricile en France a progressé durant l'été, ce qui est une bonne surprise. L'indice mensuel calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1985 a atteint –
après correction des variations saisonnères – 114,1 en juillet-août en l'activé en France, après 114,2 en juillet-août en l'activé en France, après durant l'été 1990 n'aura amorce durant l'été 1990, n'aura pas duré très longtemps (six mois environ du quatrième trimestre 1990 au premier trimestre 1991) et aura été relativement modeste. De plus, les enquêtes mensuelles effec-tuées par l'INSEE anprès des industricis montrent qu'une reprise est en train de se dessiner, lente-ment mais à peu près certaine-ment : depnis le printemps, les réponses qui sont faites à l'Institut confirment un léger mais continu

regain d'optimisme, regain qui s'est d'abord traduit dans les perspec-tives personnelles, puis s'est étendu enx perspectives générales qui dépeignent le climat ambiant, La reprise, qui devrait se confirmer progressivement, est le fait de la production antomobile et des biens d'équipement ménager, qui duit, des le deuxième trimestre et s'est poursuivie depuis.

On peut donc penser que l'ensemble de l'économie française a consommation (+3,5 %).

### TRANSPORTS

### Les «boîtes noires» confirmeraient l'hypothèse d'une erreur humaine dans la catastrophe de Melun

noires », les bandes enregistreuses le 17 octobre, en gare de Melun, semble confirmer l'hypothèse d'une erreur commise par le mécanicien du train de marchandises.

La bande de ce train fait apparaître que le mécanicien a bien vu le signal orange lui indiquant que le seu suivant qu'il rencontre-rait à 1 500 mètres serait rouge. Il a actionné le frein et fait tomber la vitesse de 86 km/h à 65 km/h. Il n'a plus touché au frein jusqu'à la hauteur du feu rouge où il n déclenché le freinage d'urgence, qui a eu pour effet de réduire la vitesse à 50 km/h au moment de l'impact

Le dépnuillement des « bnîtes 150 mètres plus loin. Le comportement du conducteur confirme que des deux trains entrés en collision, les feux fonctionnaient normalement et que les freins répondaient aux sollicitations. En l'absence du principal témoin, qui figure parmi les scize victimes de la catastrophe, il sera particulièrement difficile d'aller plus avant dans l'explication de l'accident et d'établir pnurquni le conducteur e obtempéré en partie

seulement au signal orange. L'enregistreur du train de voyageurs ne fait apparaître aucune anomalie. Alors qu'il était eutorisé à rouler à 60 km/h, son conducteur se contentait d'une vitesse de 38 km/h.

EN BREF

D Perturbatinus en vue dans les transports jendi 24 octobre. – Le tra-fic de la RATP et de la SNCF risque d'être permité, jeudi 24 octo-bre, par la journée nationale d'action à laquelle FO et la CGT appellent dans tous sectenrs d'activité : la majorité des syndicats de la RATP majorne des syndreats de la KAIP appelle ce jour-là à « une grande jour-née de grève et d'action». Il s'agit de la CGT, de PO-encadrement et du SAT (autonomes traction) qui affirment avoir recu le renfurt de la CFDT, de plusieurs de la CFDT, de plusieurs de la CFDT, de plusieurs de la CFDT. mrt de la CFD1, de pinsients indépendants et autonomes, soit la grande majorité du personnel et la quasi-totalité des conducteurs. A la SNCF, la CFDT, la CGT et FO ont déposé un présvis de grève des contrôleurs (agents commerciaux des trains-ACT), du mercredi 23 octobre 20 personne de la commerciaux des trains-ACT), du mercredi 23 octobre 20 personne de la commerciaux des trains-ACT), du mercredi 23 octobre 20 personne de la commerciaux des trains-ACT), du mercredi 23 octobre 20 personne de la commercia d 20 beures au vendredi 25 à

☐ Fonction publique: M. Pêcheur chargé d'une «mission de la der-nière chance». — M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, a ennfié vendradi 18 octobre une « mission de la dernière chance » à M. 8crnard Pecheur, directeur général de la fonction publique, afm de tenter de parvenir à un accord salarial avec les syndicats de fonctionnaires. M. Pêcheur doil prendre contact avec les syndicats afin de parvenir à une reprise des négocia-tions, suspendues le 17 octobre, en hausse annuelle enregistrée en septembre repasse sinsi la barre des 5,5 % pour la première fois depuis le début-de 1991. Démissinn de président de l'ANPE. - M. Jean Bornard a ennneé, vendredi 18 nctnbre, qu'il se démettait de la présidence dn ennseil d'administratinn de l'Agence natinnale pour l'empini (ANPE) qu'il occupait depuis le mois de janvier. Par cette déci-sinn, l'ancien président de la CFTC entend protester contre les ennditinns du remplacement de M. Jean Marimbert, directeur général de l'ANPE, annuncé, lu veille an soir, par M- Martine Aubry, ministre du trevail (le Monde du 19 netnbre).

u La Treuhand désigne un délégué es France. – La Treuhandanstalt, l'inflice de privatisation des entrepriscs de l'ex-RDA, a désigné un délégué en France, M. Henri Monod, dont le rôle sera d'encourager les contacts avec les milieux industriels et financiers français. Un quart des investissements étrangers en Allemagne sont francais. Ils nnt pnur nrigine les grandes entreprises et les gouvernements allemand et français voudraient encourager les PME à investir dans l'est de l'Allemagne.

(Nê le 7 février 1924, diplômé de l'institut d'études politiques de Paris. M. Henri Monod est président du conseil de surveillance de la filiale française du groupe allemand Hoechsi et vice-prési-dent du conseil d'administration de l'Ilmion patronale de la région lle-de-

### **Incidents** entre paysans et forces de l'ordre dans plusieurs départements

Plusieurs incidents dus à la gragae paysanne ont marqué la journée du vendredi 18 octobre. A Moissae, en Tara-et-Garonne, près de trois cents agriculteurs ont obligé les organisateurs à annuler un diner organisé dans le cloître de l'abbaye par l'Association du patrimnine culinaire et des arts de la table et auquel devait participer le ministre du tourisme, M. Jean-Michel Baylet.

A Privas, dans l'Ardèche, il a fallu que les forces de l'ordre interviennent pour déloger une cinquan-taine d'agriculteurs qui occupaient les locaux de la direction départementale de l'agriculture. Enfin à Nevers, la ville dant M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, est maire, des éleveurs ont mis le feu à des bottes de paille disposées devant la mairie et il a fallu que les policiers ineaux et les gendarmes dispersent les manifestants à l'aide de compades la commondes la commondes la commonde de commondes la commonde de commondes la commonde la commonde de commondes la commonde de commonde de commondes la commonde de com de grenades lacrymogènes.

Menaces sur l'emploi à Mondeville (Calvados)

### Des sidérurgistes saccagent des bureaux de la SMN

Plusieurs centaines d'ouvriers de la Société métallurgique de Normandie (SMN) ont saccagé, ven-dredi 18 netnbre à Mnndeville près de Caen (Calvadns), les bureaux de la direction de cette filiale d'Unimétal-Normandie, ellemême filiale d'Usinor-Sacilor. La colère des sidérurgistes a éclaté à la suite du compte-rendu fait par les délégués CGT et CFDT de leur rencontre, la veille à Paris, avec M. Francis Mer, PDG d'Usinor-Saeilnr. Ce dernier e, selnn les syndicalistes, pratiquement confirmé la fermeture du site de Mandeville, qui emplaie 1 300 salariés. Inquiets de ces menaces de fermeture, les sidérurgistes de la SMN avaient déjà, le 7 netobre deraier, séquestré le PDG d'Unimétal-Normandie durant près de vingt-cinq heures (le Monde du 9 octobre).

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67

### **PARIS**

# Une bouffée de hausse

INDICE CAC 40 semeines de

temps gris et une baisse de 2,6 %, le soleil e fait ces derniere jours sa réapperition rue Vivienne. Non sans mel. En cinq eéences, le thermomètre, un court instant prêt à chavirer, a

pris plus d'un degré d'avance. Une première depuie la fin août. Le ciel avait été couvert en début de semaine. Mais le manque d'affaires était responsable de tout et, en dépit d'une bruine trae passegare (- 0,28 %), le marché parvint à franchir l'étape sane avoir trop à se protéger (-0,02 %). Et puis, mardi, les nuées se dissiparent soudein très vite, si vite qu'à la clôture la tempéreture éteit remontée de 1,28 %, du jamais vu au quoti-dien depuis le 13 août demier (+ 1,6 %), Le lendemain, les nuages commencèrent à revenir et la fin de séance fut moins brillante (+ 0,35 %). Jeudi fut jour d'alternance avec quelques epparitions furtives du soleil (+ 0,35) et de plus nombreuses ondées. Finalement, le paraplule se révéla utile (- 0,43 %). A le veille du week-end, la grenouille

de le météo se fit prier pour montrer, le nez (-0,32 %), avant de sortir franchement

(+ 0.47 %). Bref, d'un vendredi à

l'autre, l'indice CAC 40, instru-

ment de le mesure météo sous

les lambris, e momé de 1.65 %.

Jamais une hausse d'une telle

en Bouree depuie le dernière semeine du moie d'eoût (+ 1,68 %). Le heusse n'en e pas moins faill capoter. Manque de résolution ou méfiance ? A dire vrai, pesante ces demières semaines, l'atmosphère s'éteit nattement détendue, presque dèe les premiers jours. Pour deux bonnes raisons au moine. D'ebord l'inflation pour septembre venait de se révéler plue sage que prévu (+ 0,2 % seule-ment) malgré la rentrée, ce qui leiese préeager pour l'ennée 1991 une hausse des prix infé-rieure aux 3,3 % fixés. Et puis, dans les milieux financiers, tout le monde tenait pour acquis un ement de la politique

### Une phase de baisse des taux

Ajourons à cela que la Bourse ettendeit, evec une certeine Impatience et un den d'espoir, la publication eux Etets-Unis des dernièree stetistiques sur le merche de l'économie eméricaine. Dire que la déception fut au rendez-vous n'est pas vraiment un euphemieme. Jeudi, en début d'après-midi, on apprenant que le Banque de France veneit d'abaisser d'un quert de point ses teux directeurs. Assurément, les investisseurs ettendaient mieux. Et, dans la mesure où le marché evait déjà tenu compte de ce rajustement, eucune réac-tion n'était dès lors possible. Il

Weshington n'en furent que plus emèrement ressenties. Décidément, la reprise s'enlise de l'autre côté de l'eau. En août, le déficit commercial e gonflé. La mole dernier, le production industrielle a eugmenté (+ 0,1 %) deux fais moins vite que prévu (+ 0,2 %). Et ei le chômege donne quelque eigne d'essoufflemem, les ventes de voitures ont continué de plonger (- 9,5 %) eu cours de le première décede d'octobre. -

Enfin, les prix montent trop

vite et la masse monéteire

s'eccroît. Le président Buah a beau dire que l'économie américeine est sur la bonne voie, le epectacle qu'en donnent les chiffres n'est pas brillant. Et tant que rien ne va chez l'Oncle Sam. il serait vain d'ettendre des miracles de ce côté-ci de l'Atlantique. Alors pourquoi, malgré les reculades observées, cette insistance à la heusse, rue Vivienne? D'une façon générale, les spécialistes des sociétés de Bourse se veulent reisonneblement optimistes, comme ceux de Leven-Chauffier, de James Capel ou de Didier Philippe. « Paris paraît relativement attrayant», indique-t-on égelement chez DR Gestion, firme spécialisée dans la cestion de fonds et l'enalyse financière. La raison en est, explique-t-on partout, qu'imperceptiblement l'environnement est en train de changer. Sous le houlette d'un G7 plus musclé, les pays indus-

18-10-91

138,50 + 404,60 -649 + 546 + 360 -918 -351,16 +

472,50 + 12,50

18-10-91 Diff.

729 + 252,50 -72,65 -134,30 + 56 + 1,65 +

18-10-91

153,50 +

DIE

1,50 5,20 26 13

7,15 9,90 0,90 0,04

Diff.

<u>Pétroles</u>

Mines, caoutchouc

Alimentation

de beisee dee teux. Melgré l'étroitesse de se merge de manœuvre, la Banque de France, murmure-t-on, peut mieux faire et elle le fera. D'autre part, sauf événemente impréviaibles, la croissance, tôt ou tard, repartira. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, avait promis- une bonne eurprise . « Bonne » eet sens doute excessif avec une produc-tion industrielle eppelée pour 1991 à ne pes sortir du schéma de croissance établi, malgré une poussée de 0,79 % en juillet et en eoût, qui e eu pour effet momentané de revigorer quel-ques énergies chancelantes sous

Mais le fait est là : lentement, trop sans doute, le eituetion e eméliore. Et heaucoup, rue Vivienne, ne perdent pas l'espoir de voir le gouvernement adopter event le procheine échéence électorele une politique Industrielle enfin digne de ce nom. Bref, de quoi justifier une meilleure vision de l'evenir et le bouffée de hausee enregistrée cette semeine par le merché. Reste la prudence. Assurément mieux disposés, les investisseurs ne sont pas pour eutant dispo-sés à brûler les étapes. L'évènement de la semaine a été l'OPA de 4 milliards de francs lancée par Accor sur les Wagons-Lits pour en prendre le contrôle eu prix de B 650 francs belges, soit environ 1 440 francs français.

tes lambris.

ANDRE DESSOT

Banques, assurances, sociétés d'investissement				
18-10-91	Diff.	An		
491,50 927 115,20 530 620 173 1 107 315 951 274,70 1 514 1 862 760 70,50	+ 1 inch, - 4,80 + 17 + luch, + 0,80 + 47 - 6,10 + 20 + 2,20 + 4 inch, - 2 - 4,50 + 4,36	De Dri Ges Ham Sain We		
	18-10-91 491,50 927 115,20 530 620 173 1 107 315 274,70 1 514 1 862 760	18-10-91 Diff.  491,50 + 1 927 huch, 11:5,20 - 4,80 530 + 17 620 + luch, 173 + 0,80 1 107 + 47 315 - 6,10 951 + 20 274,70 + 2,20 1 514 + 4 1 862 inch, 760 - 2 70,50 - 4,50		

# + 0,60 + 0,60 + 0,60 - 5 324,30 + 5,30 527 + 33,50 Matériel électrique

	18-10-91	Diff
Alcatel-Alsthom	603	+ 5
CSEE	208	4.90
Générale des eaux	2 398	1 3
	810	~ 35
Intertechnique	752	+ 22
Labinal		54
Legrand	3 960	,
Lyon, des eaux	537	- 4
Marra	181,90	- 5,70
Mertia-Geria	528	+ 6
Monlinex	149	- 8,80
Radiotechnique	542	- 8
SEB	1 697	+ 57
SextAvionique	253,60	- 51
Thomason-CSF	144.90	- 0.60
1BM	578	+ 3
ITT.	329.50	+ 19
Schlumberger	404	+ 27.10
Cientens	2 120	(I 55720

### Valeurs diverses

	18-10-91	Diff.
Accor	715	_ 9
Air liquide	674	+ 6
Arioman	2 379	+ 89
Bic	702	7
Bis	315	- 11
CGIP	995	l_ 2i
Club Méd.	437,40	- 17,68
Essilor	330	+ 2.90
EnroDisacy	137.20	- 1.80
Europe 1	999	- 22
Eurotuanel	42.50	- 3.25
Groupe Cité	475.10	- 1i.90
Hachette	164	- 1754
Havas ,,	468	÷ 6.90
Marine Wendel	300	- 0.20
	1	آ <u>ئ</u> ار 10
Navigation mixte	1	ب <u>دځ</u>
Nord-Est	100,10	- 5,29
L'Oréal	671	+ 11
Saint-Gobain	456,80	~ 3,90
Sanoti	1 029	+ 16
Saulnes Châtillon	232	+ 3,50
Skis Rossignol	776	- 8

### Bātiment, travaux publics

	18-10-91	Diff.
Aural d'entr.	930 604	inch. + 9 - 14
Ciments français	391,10 167	+ 1.10 - 4
J. Lefebvit Lefarge-Coppée Poliel	831 344,16	+ 6 - 4,80

### Mines d'or, diamants

	18-10-91	Diff
Anglo-American	215	+ 4.20
Bul Gold M.	67.80	+ 3
De Beers	165	+ 5,70
Drief. Cons	68,90	+ 0,30
Gencor	23,70	- 0,05
Harmony	34,35	+ 1,45
Randfontein	24,60	inch.
Sainte-Helena	43,20	+ 1,70
Western Deep	215,60	+ 4,60

### roduits chimiques

	18-10-91	Diff.
Inst. Méricux	4475	+ 75
Roussel-Uclaf	1 800	- 53
Synthelabo	910	<b>– 100</b>
BASF.	785	- 41
Bayer	960	- 15
Hocchst	789	- 23
	120	- 22
Imp. Chemic.	126 149.10	ľ

### Métallorgie,

	18-10-91	Diff
Alsoi	355	+ 7
Dassault Aviation	368	<b>– 21</b>
De Dietrich	1 370	- 15
Fives-Lille	330,50	]- L,6
Penhott	413	- 3
Peugeot	612	{- 2
SAGEM	1645	j 20
Strafor, Facom	800	<b>30</b>
Valco	565	l+ 17
Vallourec	319,20	1- 1,3

### MATIF

ourcentage du 18 octobre 1991 Notionnel 10 %. - Cotation Nombre de contrats : 49 448

COURS		ÉCHÉ	INCES	
COOKS	DEC. 91	MARS 92	JUIN 92	SEPT 92
Premier	107,44	107,48	107,80	
+ baut	107,50	107,50	107,80	,
+ bas	107,36	107,40	107,74	
Dernier	107,48	187,50	107,74	
Compensation	107,48	107,50	107.84	107,64

~- <del></del>							
TE AOTT	JME DES	TRANSAC	TIONS (er	n milliers o	le francs)		
	11-10-91	14-10-91	15-10-91	16-10-91	17-10-91		
RM	2 024 407	1 536 272	2 601 259	2 277 671	2.431 827		
R. et obl. Actions	11 012 005 140 380	7 492 875 76 774		11 891 325 110 866	9 170 619 125 317		
Total	13 176 792	9 105 92t	15 469 990	14 279 862	11 727 763		
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)							
Françaises .	119,5	119,4	120,8	121,1	120,9		

r. estegnen.	114,7	1	113,4		110,5	_}	112,8	3	· 110'T
	IND	ICI	S CAC	(du	lundi au	vend	redi)		
•	14-10-91	$\int$	15-10-91	Ţ	16-10-91	Ţ	17-10-91	J	18-10-91
	(	bese	100, 28	dé	cembre 1	990		_	
iénéral		-	489		492,2			1	491,7
	. (Ъ	ase	1 900, 3	1 4	cembre i	987	7		٠.
AC 40	1 833,38	1	1 856,39	ł	1 863,40	1.	1 855,47	1	1 864,20

# Filatures, textiles

	18-10-91	Diff.
Agacise (Fin.) Demart DMC Gal. Lafayette Nouv. Galerie Printemps La Redoute	1 100 2 020 330 1 630 475 845 4 854 33	- 2 - 15 + 3,50 + 8 - 27 + 13 + 74 + 3

MARCHE LIBRE DE L'OR					
	Соци 11-10-91	Cours 18-10-91			
Or So (Não en barra)	#6 500 66 600	55 500 65 500	1		
Pièce française (20 fc.)	378 .	383	ĺ		
Pièce suisse (20 fr.)	394	333 364	ſ		
e Pièce techionne (20 fr.) . Sourerain	376 490	490	ł		
· Sourceain Elizabeth &	493	491	ł		
Pièce de 20 dalles	2 066	2 070	l		
- 10 dollars	1 027,50 565	1 032,50 070	ŀ		
- 50 percs	2480	2.496 456	ļ		

### LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeus	Hauste:	Valence	Baige %
Cesino	***********	Sexism. Avion Majorette SCUR, SA. Sodetco Synthesiato. Rochette (La) Dessuelt Rect. Michaleump Imetal Metrologie Inter. Dessuelt Avial. Nord-Est. Norv. Geleries	- 16.7 - 17.4 - 11.5 - 11.2 - 9.7 - 8.3 - 8.3 - 5.4 - 5.4

### VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

		•• • •	1
1	Note de	Val. en	ļ
		Cap. (F)	ł
ELF Aquitaine.	1819063	741 842 063	
LYMH	147971	620 654 357	l
Total cat. B		575 399 276	j
Alcatel		452 986 187	ļ
Eurotumee	9622704	432464597	
Accor	535 974	.394 621 488	ı
BSN	373 508	356 403 392	Į
Eaux (Gen.)	140017	. 336746826	Į
Sté Générale A	658 597	307 057 824	l
Carrefoor	136519	279 247 790	
Havas	544.430	253083971	l
UAP	488 050	249 391 363	i
Michelin B		233 (34 639	
12 minutes		232 539 039	
Pershes			ŀ
(*) Du vendred	E I detobre	1991 au fendi	ŀ
17 octobre 1991 i	actos.		ŀ

### **NEW-YORK**

### De nouveaux records

Après evoir marqué INDICE DOW JONES unc pause jeudi, Well Street est reparti sur sa iancée vendredi 18 octobre, de nou-velles statistiques

sur la situation économique ayant relancé l'espoir de nouvelles interventions de le Réserve fédérale américaine (Fed) pour aider à la reprise de l'activité. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes à battu son record de 3 061,72 établi mercredi pour clôturer à 3 077,14 en hausse de 24,14 points (+ 0,79 %). Sar le semaine la progression a ainsi été de 3,13 % et c'est la cinquième fois depuis le début de l'année que le Bourse eméricaine pulvérise

tous ses records. Vendredi, quelque 204 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse e dépassé celui des baisses : 875 contre 724, 520 titres. La diminu-tion de 2,2 % des mises en chantier de logements en septembre, conjuguée à la série de statistiques inquiétantes publiées le veille (dégradation du déficit commercial en août, forte hausse des prix de détail en septembre), a relancé l'espoir d'un nouvel assouplisse-

ment du crédit de la Fed. Selon les experts, la croissance est si anémique que la Fed devra la stimuler par de nouvelles baisses des taux d'intérêt malgré la reprise de Pinflation. Sur le marché du crédit; le taix des bons de Trésor à trente ans est tombé en coars d'après-midi à 7,94 % contre

8,02 % jeudi soir.

Indice Dow Jo bre : 3 077,14 (c		
	Cours 11 oct.	Cours 18 oct
Alcoe ATT Boeing Chase Man. Benk Du Peet de Nemours Eastman Kodak Eccon Ford General Electric General Alcoos Goodyear IBM ITT Mobil Gil Pfizes Schlumberger Texaco UAL Corp. (er-Allegid) United Tech Westinghouse	61 1/8 37 48 18 3/4 43 1/4 43 1/8 66 1/2 37 3/4 43 7/8 54 7/8 69 1/2 64 7/8 67 5/8 65 1/2 124 1/8	64 39 50 18 17. 46 30 45 50 65 17. 13. 100 36 58 37 68 37 68 37 134 17. 163 17. 163 17.
Xerox Corp	,59 1/4	62 1/1

(+0,11 % mercredi, +0,43 % jendi et +1,86 % vendredi), encomage

d'intérêt. La bonne verformance

de la Bourse vendredi est large

ment due aux déclarations du

futur premier ministre, M. Kiichi

Miyazawa, en faveur d'une baisse

de son taux d'escompte par le

1 881,70 (c.1 853,33).

Cours !!! oct.

1.050

2 690

1 050

22.

77.

ELT.C.

20000

Taran.

-

44

The state of

MESSEY :::

### TOKYO

# Forte progression

Le marché est infectées par le virus du sida. Le reparti à la hausse eette semaine pendant les trois séances suivantes (40.11% mercredi. +0.43% icindi

pent les quatre par les ruments croissantes sar une prochaine détente des taux Les opérateurs out vécu dans l'espoir d'une prochaine beisse des taux. Toutefois, le volume des effaires est resté modéré, avec 357,3 millions de titres pour 395,1 milliards de yens (18 millierds de francs), contre

aux suspensions de transactions frap-

Bank of Japan (Bol). Indices du 18 octobre : Nickei, 24 894,32 (c.24 157,72) : Topix, 312,9 millions de titres la semaine précédente. Le marche s'éteit ouvert au début de la semaine sur une note morose (-1.23 % le lundi), les investisseurs restant sur la touche dans l'attente de l'an-nonce le lendemain des sanctions contre les quetre meisons de change impliquées dans le récent scandale boursier (Nomura, Nikko, Yamaichi et Daiwa). Le marché se réveillait march (+ 1,87 %) lorsque Meiji Mille Products Co. révélait la découverte d'une substance capeble de détruire les cellules

# Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota M

### LONDRES Hausse

sur rumeurs d'OPA

+ 1,8 % Les valeurs out nettement pro-gressé cette semaine à Londres, dans le sillage de Wall Street, qui a établi un nouveau record absolu. D'autre part, elles ont été soute-nues par des rumeurs d'OPA mas-sives à venir sur le marché londonien. Unc flopée d'indices économiques décevants comme le chômage, la production industrielle et manufacturière et le déficit bud-

ire ont assombri le marché, En fin de semaine, l'échec de l'augmentation de capital de l'augmentetion de capital de 280 millions de livres (près de 2,8 millions de francs) de Hillsdown Holdings, souscrite seulement à 48 %, a troublé les investisseurs. Asda et British Aerospace, qui ont également lancé des angmentations de capital controversées, out fini la semaine en description de priva d'Amission offession de privalement descriptions de capital controversées, det fini la semaine en description offession of sons du prix d'émission offert pour leur augmentation de capital. Les valeurs pétrolières ont bénéficié de l'offre de 1,16 milliard de livres de LASMO sur Ultramar et des cours du breat, qui ont monté à leur plus haut niveau depuis la guerre du Golfe.

Indices FT dn 18 octobre: 100 valeurs, 2 601, I (c. 2 555,0); 30 valeurs, 1 968,8 (c. 1 953,9); fonds d'Etat 86,46 (c. 86,70) et mines d'or 165,9 (c. 166,6).

	· · ·	
	Cours II oct.	Cours 18 oct.
Bowster	6,85	6,90 3,52
Charter	5,32 4,84	5,33 4,86
De Beers	16 13,65	28,25 14,41
GUS	13,07	18,50 12,87
Reuters Shell	9,38 5,13	5,34
Victor	1,67	1,68

### FRANCFORT **Pessimisme** - 0,33 %

La Bourse de Francfort s'est seuil psychologique des 1 600 points de l'indice DAX, le marché souffrant toujours d'un climat pes-

simiste. Le seul événement marquant de cette semajne morose (- 0,33 %) est intervenu mardi 15 octobre, avec une remontée des cours grâce au soutien des investisseurs étrangers et à la bonne tenue des Bourses de New-York et de Tokyo. L'annonce d'une prise de participation de Krupp chez Hoesch a fait reculer ce dernier titre de 16 dentschemarke à 248,50 deutschemarks. Les autres grands perdants dé la semaine ont été les valeurs chimiques.

Elles ont souffert de l'annonce de la réduction des primes versées au personnel de BASF au titre de l'année 1991 et d'une analyse faisant état d'un recul de 10 % au moins des bénéfices de 1991 des grands de la chimie allemande. Le volume des transactions sur actions sur les huit places bour-sières allemandes s'est élevé cette semaine à 21,82 milliards de dent-schemarks contre 21,88 milliards

de deutschemarks la semaine pas-Indices du 18 octobre : DAX 1 563,25 (c.1 568,42); Commerz-hank 1 802 30 (1220)

Jane 1 802,30 (	(1820).	
	Cours '	Conrs 18 oct
AEG BASF Bayer Commorchank Deunschebank Hoechsg	185,50 243,70 288 239,50 638	182,58 233 282,90 241,50
Karstadt Manneuman Siemens Volkswager	257 604 267 61.7	229.50 600 266.50 620.50

# L'Italie, un emprunteur très attendu

Cela fait près de six mois que l'Italie n'a plus sollicité le marché international des capitanx. C'est international des capitaux. C'est une longue absence pour un pays dont les besoins d'emprunt sont gigantesques et qui, ces dernières années, à intervalle régulier, s'est distingué sur l'enromarché par de grandes émissions, audacieuses et réussies. Sa réserve actuelle est vraisemblablement due à la sévé-rité des sociétés américaines d'éva-luation de cruit, au printe more Mnndy's qui, au printemps, a abaissé d'un cran la note attribuée à la dette italienne. Sans cette sanctinu, le Trésnr public de Rume aurait probablement déjà lancé de nnuvelles eurn-obligations, soit en dollars soit en écus.

Pour l'instant, il se procure les ressources dont il a l'emploi uniquement sur son propre marché natinnal qu'il a d'ailleurs développé de façon systématique afin d'attirer sur place, à domicile, les investisseurs étrangers. Ceux-ci n'ont guère été influences par la décisinn de Mnndy's qui était généralement attendue. Les économistes avaient depuis langtemps multiplié leurs études, mettant en évidence les difficultés du pays et dénonçant l'ampleur de ses défi-cits. De fait, l'Italie a beau être un pen moins bien notée qu'aupara-vant, sa signature n'en demeure pas moins très appréciée partout dans le monde. Il reste que les étrangers qui tiennent à acquérir des fands d'Etat sant parfais découragés de le faire par des dif-ficultés d'ordre fiscal. Une retenue est oormalement prélevée à la source sur les revenus des place-ments faits en Italie. Les autorités transalpines viennent certes de prendre des mesures pour que les non-résidents puissent récupérer le montant du précompte. Mais la procédure est lourde et le rem-boursement dépend de la conclusion de conventioos de dnuble imposition avec le pays d'origine des investisseurs.

Les problèmes de ce genre ne se posent normalement pas sur l'eu-romarché où, par définition, aucun impôt anticipé ne vient grever la rémunération des titres. Cela explique pourquoi tant de spécia-listes espèrent que l'Italie oe tar-dera pas trop à émettre de nou-velles euro-obligations. Oo ne dispose d'ancune confirmation

nfficielle à ce sujet, mais les experts les plus écoutés, comme ceux de Morgan Guaranty Trust Compagny, par exemple, estiment que d'ici la fin de l'année, le Trésor romain pourrait directement, ou par l'intermédiaire d'établisse-ments publics, lancer cette année encore des emprunts internationaux pour un volume équivalent à trois milliards.

### Nombreuses émissions · françaises

Pour ce qui est des débiteurs français, ils ont été nombreux ces derniers jours. Deux d'entre eux ont lancé pratiquement en même temps des obligations en dollars pour des montants importants et pour des durées proches, de l'ur-dre de dix ans. En dépit de leur similitude, les deux transactions ne sont pas entrées en concurrence car elles se sont faites dans des compartiments différents. Elles ont toutes deux été fort bien accueillies. Celle dn Crédit foncier de France est une euro-émission de 500 millions de dollars qui viendra à échéance au début de 2002, et dont les titres, rémunérés au taux de 8 % l'an, étaient niferts à un prix calculé de façon à rappor-ter aux investisseurs quelque 49 points de base (au centième de point de pourcentage) de plus que les fonds d'Etat américains de référence. Elle était placée sous la directinn ennjninte de deux grandes eurobanques, l'une d'ori-gine américaine J. P. Morgan et l'autre d'origine française, Paribas, qui s'est chargée de la conclusion de contrats d'échange que souhai-tait passer l'emprunteur. Ces tait passer l'emprunteur. Ces contrats permettent ao Crédit foncier de disposer de fonds, en dollars certes, mais également eo francs français et en francs suisses, à des conditions très avantageuses. Les francs suisses par exemple oe lui coûtent que 7,25 % l'an. L'opératio o était très importante car c'est la première fois que le Crédit foncier offrait des titres en souscription publique sur un marché cription publique sur un marché étraoger sans béoéficier de la garantie de l'Etat.

Elf-Aquitaine est le débiteur de l'autre émission en dollars qui porte sur 300 millions et qui s'est effectuée à New-York, sur le mar-ché national américain. Le taux

d'intéret facial de cet emprunt, nrganisé par la maison américaine Goldman Sachs, est également de 8 %, mais il est servi semestrielle-ment, comme il est de coutume outre-Atlantique. Les titres étaient prapasés aux investisseurs de facon à leur rapporter quelque 60 points de base de plus que les bons du Trésnr de dix ans de durée. Un des grands mérites de cet emprunt a été de permettre à Elf-Aquitaine d'élargir le cercle de ses investisseurs, de mieux se faire connaître dans les milieux financiers américains. Pour une entreprise pétrolière de cette envergure, il est très utile de diversifier le plus possible ses sources de finan-cement. Certains autres débiteurs français, dont les besoins de fonds sont beaucoup plus faibles, sont également tentés par la sointion d'un emprunt aux Etats-Unis qui, pensent-ils, pourrait contribuer à accroître leur notoriété sur le plan international. Nombreux sont œux qui doutent du bénéfice réel qu'ils y tronversient, car nn ne remarque vraiment à New-York que les noé-rations de grande taille.

Parmi les autres émissions francaises de ces derniers jours, l'at-tention a notamment été retenue par un euro-emprunt de 30 milliards de vens lancé pour une durée de sept ans pour le compte du Crédit national par une banque japonaise, Mitsui Taiyo Kobe, Les titres, manis de enupons de 6,125 % l'an, ant été pour l'essentiel acquis par des investisseurs européens et leur placement a été facilité par une baisse générale des taux de rendement au Japon. En francs suisses, le Crédit local proposait par l'intermédiaire de Pari-bas un coupan de 7,25 % l'an, pour une durée de cinq ans et son emission s'est déroulée de façoo satisfaisante enmpte tenu-des grandes difficultés dont sonffre présentement le marché beivétique, toujours confronté à une forte inflation. En francs français, sous la conduite do CCF (Crédit commercial de France), la SNCF a remporté un vif succès à l'étranger en effrant des euro-obligations de sept ans de durée, dont la rémunération ne sera servie qu'à l'échéance, au momeot du remboursement du capital.

CHRISTOPHE VETTER

### DEVISES ET OR

# Sans changements

Les marchés des changes n'unt en registré que des variations peu significatives cette semaine, le dollar poussant une petite pointe à près de 1.71 deutschemark avant de revenir en arrière en fin de semaine. Même le yen, qui s'était nettement affaibli la semaine précédente, est resté stable, malgré les propos pessimistes de M. Kijebi Miyazawa, candidat au poste de premier ministre, qui s'in-quiête de la faiblesse de l'économie raponaise.

L'annonce d'une inflation plus forte que prévu aux Bais-Unis (0,4 % en septembre contre 0,2 % les trois mois précédents), si clie a jeté un froid sur le marché des obligations, où le rendement de l'emprunt du Trésor à trente aus a nettement aug-menté, frôlant les 8 %, a plutôt joué en faveur de la devise américaine. La

plus réservée à l'égard d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt à enurt terme. Les opérateurs estiment donc 3,4110 francs : de toute façon, les que le cours de 1,69 DM constitue le transactions étaient faibles. La peseta senil de soutien pour le billet vert. Notoes que la confiance dans l'écono-mie américaine est tombée à son plus bas niveau depuis un an et demi, 29,6 % seulement des hommes d'af-faires prévoyant une hausse de leur chiffre d'affaires dans les six prochains mois, et 23,6 % estimant que la reprise est prochaine.

Dans le système monétaire euro-péen (SME), le franc a commencé par bien résister à la diminution des taux directeurs de la Banque de France – largement anticipée, le cours du mark à Paris se maintenant à 3,4070 francs, paur, tuutefnis, frôler les 3:41 francs vendredi soir, sur des rumeurs, fantaisistes, de départ prochain de Me Cresson. La Banque de

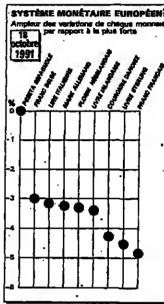
COURS MOYENS DE CLOTURE DU 11 OCTOBRE AU 18 OCTOBRE. (La ligne insérieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S E.U.	Franc français	Franc sciesa	D.merk	Franc beige	Florin	Lire italiarate
New-York.	1,7200	-	17,3229	67,5219	- 59,0493	2,8653	52,3834	0,07298
LOUIS TO LES	1,7190		17,3430	67,4991	59,1816	2,8694	52,4521	8,57898
Paris	9,9295	5,7730	-	389,804	349,59	16,5415	392,4896	4,5600
	9,3117	5,7660	-	389.28	340,78	16,5451	302,439	45545
Zurich	2,5473	1,4870	25,6539	_	\$7,4520	4,2435	77,5798	1,1658
	1,5466	1,4815	25,6937	-	87,5991	4,2510	77,7072	1,1702
Franciert	2,9128	1,6535	29,3348	114348		4,8524	88,7113	1,3376
CINIA-COTE	2,9685	1,6920	29,3444	114,2065		4,8550	88,7490	1,3364
Brmelet	64,828	34,90	6,0453	23,5651	20,6932		18,2818	2,7567
	59,5071	34,85	í,Ha	23,5234	20,5969	_	18,2795	2,7527
	3,2834	1,9090	33,0477	1,2889.	112,7751	5,4699	_	L-5078
Amsterdam	3,2772	1,9065	13,865	1,2868	112.677	5,4705	-	1,5059
Milan	2177,52	1266	219,2561	854,877	747,564	36,2750	663,174	:-
	2176,25	1266	219,562	854,539	748,276	36,3271	664,044	-
Tubra.	223,256	129,30	22,4839	87,6434	76,6459	3,7191	67,9937	0,1025
-	222,954	129.70	22,4939	87,5464	76,6548	3,7216	68,8304	US

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 18 octobre, 4,4476 F contre 4,4456 F le vendredi 11 octobre 1991.

France n'est pes intervenue, se réservant de le faire au seuil d'alerte de a continué de céder du terrain, sur des rumeurs d'abaissement du taux d'intervention de la Banque d'Es-

Enfin, selon M. Bnris Eltsine, 350 tonnes d'or auraient été transfé-rées à l'étranger au cours des six derniers mois. A Bangkok, l'expert Grignri Yavlinski avait provoqué une surprise, affirmant que les réserves d'nr de l'URSS s'élevaient à 240 tonnes, plus 150 tonnes déposées à l'étranger en gage.



### **MATIÈRES PREMIÈRES**

# Le réveil de l'aluminium

Début octobre, les prix de l'alumi-nium au London Metal Exchange (LME) avaient touché leur plus bas oiveau de l'année, à 1 171 dollars la tonne (mnins de 6 800 francs), le marché souffrant d'un ralentissement de la consommation coîncidant avec une office toujours trop importante. La semaine écoulée a vu les cours se redresser assez nettement à plus de 1 237 dullars la tonne, gagnant 82 dollars dans la seule séance du 16 octobre, puis encore 13 dollars le lendemain. A l'origine de ce réchauffement: l'annonce par le second pro-dneteur mandial (bars URSS), le canadien Alcan d'une réduction de 8,5% de son activité en 1990, soit uoe baisse annuelle de 143 500 tnones. Fin septembre. l'américain Alcoa, numéro un occi-dental de l'aluminium, avait annoncé son intention de ne pas diminuer ses capacités de production, suggérant simplement de ne pas ouvrir dans les prochains mois de nouvelles capacités

Cette position avait contribué à déprimer les cotations, la faiblesse de la reprise mandiale pénalisant ee métal de la croissance. La décision d'Alcan (qui porte sur cinq usines) a donc sonlagé les opérateurs, d'autant qu'elle s'inscrit maintenant dans un mouvement assez général de baisse

PRODUITS	COURS DU 18-10
Culvre h. g. (Londres)	1 364 (+ 11)
Trois mois	Livres/tonne
Ahmeinhun (Louiss)	1 227 (+ \$6)
Trois mois	Dollars/tonne
Mickel (Landres)	7 448 (- 97)
Trois mois	Dollars/touse
Sucre (Paris)	285 (+ 8,5)
Décembre	Dollars/tonne
Cafe (Louises)	543 (+ 30)
Novembre	Livres/toone
Cacas (New York)	1 201 (- 65)
Décembre	Dollars/tonne
B14 (Chesp)	357 (+ 10)
Décembre	Cents/boissess
Mals (Chicap)	251 (+ 2)
Décembre	Cents/boissess
Soja (Chicago)	179,48 (=)
Décembre	Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la rariation d'une semane sur l'autre.

Z.

.

de la productioo. C'est en réalité Pechiney qui a montré la voie en décidant en début de semaine de réduire de 22 250 tonnes sa produc-tion dans une unité hollandaise. Les «coupes» fermes portent déjà sur 612 150 tounes, soit 4,1 % de l'offre mondiale bors Uninn soviétique. Hnrmis Alcan, les diminutinns les plus importantes viendront de Rey-nolds (-121 000 trnnes), Austria Metall (-83 000 tonnes), Hungalu (-73 000 tonnes), Alusuisse 40 000 tonnes).

D'autres nouvelles sont vennes sou-D'autres nouvelles sont venues sou-tenir le marché. Une grève illimitée a démarté le 17 octobre à la fondarie australienne de Boyne Island (groupe Comalco), dans le Queensland, une unité qui produit annuellement entre 230 000 et 240 000 tonnes de métal. La compagnie atgentine Alnar s'est de son côté engagée à diminuer de 9 % sa production; qui atteint chaque année queique 171 000 tonnes.

De l'avis des professionnels, l'ajus-De l'avis des professionnels, l'ajus-tement entrepris ne saurait suffire pour rééquilibrer le marché. Il fiu-drait encore retirer des prévisions de production au moins 200 000 tonnes. Car si les industriels avaient pour-suivi sur leur lancée, avec l'ouverture projetée l'an prochain de nouvelles unités au Canada et en France (Pechiney Dunkerque), les capacités effectives de production risquaient en 1993 de s'accroître d'un million de tonnes supplémentaires, pour s'élever tonnes supplémentaires, pour s'élever à 15,5 millinus de tunnes. Une rument circulait vendredi sur le mar-ché, scion laquelle Alcoa pourrait sui-vre à son tour le mouvement de maîtrise de la production, ainsi que les Suédos. On espérait une infriative comparable de la part du groupe alle-mand VAW qui, au cours actuel de l'aluminium, est probablement celui qui perd le plus d'argent.

L'interrogation majeure porte maintenant sur l'ampleur des exporta-tions d'aluminium de l'URSS vers l'Ouest. Celles-ci se sont nettement amplifiées depuis le début de l'année, portant les stocks du LME à un oiveau quasi-record de 742 000 tonnes (+14 000 tonnes la semaine passée). Parce que Moscou conserve jalousement son or, «l'alu» est devenu une singulière monuaie d'échange. Un fournisseur italien de chaussures s'est récemment fait payer en métal par ses clients soviétiques. De même qu'un éditeur transalpin de livres scolaires... Les ventes russes,

qui représentaient le mois dernier quelque 20 000 tonnes par semaine, sont eependant retnmbées à 10 000 tonnes bebdomadaires. La déprime du marché était, dans ce contexte, logique, les grands produc-teurs syant fonctionné jusqu'en juillet au moins à 99 % de leurs capacités. L'assainissement se profile, mais les consommateurs continuent de s'approvisionner petit peu par petit peu. C'est seulement quand les annonces de réduction de production auront porté leurs fruits que les utilisateurs porte teurs truits que les utilisateurs reviendrant pent-être à l'aebat. L'heure reste à l'attentisme. Au siège de Pechiney, rue Baizac à Paris, le coq d'ahuminium ne crie pas encore victoire. Mais le marché est réveillé.

ERIC FOTTORINO CREDIT

### Le Danemark baisse ses taux d'intérêt

COPENHAGUE de notre correspondante

Vendredi 18 octobre, juste après la fermeture des marchés bour-siera, la Banque nationale du Danemark a annoncé qu'elle abeis-serait, à partir de lundi prochain son taux d'intérêt de prêt aux ban-ques, qui passera de 10 % à 9,5 %, et son taux d'escompte, qui sera réduit de 9,5 % à 9 %. On s'attend que les banques privées suivent le même chemin.

La direction de la Banque nationale a expliqué que ces mesures avaient été prises à la suite d'une forte augmentation des ventes de valeurs, untamment des nbliga-tinns à l'étranger. Elles nnt été bien acencillies par les milieux d'affaires et suctout par les syndicats. Ceux-ei espèrent que - si modestes soient-elles - elles aide-rant à la relance des affaires, notamment de la construction, qui enntinue à stagner de façon inquiétante, et qu'elles permettront-de freiner l'augmentation du chômage, qui demeure le souci constant du gouvernement et s'ap-proche, cet anfinme, de 300 000 sans-emploi.

### MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

# La France se donne un peu d'air

clendrier, la Banque de France a abaissé d'un quart de point ses taux directeurs, les ramenant de 9 % à 8,75 % pour les appels d'offres réguliers, et de 10 % à 9,75 % pour les peusions à 7-10 jours, l'élargesement à 1 point du reheral à baisé par ces aux restant suns chancement. Certaux restant sans changement. Cer-tains diront que cette décision est méritoire au moment où les conflits sociaux s'exacerbent avec une discus-sion du projet de budget qui pourrait réserver des surprises désagréa-bles à M. Pierre Bérégovoy. Mais le ministre, traditionnellement soucieux d'allèger la charge des frais financiers des entreprises, aufa pu, de conceit avec la Banque de France, profiter de la désinflation pour don-ner un peu d'air à la pnlitique monétaire française, et surtout, à monétaire française, et surtout, à notre économie, qui en a bien besoin. Il est certain que l'annonce, en début de semaine, d'une hausse des prix en France de sculement 0,2 % en septembre, 2,6 % sur un an, avec un écart d'inflation de 1,3 % avec l'Allemagne an profit de notre pays, a facilité les choses, notamment aux yeux des milieux notamment aux yeux des miliens, financiers internationaux, en particu-lier les fameux egnornes de Zurich » chers à M. Harold Wilson, l'ancien premier ministre britannique.

un autre facteur a été pris en compte, celui du ralentissement du rythme de croissance de la masse monémire M3 en France, qui traduit effectivement le coup de frein à l'économie. Ce rythme, en moyenne trimestrielle centrée sur juillet 1991 par rapport à la même période de 1990, n'est plus que de 5,6 % en valeur, et même de 4,4 % sur la moyenne trimestrielle centrée sur novembre 1990, e'est-à-dire an bas de la fourchette finée pour 1991, soit 5 % à 7 %: on est loin des croissances de 7 % pour M3 enregistrées les années précédentes. Cette fourchette, il est vrai, tenait compte d'une croissance du produit intérieur brut (P1B), estimée à 5,4 % en valeur, révisée depuis à 4,2 %. De même, la progression des crédits à l'économie, qui était encore de 11 % en 1990, est revenue à 9,5 % au premier trimestre 1991, et s'inserit accreté des entre de 1991, et s'inserit accreté des extentes entre de 1991, et s'inserit accreté des extentes ex en 1990, est revenue à 9,5 % au pre-mier trimestre 1991, et s'inserit actuellement sur une pente de 8,4 % avec des inflexions significatives: la croissance do crédit aux particuliers tombe à 5,6 %, tandis que celle des crédits aux entreprises bondit à 16,4 %, les difficultés ou le resserre-ment des trésoreries conduisant ces entreprises à tirer davantage prement des trescretes condunant ces eulreprises à tirer davantage sur leurs lignes de crédit auprès des ban-ques. Cette «rédiction du taux de croisance des agrégats monétaires» figurait en clair dans le communiqué de la Banque de France annonçant l'abaissement de ses taux directeurs. Cet abaissement n'a guére

influencé les marchés financiers où il était « téléphoné » depuis le début de

trente ans. Des ventes bénéficiaires, avons-nous dit : certains opérateurs demi-point, d'où la bausse du MATIF, et d'autres opérateurs out trouvé cela excessif. A 8,75 %, 9,75 %, la Banque de France a, certes, accompli un oouveau pas après les abaissements de mars 1991 et de novembre 1990, mais mainte-nant il va lui falloir attendre pour continuer. A 9,25 % environ, le taux français à trois mois est légèrement en dessous de celui de la zone mark (Allemagne, Belgique, Pays-Bas) et un repli ultérieur ne serait peut-être pas excellent pour la santé du franc (voir la rubrique Devises et or). La Banque de France devra peut-être attendre un assouplissement de la politique monétaire allemande l'an prochain, qui pourrait intervenir au premier semestre si les augmenta-tions de salaires se limitent à 5 %, contre 7 % en 1990, et si le rythme d'inflation décroit suffisamment.

Diminution du taux de base des banques

Fermement invitées par M. Pierre Bérégovoy à abaisser leur taux de base (TBB), les banques françaises se sont exéentées, le ramenant de 10,25 % à 10 %, d'autant plus facile-ment qu'elles étaient restées sourdes aux exbartatinos ministérielles en mars dernier lors de la diminu-tion du taux d'appel d'offres de la Banque de France. Depuis la der-nière diminution du taux de base (de 10,50 % à 10,25 %), en novembre, après la réduction des taux directeurs de la Banque centrale, ces banques estimaient que le coût de leurs ressources, lain de décliner, avait augmenté, notamment en rai-son de la tension sur le franc. La baisse du TBB aura un impact baisse du TBB aura un impaet limité sur l'économie française. La part des crédits indexés sur le TBB, soit 300 milliards, ne représente plus que 17 % à 18 % de la masse globale, s'appliquant aux PME, au profit des crédits indexés sur le tanx interfaceurs De toute focus il feur interfaceurs. interbancaire. De toute facon, il faudraft une baisse des taux de 2 à 3 points pour seir vraiment sur l'économie, et il n'en est pes question, mais un quart de point est toujours bon à prendre.

Sur le marché obligataire, la pous-sée sur les cours do MATIF et la baisse des rendements ont rendu les professionnels nettement plus opti-mistes, dans l'espoir que les investisseurs se tourneront un peu plus vers le long terme, après disparation du demeure le souci
avernement et s'ap
t anfinmne, de
mploi.

CAMILLE OLSEN

detait « téléphoné» depuis le début de
la semaina, et inscrit dans les cours
et les taux. Sor le MATIF,
l'échéance de décembre était monée
à près de 107,60 contre 107,18 à la

difficulté, sous la houlette de la BNP

C'est fait! Avec de l'avance sur le calendrier, la Banque de France a clés veotes béoéficiaires, elle a clés un quart de point ses taux directeurs, les ramenant de 9 % a 9.75 % pour les appels d'offices régulars, et de 10 % à 9.75 % pour les appels d'offices régulars, et de 10 % à 9.75 % pour les appels d'offices régulars, et de 10 % à 9.75 % pour les appels d'offices régulars, et de 10 % à 9.75 % pour les appels d'offices régulars, et de 10 % à 9.75 % pour les appels d'offices régulars, et de 10 % à 9.75 % pour les appels d'offices régulars, et de 10 % à 9.75 % pour les appels d'offices régulars, et de 10 % à 9.75 % pour les appels d'offices régulars, et de 10 % à 9.75 % pour les appels d'offices régulars, et de 10 % à 9.75 % pour les appels d'offices régulars, et de 10 % à 9.75 % pour les appels d'offices régulars, et de la Caisse des dépôts, sur une des veotes béoéficiaires, elle a durée de ouze ans, au taux nominait de 9 % (9,05 % réel plus ristourne sur les commissions de placement). Le milliard de francs de la Banque française du commerce extrérieur (BFCE) est parti un peu moins vite, à 9 % nominal, et 8,90 % réel (toujours plus les ristoumes), malgré la garantie inconditionnelle de l'Etat, sans doute à cause d'une rémunéra-tion un peu plus tirée : après tout, avec ou sans garantie de l'Etat, den-rée qui se fait de plus en plus rare, la signature du Crédit national est considérée comme excellente, et son papier bon à prendre, même s'il n'est pas noté AAA par l'agence Moodys: AA2 est bien suffisant.

> Ralentissement sur les Sicay court terme Fait à remarquer, Alfi Gestion, maison de titres de l'établissement, lance une Sicav court terme libellée en deutschemaries, Fibor plus, destinée aux entreprises et investisseurs institutionnels, avec capitalisation

des revenus, conforme aux normes de la CEE Le rythme de la progression des Sicav court terme, dites de trésore-rie, s'est talenti en septembre, tra-ditionnellement un mois de faible collecte. Les souscriptions nettes de Sicav monétaires sont revenues de 25,9 milliards de francs en août, mois non moins traditionnellement fort, à 2,5 milliards de francs, selon fort, à 2,5 milliards de francs, selon les statistiques d'Europerformance. Leur encours atteint tout de même 933,3 milliards de francs, en route vers les 1000 milliards de francs, à moins qu'un transfert, vers les Sicav obligataires ou court terme «régulières», e'est à-dire un peu plus riches en produits de placement à long terme, ne se produise. Globalement, l'encours de Sicav court terme est passé de 1115,4 milliards de francs en août à 1129,1 milliards de francs en septembre, son une augest passe et 1113,4 miniaris de francs en août à 1129,1 milliards de francs en septembre, soit une augmentation de 13,7 milliards de francs contre 36,4 milliards de francs le mois précédent. La collecte des Sicav obligataires a été négative en septembre (-0,3 milliard de francs), ce qui constitue un retournement par rapport au mois demier, les plus touchées étant les Sicav de capitalisation ou à reveno annuel. Il reste à voir, toutefois, si ce retournement va durer, la reprise de la baisse des taux à court terme à la mi-octobre, et celle des taux à long terme, qui fait monter les cours des obligations en portefeuille, étant susceptibles d'inciter les gestionnaires de Sicav à court terme à panacher ceptibles d'inciter les gestionnaires de Sicav à court terme à panacher im peu leurs actifs, traditionnellement investis en produits courts, en y ajoutant une pincée de long terme, peut-être même davantage. Quant aux Sicav actions, la tendance à la baisse de la collecte s'accentue: — 2,1 milliards de francs en septembre après — 1,3 milliard en août, pour un encours de 226,7 milliards de francs, en recul de 0,8 milliard de francs. francs

FRANÇOIS RENARD .



« responsabilité qu'ils doivent assu-mer auprès des pays de l'Est, libé-

rés politiquement mais entravés par

une crise économique graves, et

dont les Douze représentent

contaires, cotamment celoi des

conditions du passage à la troi-sième phase de l'union monétaire

et celui, plus litigieux encore, de la compétence des pouvoirs du Parle

ment européen - que l'Italie, à l'instar de l'Allemagne, aimerait

voir renforcée – rien n'a été vrai-ment réglé. M. Andreotti a simple-

ment noté, avec un a priori favo

rable, la proposition française de

réunico deux fois por so en

« congrès informels du Parlement

curopéen et des Parlements natio-

naux, sur le modèle de la réunion

qui s'est tenue à Rome en décem-

Enfin, seul dossier bilatéral en

cours de règlement évoqué à

Viterbe : celui du projet de liaison

ferroviaire à grande vitesse Lyon-

Turin, entré dans une deuxième phase d'étude. Le prujet, a

annoncé le ministre français des

transports, M. Paul Quilès, présent

à Viterbe, pourrait être réalisé à l'horizon 2000. Son coût se chif-

jours en France, qui lui a notam-

ment permis de se rendre à l'inté-rieur d'un poste de tir des missiles

mucléaires enterrés dans le plateau

d'Albion, le chef d'état-major géné-ral des forces années soviétiques, le général Vladimir Lobov, est

çais, l'omiral Jocques Lanxode,

d'instaurer des échanges de jeunes officiers entre les deux pays. Le

principe en a été acquis. Des dis-

cussions à venir détermineront les

A la différence de ce qui se passe pour d'autres pays, où ces échanges se font au niveau des écoles mili-taires, il devrait s'agir, selon Famiral Lanxade, de «l'immersion dans des

unités opérationnelles», pendant une période de deux à trois mois, d'offi-

ciers du grade de capitaine. C'est urie «première» qui permetira à de jeunes cadres de sejourner dans des

régiments, sur des bases aériennes

modalités.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Sur les autres dossiers con

l'« espérance » .

bre dernier.

Le douzième sommet franco-italien de Viterbe

# Paris et Rome ont la même volonté de réussir le conseil européen de Maastricht

Le douzième sommet francoitalien qui a'est tenu les 17 et 18 octobre à Viterbe, eu nord de Rome, e consecré sinon une parfaite identité de vues entre les daux pays, du moins la volonte politique communs. dûment affichée, de faire du conseil européen qui se tiendra les 9 et 10 décembre à Maastricht un succès complet, c'està-dire notamment d'y transformsr la Communeuté en uns union politique.

VITERBE

de notre envoyée spéciale

Des « divergences » à propos des politiques étrangère et de sécurité communes étaient apparues ces

### L'ESSENTIEL

DATES

Il y n trenta ans, la répression de la monifastation algérianna à

ÉTRANGER L'accord sur la conférence de paix au Proche-Orient

et la normalisation des relations entre israël et l'URSS . 3-4 La guerre civile en Yougoslavie.

### POLITIQUE

L'évolution de la Nouvelle-Calédonie M- Cresson prend I'e engagement solennel » de poursuivre la politique de M. Rocard ....... 7

Un entret avec M. Guy Konopnicki Du communisma à l'écologie... 8

La préparation des élections régionales M. Carignon sera candidat à la présidance de la réginn Rhône-

Livres politiques La rubrique d'André Laurens ... 8

# HEURES LOCALES

 Las départements souriant aux Japonais e Nuvelles mis-aions pour l'Association des maires da France e Projet de sta-tut pour les 550 000 étus 9 à 12

### SOCIÉTÉ

Une journée nationale pour gom-

mer les a effets destructeurs . 13

### CULTURE Yannis Kokkos,

metteur en scène Le scénographe, qui antand 

### ÉCONOMIE La catastrophe de Mekm

Progression

de la production industrielle Une hausse de 0,8 % en août... 17

### Services

Abonnaments ..... Marchés financiers ..... 18-19 Mots croisés... Radio-Télévision ..... La télématique du Monde :

3615 LEMONDE 3615 LM

Le ouméro du « Monde » daté 19 octobre 1991 a été tiré à 496 013 exemplaires.

Italie et la Grande-Bretagne s'étaient mises d'accord sur nn texte parlant certes d'une a défense européennes, mois fortement ancrée à l'OTAN. Dix jours plus tard, la France et l'Allemogoe relaoçoient l'idée que l'UEO (Union de l'Eorope occidentale) doit être l'organe de la Commu-nanté pour la mise en œuvre d'une politique de défense européenne et propossient lo création à terme d'un corps d'armée européen. Ini-tiative, précisaient Paris et Bonn, Parfaitem l'OTAN. ment « complémentaire » de

A Viterbe, cité papale où, exaspérés par les atermoiements des cardinoux lors do conclove de 1271, les habitants de la ville les enfermèrent pour les décider à se choisir un chef, le «malentendu» françoitelien o été en revenche franco-italien o été, en revanche, rapidement expédié, chaque partie offectant de ne retenir que les côtés positifs de l'initiative de voir dans l'initiative italo-britannique que le premier pes arraché à Londres dans la bonne direction,

Au cours d'une conférence de villa Lante, chef-d'œuvre de la Renoissance, le président de de conseil italien, M. Giulio Andreotti, déclarait qu'il estimait « politiquement très utile tout ce qui peut renforcer les relations de l'Allemagne avec les autres pays, notamment lorsqu'il s'agit de la France». Réaffirmant que « personne ne songe à remettre en question l'alliance atlantique», il ajou-tait : « Il n'est pas absolument impossible de trouver des formules

De son côté, M. Mitterrand renchérissait en notant que «l'Italie se trouve en situation de rappro-cher les points de vue». «Il est indéniable, poursuivait-il, que la politique italienne o toujours été favorable à une union politique forte, mais aussi à lo notion d'une défense commune (...). La défense européenne et l'OTAN doivent être articulées. Les discussions porteront sur où sera mis l'accent. Il y a la thèse maximaliste et la thèse miniliste; le débat est ouvert.»

#### La liaison Lyon-Terin

A l'évidence, le message de Viterbe - l'Europe o'a pas d'autre issue que de réussir Maastricht s'adressait, par-delà le sommet froceo-italico, à tous les aotres partenaires européens : le prési-« optimisme », l'a affirmé avec force : « L'Europe ne peut s'arrêter en chemin », en raison du « travail accompli » et de la «conscience qu'oni prise les Douze de leur pro-pre existence», mais surtont de la

### EN BREF

a Régionalee: le professeur Schwartzenberg tête de liste dans les Alpes-Maritimes. — M. Léon Schwartzenberg, professeur agrégé de cancérologie à l'Institut de cancérologie et d'immunogénétique de Villejuif, départé curopéen, qui fat dn 29 juin au 7 juillet 1988 ministre délégué à la santé dans le gouvernement de M. Rocard, indique dans un entretien au gootidien dans un cotretien au gootidien Nice-Matin, samedi 19 octobre, qu'il conduira la liste de la majo-rité présidentielle dans les Alpes-Maritimes aux élections régionales de mars 1992.

D M. Pnalatowski et ie Froat national. - Dans un entretien à l'hebdomadaire Valeurs actuelles Introdomadure Valeurs actuetus (daté 21 octobre), M. Michel Poniatowski (UDF-PR), sénateur du Val-d'Oise, interrogé sur l'hypothèse d'un duel entre M. Le Pen et on candidot de gaoche an deuxième tour de l'élection présidontielle, affirme : « Ce que je peux seulement dire, c'est que je n'ai jamais voté de ma vie pour un candidat de gauche, je suis allergi-que au marxisme de la gauche, à son idéologie et à son inefficacité.»

 Hommage de M. Jack Lang à Gabriel Groley, doyen des journalistes français qui vient de décèder.
 M. Jack Lang, ministre de la eniture, o reodo hommage à Calvilla Content des journalistes des journalistes des journalistes de la content de journalistes de la content de journaliste de la content d Gabriel Groley, le doyen des jour-oollstes fraoçais décédé jeodi 17 octobre à Troyes dans sa cent deuxième année. « Nous perdons in jourun homme remarquable, un journaliste de très grand talent, le doyen d'une profession pour loquelle il restera un incomparable exemples, o soulimé le ministre. Gabriel Groley était journaliste au

quotidien départemental Est-Eclair de Troyes. Il y aura collaboré pendant quatre-vingts ans.

Us answess chef de cabinet suprès du ministre de la défense. — En remplacement de M= Chantal Jourdan, sous-préfet, M. Yann Jounot, administrateur civil, a été nommé chef du cabinet civil amprès du ministre de la défense, M. Pierre Joxe. M= Jourdan devient charace de mission, octamment pour les affaires politiques et régionales, au même cabinet.

CANADA: victoire des sociaux-démocrates en Colomble-Britanul-que. – Le Nouveau Parti démocra-tique (NPD) de M. Mike Harcourt formera le prochain gouvennement de la Colombie-Britannique, après avoir remporté, jeudi 17 octobre, une nette majorité de siéges aux élections législatives. Au pouvoir depuis près de quarante ans, le Parti du erédit social (droite, proche des conservateurs an pouproche des conservateurs an pouvoir à Ottawa), dirigé par
M. Rita Johosoo depuis avril,
n'aurait, d'après les premières estimations, que 7 sièges, contre 21
pour le Parti libéral et 47 pour le
NPD. Les sociaux-démocrates ont,
l'an passé, détrôné les libéraux en
outstriet province le situe siche et Ontario, province la plus riche du pays. - (UPI.)

O COREE DU SUD : les Etats-Unis pourraient retirer leurs armes oucléaires. - Les Etats-Unis ont décidé de retirer toutes leurs armes nucléaires de Corée du Sud, o annoncé, samedi 19 octobre, le Washington Post, Aucun calendriar n'a eneure été établi puur et retrait, qui permettra à Washington d'augmenter la pression sur la Corée du Nord pour qu'elle mette fio à son programme nucléoire militaire. Pyongyang a, en effet, posé comme condition à une ins-pection de ses installations le

retreit des armements oucléaires américains du Sud. - (AFP.) D ETATS-UNIS : condemnation à un ancien secrétaire adjoint à la marine. — Un ancien secrétaire adjoint à la marine, M. Melvyn Paisley, a été condamné vendredi 18 octobre à quatre ans de prison pour son rôle dans un scandale portant sur l'acquisition de maté-riel militaire. Des responsables du ministère de la justice ont déclaré qu'il s'agissait de la plus lourde condamnation rendue jusqu'à pré-sent dans le cadre de l'enquête, ouverte vniei einq ans, sur ce scandale qui porte sur plusieurs milliords do dollars de matériel militaire. M. Paisiey, ancien eadre de la firme Boeing, avait. plaidé coupable. – (Reuter.)

U ZAIRE : souvelle crise politique. - Une nouvelle crise politique, qui risque d'entrainer des débordements populaires, s'est onverte un Zaîre vendredi 18 octobre, quarante-hmit heures après la prestation de serment du gouvernement. Le porte-parole de la présidence de la République a en effet accusé le premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, de gouver-oer « dans l'illégalité», pour avoir refusé de jurer obéissance « à la Constitution » du Zaire lors de sa prestation de serment, - (AFP.)

Ce Mente ÉCONOMIQUES

« Pour des raisons humanitaires »

### Le Diihad islamique accepte orim des otages américains détenu au Liban rencontre son éponse

Le Djihed islamique pour la libération de la Palestine (JILP), de tendance pro-iranienoe, o accepté, vendredi 18 octobre, qu'une rencontre ait lieu, sous le parrainage de l'ONU, entre l'un des deux Américains qu'il détient depuis le mois de janvier 1987, M. Josse Turner, et son épouse. Le JILP a rendu publique la photocopie d'one lettre moouserite co anglais de M. Turner ainsi qu'un bref commuoiqué dactylographié

Le JILP affirme que sa décision répond « aux demandes répétées et à l'insistances de son otage et a été prise « pour des raisons huma-nitaires ». M. Turner, quarante-quatre ans, professeur de mathémaliques, précise daos sa lettre que la rencontre avec sa femme durera une heure seulement, mais insiste sur la nécessité de sa venue «le plus tot possible» à Beyrouth. «Après cela, tout tro bieo».

L'initiative du IILP intervient ou moment même où l'assistant du secrétaire général de l'ONU
charge du régiement de l'affaire
des otages, M. Giaodomenieo
Picco, se trouve à Damas. Seloa des sources sures, cetui-ci aurait rencontré mardi, dans la vallée de la Bekaa sous contrôle syrien, des représentants des preneurs d'otages. - (AFP.)

par la presse, vendredi 18 octobre à

Nancy, où il a assisté à une présen-

tation de la 4 division aécomobile

qui dépend de la Force d'action rapide (FAR), le général Lobov s'est-

refusé à préciser quel scrait le nom-

bre de charges nucléaires, stratégi-

créer en Union soviétique une force

En revanche, le chef d'état-major

soviétique s'est moolré réservé à

propos de la perspective d'instaurer des «gardes républicaines» au sein

de chacune des Républiques de la

future Union. Il a affirmé que les Républiques, soumises dans l'avenir au jeu éventuel de l'alternance poti-

tique, étaient de plus en plus nuan-

cées sur la création de telles gardes

et il a estimé que toutes les Répu-bliques, en réalité, se considèrent comme membres de l'Union pour

la défense de leur territoire.

de dissussion dite «suffisante». .

fre, pour l'instant, à 16 milliards de francs, dont 11 à 13 pour le percement d'un tunnel de 54 kilomètres sous le Mont-Cenis.

Pour des stages en unité

Soviétiques et Français

échangeront de jeunes officiers

# Après les incidents de la manifestation du 17 octobre M. Bruno Durieux reprend les négociations avec les infirmières

Alors que le ministre de la anté, M. Bruno Durieux, reprensit, samedi 19 octobre, lea négociations avec les représentants des Infirmières, la Coordination nationals infirmière a annoncé son intention de porter plainte après les « violences policières » du jeudi 17 octobre, qui ent provoqué de vives réac-tions, y compris dans les milleux

L'intervention des gendarmes mobiles, jeudi 17 octobre, contre les infirmières (le Monde du 19 octobre) o durci le mouvement. Des actions de protestation ont eu lieo, veodredi 18 octobre, daos plusicurs bòpitaux d'Ile-de-France avec des arrêts de travail de l'ensemble des personnels, et les éta-blissements se préparent à one manifestation, le 22 octobre.

La Coordination nationale infir mière (CNI) a annoncé son intention de porter plainte contre la police. « Une élève infirmière de Bichat o eu le tympan perforé par un canon à eau et un infirmier o eu un traumatisme crànien avec perte de connaissance», a affirmé M. Eric Rabette, porte-parole de la CNI, en ajoutant que cinq autres personnes au moios avaient été blessées légérement et que trois d'entre elles avait dû être hospitalisées quelques heures à l'hôpital

Après ces incidents, touchaot une profession qui bénéficie d'un large soutien de la population, les réactions ont été vives et multi-ples. M. Philippe Marchand a précisé sa version des faits devant une délégation d'infirmières reçue, vendredi, à la préfecture d'Ajaccio. Les infirmières out voulu se rendre à l'Elysée, sans autorisation, s déclaré en substance, le ministre de l'intérieur.

Devant leur insistance, a soul ané M. Marchand, ell a été fati usage d'un moyen lanceur d'eau. Aucune charge des forces de l'ordre n'a eu lieu et seize grenades lacrymogènes ont été tirées ».

Samedi à 15 houres, M. Bruno Durieux devait ouvrir de nouvelles oégociations avec les différentes | de la santé contribue à lui faire organisations syndicales et profes- une mauvaise réputation qu'elle ne

être présente. M= Cresson avait demandé au ministre de la santé de « reprendre immédiatem négociations en annonçant qu'elle recevrait également, de son côté,

les représentants des infirmières. Le mioistre de la saoté s'est déclaré, pour sa part, en mesure « de proposer un premier train de dispositions destinées à améliorer les conditions de travail a des infirmières, portant principalement sur le travail de nuit, des dimanches et jours fériés. Alors que la Coordination réclame avant tout une augmentation des effectifs et des salaires, ces propositions suffirontelles à renouer le dialogue?

M: La.

### Polémique entre le ministre de l'intérieur et le ministre de la santé

Eo réposse à M. Broco Durieux, mioistre délégné à la santé, qui lui avait demandé jeudi 17 nctubre, de faire « tout« lo lumière sur les circonstonces exactes » des jocidents surveous lors de la maoifestation du 17 octobre, M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, a iodique, veodredi 18 octobre : «Ce ne sont pas les injonctions, même d'un ami du gouvernement, qui me feront déclencher une enquête. L'essentiel pour les infirmières est que les négociations se poursuivent et que M. Durieux, car c'est son rôle, les fasse aboutir.»

Dans un communiqué, le Parti socialiste s'est étooné, vendredi-18 octobre, «du comportement des forces de police envers les manifes-tants» et a jugé «particulièrement regrettables» les incidents surveous au cours de cette manifestation. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Elat à l'action humanilaire, a d'estat à l'action numeronaire, a également déploré l'utilisation de groades laerymogènes et de canons à cau, et l'absence de dia-logue dans ce conflit. Ma Yvette Roudy, ancien ministre socialiste des droits de la femme, s'est déclarée « inquiète » pour le premier ministre. Car son ministre

### La durée de prescription de l'Halcion sera limitée à quinze jours

nationales de pharmacovigilance et mation du corps médical et du d'outorisation de mise sur le mar-ché, M. Bruno Durieux, ministre délégué chargé de la santé, a décidé, vendredi 18 octobre, de limiter à deux semaines la durée de prescription de l'Halcion, un somnifère hypnotique fabriqué par les laboratoires Upjohn.

Cette mesnre, qui preod en compte lo position exprimée lo 16 octobre par le commé des spécialités pharmaceutiques de lo CEE (le Monde du 19 octobre), s'accompagnera également d'une réduction du contenu du condi-

### Le Sénat péruvien a levé l'immunité parlementaire de l'ancien président Alan Garcia

Le Sénat péruvien a levé, samedi 19 octobre, l'immunité parlementairo de l'accien président Alon Garcia, ouvrant la voie au procès de ceiu-ci pour corruption. Le vote du Sésat, par 38 voix contre 17, fait suite à un an d'enquête et deux heures de débats très houleux. En sa quaillé d'ancien chef de l'Ebat (1985-1990), M. Garcia est sénateur à vie. Accusé d'ovoir détonrné 500 000 dollars de fonds gouvernementaux, il ne pouvait être traduit en justice qu'après la levée de sou nunité par ses paies. - (AP.)

Sur proposition des commissions tionnement. Le libellé de l'information du corps médical et du public sera revu et adapté. L'indi-cation thérapeutique será limitée aux troubles sévères du sommeil et il sera en particulier recommandé aux patients de oe prendro le médicament qu'immédiatement avant le concher avant le coucher.

Ces mesures font suite à la déci-sion prise le 4 octobre par les autorités sanitaires britanoiques d'interdire la commercialisation de eo somnifere en raison de ses numbreux effets secondaires (pertes de mémoire et syndrome dépressif).

# Nouveau à La Villette LE PALAIS D'ASIE

Le plus grand restaurant chinois de Paris (500 places). 7 jours sur 7 jusqu'à 2 h du matin. Banquats, réceptiona, repaa d'affaires.

131, rue de Flandre (métro Crimée). Tel.: 40-35-26-15 - 40-35-35-36.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67

# Le Monde Voyage avec Colomb

- NUMÉRO HORS SÉRIE Le feuilleton de l'été disponible en un seul volume

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

